

Les fins d'empires : les steppes de Michel Strogoff

Le Monde

15, rue Falguère, 75001 Paris Cedex 15

BOURSE ★★

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - N° 14789 - 7 F

SAMEDI 15 AOUT 1992

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

L'adoption par le Conseil de sécurité des résolutions autorisant le recours à la force en Bosnie

Les Occidentaux espèrent intimider les Serbes Et maintenant ? avant la conférence de Londres

Les gouvernements se consolent en assurant que les résolutions adoptées jeudi 13 août par l'ONU auront un effet de pression et de dissuasion sur les autorités serbes, mais on est d'autant moins obligé de les croire que ceux qui parlent ainsi manquent très violemment de conviction. Car si un pas de plus a été franchi dans l'escalade verbale contre Belgrade, on est très loin de ce que demandait une bonne partie des opinions dans les pays occidentaux qui ont parrainé ces textes.

Instructive est la comparaison avec la résolution 678, celle par laquelle le Conseil de sécurité, le 30 novembre 1990, avait ouvert la voie à l'emploi de la force dans la crise du Golfe. En se référant comme aujourd'hui au chapitre VII de la Charte, on parlait alors d'utiliser « tous les moyens nécessaires » afin de contraindre un adversaire nommé, l'Irak, à appliquer toutes les résolutions précédentes, autrement dit à régler le problème au fond.

La résolution 770 de jeudi ne parle, elle, que de « mesures nécessaires », uniquement destinées à « faciliter l'acheminement de l'aide humanitaire », et sans viser aucun adversaire en particulier.

AUTRE différence significative : les Etats membres de l'ONU sont « exhortés » aujourd'hui à prendre lesdites mesures, alors que la résolution 678 les « autorisait » à utiliser les grands moyens. Autrement dit, les Etats-Unis avaient obtenu en novembre 1990 le feu vert à l'action militaire qu'ils avaient déjà décidée et qui devait avoir lieu sous leur direction trois mois plus tard.

Aujourd'hui, la première puissance militaire du monde ne souhaite surtout pas jouer ce rôle de « leader » dans l'affaire yougoslave et exclut toute participation de « G.I. » au sol. Même le concours de son aviation et de sa marine à une opération qui serait décidée par les Européens n'est pas encore acquiescé à ce stade.

L'OTAN est saisi elle aussi du problème, mais, tout comme l'ONU, l'organisation atlantique n'est forte que de la détermination de ses membres. Tout indique que les responsables civils suivront les recommandations de prudence que leur dispensent, quasiment unanimes, les responsables militaires et que les décisions seront renvoyées à la fin du mois, au vu des résultats - plus qu'hypothétiques - de la conférence de Londres sur la Yougoslavie.

Il serait pourtant possible et nécessaire d'aller plus loin. Puisqu'une aide humanitaire « militarisée » est désormais officiellement envisagée, la première chose à faire serait de concentrer dans la région les moyens nécessaires à de telles missions, ce qui, au demeurant, ne pourrait que renforcer vis-à-vis de la Serbie l'effet dissuasif espéré.

La France, qui affirme avoir été dans cette affaire plus active que ses partenaires occidentaux, va-t-elle saisir l'occasion du débat de l'OTAN pour prendre une initiative en ce sens ? Ce serait, pour M. Mitterrand, une occasion de répondre aux critiques que lui adressent l'opposition et une partie de ses propres amis.

Les Etats-Unis, la France et la Communauté européenne se sont félicités, le 14 août, de l'adoption, la veille, par le Conseil de sécurité de l'ONU des résolutions 770 et 771 sur la Bosnie-Herzégovine. La première autorise l'usage de la force, sans toutefois la prescrire, pour protéger l'aide humanitaire et la seconde condamne notamment les pratiques d'épuration ethnique. L'organisation des escortes armées, par l'OTAN ou l'UEO, demeure difficile, peu de pays en dehors de la France s'étant déclarés prêts à fournir des hommes. Les Occidentaux espèrent surtout « intimider » les Serbes avant la conférence internationale qui doit s'ouvrir le 26 août à Londres.

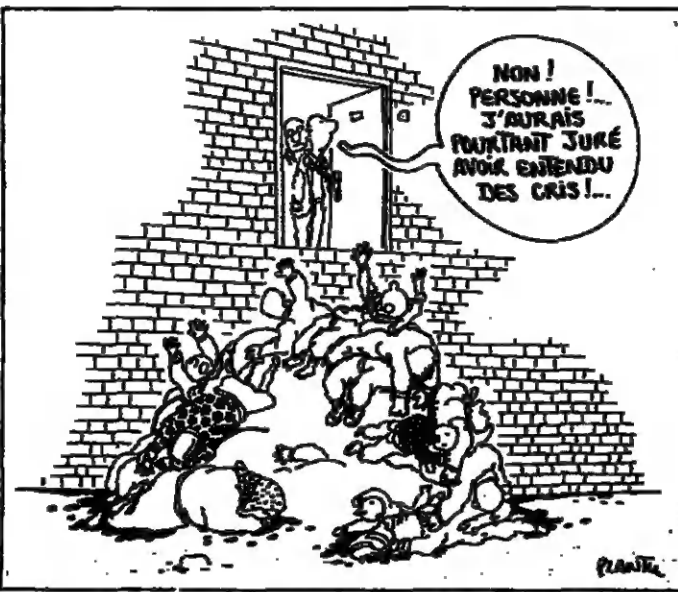
NEW-YORK (Nations unies)

correspondance

Certes, le Conseil de sécurité a adopté, jeudi soir 13 août, un texte visant à utiliser la force militaire pour protéger les convois humanitaires destinés à la population civile en Bosnie-Herzégovine, mais ses membres espèrent vivement ne pas être obligés de le mettre en application. « La résolution 770 autorise l'utilisation de la force, mais ne la prescrit pas », a précisé le représentant britannique, Sir David Hannay, résumant le sentiment général. En votant cette résolution, les membres du Conseil espèrent avoir « intimidé » les forces serbes et c'est peut-être la raison pour laquelle la formulation du texte reste très vague.

AFSANÉ BASSIR POUR

Lire la suite page 3 et nos informations pages 3 et 4



Nommé secrétaire général de la Maison Blanche, l'ancien secrétaire d'Etat dirigera la campagne de M. Bush

Les ambitions de James Addison Baker III

WASHINGTON

de notre envoyé spécial

Quatre jours avant l'ouverture de la convention républicaine de Houston, le président américain George Bush a nommé, jeudi 13 août, M. James Baker au poste de secrétaire général de la Maison Blanche, chargé de « sauver » sa campagne en vue d'obtenir un second mandat. M. Baker, qui sera remplacé à la tête du département d'Etat par son adjoint, M. Lawrence Eagleburger, avait déjà été appelé à la rescousse par son vieil ami Bush en 1988. On prête à ce « monstre froid », organisateur hors pair, le rêve d'occuper lui-même un jour la Maison Blanche.

En février 1970, un avocat texan quadragénaire, riche et flegmatique, passionné de tennis et de chasse à la perdrix, devient veuf. Sa femme, originaire de l'Ohio et républicaine convaincue, est morte d'un cancer après une courte agonie. Il l'adorait. Effondré, peu préoccupé du sort des quatre fils qu'elle lui a donnés, il se met à boire et inquiet beaucoup ses amis du très select Country Club de Houston.

Il est lui-même démocrate, mais sans conviction excessive. Le sauvetage moral et politique de James Addison Baker III s'impose à la bonne société de Houston...

Il faut sans doute en revenir à cette année charnière de 1970 pour comprendre comment s'est fait le « monstre froid » qui aura joué un rôle-clé dans les grandes négociations internationales. Celui-ci s'est fait ses preuves dans une profession où, malgré les apparences, on ne fait pas de cadeaux. Etre un des plus grands avocats d'affaires du pays, à cet âge et au Texas qui plus est, ne prédispose pas à la spéculation métaphysique et encore moins à l'altruisme. M. Baker est certes un patricien puisque sa famille a quasiment fondé Houston au siècle dernier. Mais il est avant tout un « dur ». Il a des manières, mais il aime gagner plus que tout le reste.

Il est prêt pour cela à attendre très longtemps son heure. Il a

fait des centaines de fois lors de parties de chasse à la dinde sauvage, le sport qu'il affectionne. Il s'agit de rester six à huit heures durant dans le froid de l'aube puis dans la chaleur étouffante de la matinée et du début de l'après-midi, tapi dans les broussailles du sud du Texas. C'est une chasse étrange dans la mesure où, après cette interminable attente, le chasseur n'a que quelques secondes pour abattre des volatiles (appelés « turkeys ») extrêmement méfiants. « Faites vous raconter une chasse avec James Baker », nous avait-on dit.

Un des plus grands banquiers de Houston, ami personnel de M. Baker depuis trente ans, s'est livré devant nous à ce jeu de la mémoire et de l'anecdote en réclamant un minimum de dis-

crétion. La conclusion s'impose : M. Baker est un chasseur. Tel M. Giscard d'Estaing, c'est un excellent fusil. Comme beaucoup d'Anglo-Saxons blancs de sexe masculin, il est convaincu qu'il vaut mieux gagner que perdre. Dans la vieille Europe pétrie de culpabilité et au Proche-Orient compliqué, on a parfois du mal à comprendre le fonctionnement de ce grand homme froid, qui n'a pas ouvert un livre d'histoire depuis des lustres, et surtout pas concerné les pays où il atterrit pour des missions jugées, de toute éternité, délicates.

DOMINIQUE DHOMBRES

Lire la suite et nos informations page 5

La mort d'Yvon Briant

Le président du CNI victime avec sa famille d'un accident d'avion en Corse.

page 20

Les assurances et le sida

Le gouvernement a fait pression sur l'UAP pour maintenir l'indemnisation des transfusés.

page 15

Réapprendre la France

Les étrangers ne sont pas les seuls à visiter en grand nombre l'Hexagone.

Lire page 15 l'article de FRANÇOIS GROSCHARD

SANS VISÉ

■ Barbe-Bleue en appel : des défenseurs veulent organiser un procès en réhabilitation de Gilles de Rais ■ La Pyramide en vacances ■ La table ■ Les jeux

pages 11 à 14

Le sommaire complet se trouve page 20

Qui gouverne la France ? Le cas Bouygues.

Le Nouvel Observateur
N° 1448 - P. 69

Enfin
tout savoir
sur TF1
dans
La Théorie
du Bordel
Ambiant2

Théorie
du Bordel
Ambiant



2 Descriptions en vente libre

GRAND CONCOURS TBA - LIVRE DE POCHE - NOUVEL OBSERVATEUR - APPLE

M0147 - 0815 D - 7.00 F



A L'ÉTRANGER : Algérie, 450 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 750 F ; Allemagne, 2,20 DM ; Autriche, 28 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Antilles-Néerlandaises, 9 F ; Côte d'Ivoire, 486 F CFA ; Danemark, 14 KR ; Espagne, 180 PTA ; G.B., 86 p. ; Grèce, 220 GR ; Italie, 1,20 L ; Japon, 2,200 ¥ ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Suède, 480 F CFA ; Suisse, 15 FR ; USA, 1,50 \$; USA (Puerto Rico), 2 \$; USA (Indes), 2,60 \$.

محمان النحل

LES FINES D'EMPIRES

Venus du nord, les Russes ont pris au dix-neuvième siècle leur revanche sur les héritiers de Gengis Khan et ils ont maîtrisé la meilleure part de l'Empire des steppes. De l'Asie centrale à l'Afghanistan, ce fut un rude voyage. Celui qui enfièvre un héros célèbre de Jules Verne.

Par PIERRE CHUVIN

Voici le Sibérien Michel Strogoff, courrier du tsar, l'homme aux nerfs d'acier, sur qui repose le salut de l'Empire. Il est prisonnier du khan félon Féofar. Des danseuses persanes, toutes de gaze voilées, préludent par leurs évolutions à l'aveuglement du vaillant Michel : c'est l'ultime spectacle que lui réserve son vainqueur. Et les hordes tartares vont inonder le monde civilisé. Mis en scène par Jules Verne, le drame se joue en Sibirie, au milieu des steppes, quelque part entre Omsk et Irkoutsk. Qui était donc « Féofar Khan » ? Rien de moins que l'émir de Boukhara ! Ne demandons pas ici au romancier d'être le témoin des événements de son époque. Il suffit qu'il en reflète les peurs, les rêves et les fantasmes.

En 1876, lorsque parut *Michel Strogoff*, la réalité était bien différente. Non que l'émir d'alors, Muzaffer Ed-Dia Khan, ne régnât en despote, autant qu'il le pouvait. Mais, maître de bonnes terres agricoles, il n'avait rien d'un chef de hordes nomades, et son territoire était plus riche d'oasis que de steppes désertiques. Il ne devait son trône qu'à l'appui des Russes, qui seul lui permettait de mater les insurrections à l'intérieur de son royaume. Et il était tout à fait hors d'état de ranger sous sa bannière le seigneur de Khiva et celui de Kokand. Le premier héritait traditionnellement le maître de Boukhara. Le second, naguère son protégé, ne subsistait lui aussi sur le trône que par le bon vouloir des Russes. Janvier 1876 vit précisément l'annexion totale du khanat de Kokand (Ferghana) par les généraux von Kaufmann et Skobelev, au cours d'une promenade militaire. Les Russes avaient mis en déroute une armée de cinquante mille hommes, avec des pertes insignifiantes : six tués et huit blessés. Néanmoins, seule l'incapacité du prétendant qu'ils soutenaient les décida à l'annexion pure et simple.

Une telle déchéance n'était ni l'œuvre des circonstances immédiates ni le résultat du « fanatisme » et de l'« apathie » musulmane, comme se plaisent à les décrire certains voyageurs. La première étape sur le chemin qui devait mener l'Asie centrale à l'isolement et à l'arriération avait été franchie plus de trois cents ans auparavant. De cette étape, un témoin exultant se dresse sur la place Rouge à Moscou. C'est l'église de Basile le Bienheureux, qui, de tous ses bulbes, de toutes ses couleurs éclatantes, lance vers Dieu le cri de joie du tsar Ivan IV et de son peuple, enfin libérés en 1554 du joug des Tatars, descendants de la Horde d'Or. La sujétion des Russes aux héritiers de Gengis Khan, qui durait depuis plus de trois siècles, cessait enfin. Dès lors, jusqu'au pouvoir soviétique inclus, l'histoire de ces régions fut dominée par la poussée des Russes vers le sud : en direction du sud-ouest, vers le Caucase, la Crimée, Istanbul ; en direction du sud-est, vers les royaumes de l'Asie centrale et de l'Afghanistan.

Après 1554, les populations turques d'Asie centrale n'eurent plus de frontière commune avec les Turcs occidentaux, Tatars de Crimée (issus eux aussi de la Horde d'Or) et Ottomans, vers lesquels ils regardaient cependant, mais qui furent toujours trop loin pour les aider. Une fois le khanat d'Astrakhan annexé par les Russes sur la basse Volga, la voie qui avait été l'une des grandes routes de la soie était coupée. A dire vrai, elle était déjà sur le déclin, court-circuitée par les relations maritimes entre l'Extrême-Orient et l'Europe. L'Asie centrale, peuplée de musulmans sunnites, se trouva isolée de la Méditerranée, des lieux saints et de l'Europe, au nord par les Russes, au sud par l'Iran, où le chiisme était devenu la religion officielle avec Chah Ismaïl, en 1501.

Ces contrées, qui étaient depuis plus d'un millénaire des foyers de culture et d'art, au cœur d'un commerce transcontinental florissant, se trouvaient désormais à l'écart et promises à diverses vassalités : à l'est, dans le Turkestan chinois, la dynastie mandchoue ; au nord-ouest, les Russes ; enfin, au sud, les Iraniens. Dans l'Asie centrale engourdie, les rivalités locales ne s'apaisèrent pourtant pas. Les deux grandes oasis, la vallée du Zérafchan (avec ses deux cités, Samarcande et Boukhara, la capitale) et le delta de l'Amou-Darya (le Khorezm, avec Ourgentch, puis Khiva), gardèrent leur inimitié traditionnelle.

Si la prise d'Astrakhan par les Russes eut une valeur hautement symbolique, un second bouleversement fut provoqué par un prince turkmène, Nadir Chah d'Iran, sorte de maire du palais et remarquable général. Entre 1730 et 1747, il se battit sur tous les fronts, à l'ouest et au nord contre les Ottomans et les Tatars, et

surtout à l'est, où il mena ses campagnes les plus brillantes, jusqu'à Delhi, qu'il pillait, accablant la décadence de l'Empire moghol. Il se dirigea aussi vers les Etats d'Asie centrale, Boukhara et Khiva, qui durent lui verser tribut.

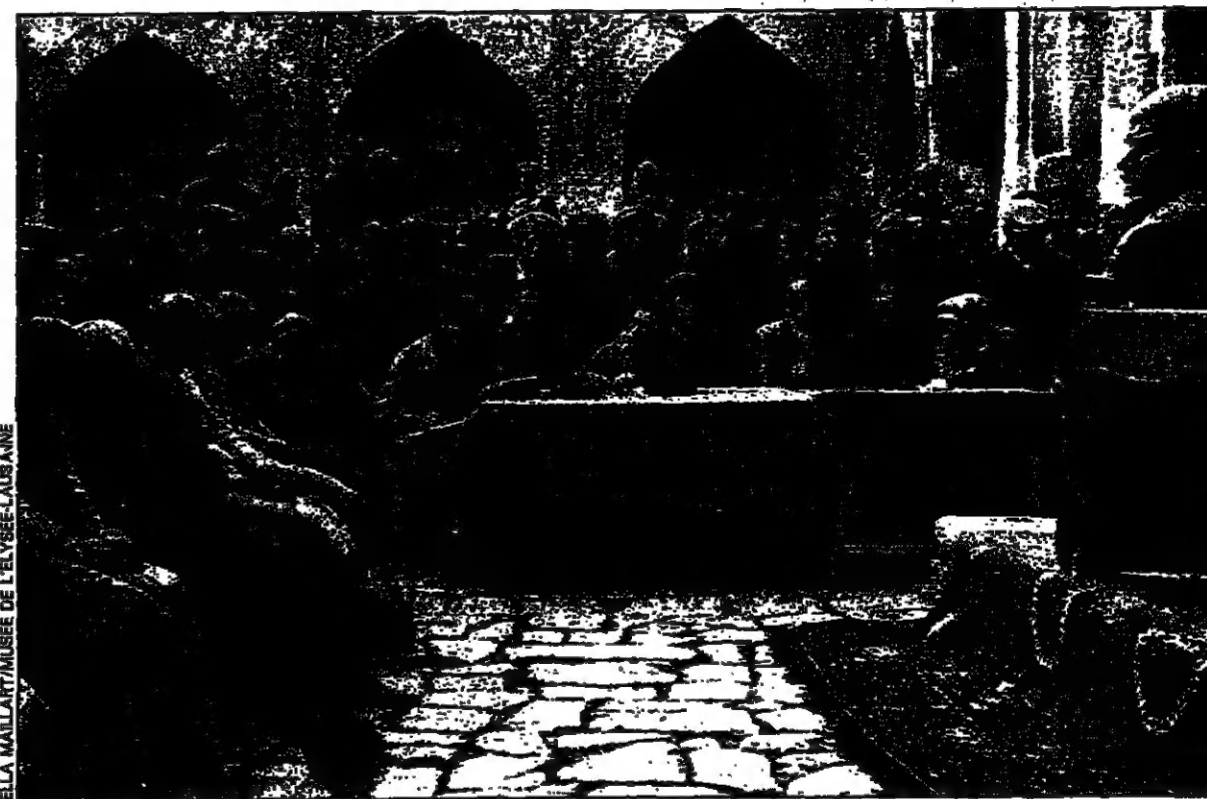
Nadir Chah provoqua l'éclatement de l'émirat de Boukhara, qui, privé de ses dépendances méridionales, se trouva pratiquement réduit à la vallée du Zérafchan. Son incursion favorisa sans doute le développement d'un nouvel Etat dans la haute vallée du Syr-Darya, le Ferghana. Fond de lac asséché, fertile, bien protégé entre ses montagnes, cette haute plaine devint vers 1710 un khanat dont la capitale était Kokand. Les seigneurs de Kokand, disposant d'une armée régulière de cavaliers, unifièrent le Ferghana au cours du dix-huitième siècle et étendirent leurs possessions au nord, vers la plaine de Tachkent et le cours moyen du Syr-Darya, annexant des contrées jusque-là vassales de nom de Boukhara.

En 1814 ou 1815, la prise de la ville de Turkestan, qui abrite le mausolée d'un saint vénéré, permit au souverain de Kokand de se donner le titre de commandeur (émir) des croyants. Cela ne l'empêchait pas, ainsi que ses successeurs, de s'adonner à l'ivrognerie, si fréquente chez les descendants de Timour et de Gengis Khan.

Le khanat de Kokand connut son apogée en 1822-1842, sous Muhammad Ali Khan. Il reçut un coup décisif en 1842 avec une intervention de Nasrullah, l'émir de Boukhara, exécutant une bonne partie de la famille royale, dont la mère du khan, poétesse reconnue. Mais Nasrullah ne parvint pas à dominer durablement le Ferghana, ses protégés n'ayant rien de plus pressé, dès que



23. - Les steppes de Michel Strogoff



L'Asie centrale a été plus facile à conquérir qu'à conserver par les Russes puis par les Soviétiques. Témoin les révoltes des Basmatistes, jugées ici à Samarcande en 1932.

l'armée de Boukhara avait tourné le dos, que de se retourner contre leur protecteur. Et, surtout, les Russes se profilèrent à l'horizon. Un voyageur d'origine hongroise, Vambéry, qui parcourut ces contrées en 1863 en se faisant passer pour un derviche venu de l'Empire ottoman, se rend à l'évidence : « Il est à présumer que l'occupation russe mettra bientôt un terme à ces misérables guerres civiles qui déchirent les trois khanats turkomanes ».

Les Russes avaient surgi au nord depuis longtemps. En 1853 fut construit sur le Syr-Darya, à l'orée de la steppe, le port de Perovsk (ancien Ak-Mesjid ou « Mosquée blanche » ; rebaptisé Qyzyl-Orda, « Armée rouge », à l'époque soviétique). En 1854 fut fondée Vernij, la « Fidèle », aujourd'hui Alma-Ata. Les Russes arrivèrent en contournant par l'est les vastes oasis échelonnées entre le Ferghana, porte de la Chine, et le Khorezm, qui donne accès à la Volga. Entre Syr-Darya et Caspienne, la conquête se fit en tenaille : en 1869 fut créé le port de Krasnovodsk. La boucle du chemin de fer réunit en quelque sorte les deux mâchoires de la tenaille.

Elle se fit aussi en fonction des aléas de l'histoire. En 1854-1855, la guerre de Crimée fut pour les Russes un sérieux coup de frein. En revanche, en 1857, la reddition de Chamil, dans le Caucase, libéra les forces russes, au moment même où la révolte des cipayes en Inde paralysait les Anglais, inquiets de toute avancée des Russes vers le sud-est. Les guerres de Crimée d'abord, de Sécession (1861-1865) ensuite, entraînèrent en outre une très forte hausse du prix du coton. Si bien que, dans les années 1870, sur l'initiative du général von Kaufmann, fut introduit en Asie centrale le coton américain, de qualité très supérieure à la variété locale. Dans la région de Tachkent, la superficie cultivée en coton fut multipliée par 150 de 1884 à 1888. C'étaient les préludes de l'invasion actuelle du pays par l'« or blanc », comme devaient dire plus tard les slogans socia-

listes. En 1865 fut constituée la région administrative russe du Turkestan. On y inclut rapidement l'essentiel du khanat de Kokand, que la dramatique prise de Tachkent par les Russes en juin 1865 avait rejeté dans son berceau, le Ferghana. Le 24 mai 1866, Khodjend, verrou du Ferghana, l'Alexandrie ultime d'Alexandre le Grand, capitula. En août, c'est Oura-Tepe et Djizak, puis Yeul-Kurgan en 1867 : la route de Samarcande est ouverte, elle est plus qu'à moitié parcourue. Von Kaufmann mène le jeu. Lorsque ses hommes franchissent à gué, de l'eau jusqu'à la poitrine, le bras du fleuve qui leur barre l'accès de Samarcande, les troupes de l'émir, prises de panique, détalent en abandonnant leur artillerie. Les habitants de Samarcande ferment aux Russes les portes de la ville ; une délégation de mollats et de notables permet à von Kaufmann de faire une entrée pacifique dans la capitale de Timour et d'en prendre possession au nom du tsar Alexandre II, le 14 mai 1868.

La région est aussitôt incorporée au gouvernement du Turkestan. Sans doute la population avait-elle pris conscience de l'inutilité de la résistance. Sans doute aussi l'autorité du « demi-roi », le général von Kaufmann, paraissait-elle plus rassurante et plus ferme, plus prometteuse de bonnes affaires que celle de l'émir aux artisans et commerçants de Samarcande. Les Russes, de leur côté, s'abstenaient de tout prosélytisme religieux. Un mois plus tard, cependant, un soulèvement de la population tint la garnison assiégée pendant six jours, et faillit en venir à bout.

Le 29 mai 1873, Khiva capitula. La même année, Khiva et Boukhara passent sous le protectorat russe. Les princes connaissent une situation très difficile à vivre pour un musulman : diriger un Etat client des chrétiens. En 1873-1875, Kokand sombre dans l'anarchie et finit par être annexé au tout début de 1876. Le sort des trois Etats paraît alors réglé. Reste à délimiter, vers le sud, les limites des zones d'influence russe et britannique. Comme le dit le géographe Elise Reclus après 1873 : « Derrière Boukhara se montre le Russe. Par-delà l'Afghanistan on devine l'Anglais ».

Les Russes étaient installés de longue date sur la côte de la Caspienne, près de l'Iran. Tout en affirmant leur présence, ils n'empêchaient guère les expéditions de piraterie des Turkmènes sunnites contre leurs voisins chiites du Sud. Mais lorsque les troupes du tsar en vinrent à dominer les oasis turkmènes (non sans une sanglante défaite à Gök-Tepe en 1879), les Anglais s'inquiétèrent de les voir entrer dans Merv le 31 janvier 1884 puis, en mars, dans les oasis du Murgab : ils disposaient désormais d'un chemin court et commode, depuis la Caspienne, s'ils voulaient envahir l'Afghanistan, releva lord Curzon, futur vice-roi des Indes.

L'Afghanistan restera indépendant et ses frontières nord, fixées non sans de vives tensions par des accords de 1887 et 1895, manifestent clairement sa nature d'Etat-tampon, avec cet étrange bec de canard à l'est, où la Chine, l'Inde, le Pakistan et l'Asie centrale se rejoignent, que, encadrant un lambeau d'Afghanistan qui n'a pas vingt kilomètres de largeur dans sa partie la plus étroite. La frontière entre Asie russe et Afghanistan est artificielle. Cependant, la partie qui suit le cours de l'Amou-Darya avait été imposée par Nadir Chah à l'émir de Boukhara dès le dix-huitième siècle. Quant aux Turkmènes, c'en fut fini pour eux de razzier chevaux et esclaves. Sur les débris laissés par les héritiers de Tamerlan, un nouvel Empire était fondé. Il se maintint avec le cycle ordinaire de révoltes et de répressions cruelles. Il s'est effondré l'année dernière.

POUR EN SAVOIR PLUS

- « Turan. Une description du khanat de Kokand vers 1832 d'après un document ottoman », de Jean-Louis Bacqué-Grammont, *Cahiers du monde russe et soviétique*, n° 13, 1972.
- « La politique culturelle du pouvoir tsariste au Turkestan (1867-1917) », d'Hélène Carrère d'Encausse, *Cahiers du monde russe et soviétique*, n° 3, 1962.
- *Voyages d'un faux derviche dans l'Asie centrale*, d'Arminius Vambéry, 1873, réimpression Editions You-Feng (45, rue Monsieur-le-Prince, 75006 Paris), 1987.

La guerre civile en Bosnie-Herzégovine et ses répercussions internationales

Le président américain, M. George Bush, s'est « félicité », jeudi 13 août, de l'adoption par le Conseil de sécurité des Nations unies de deux résolutions sur l'ex-Yougoslavie : la première sur l'acheminement de l'aide humanitaire en Bosnie-Herzégovine, par la force si nécessaire ; la seconde sur l'accès aux camps de détention et condamnant les violations du droit humanitaire, notamment la politique d'« émigration ethnique ». « Le vote de l'ONU aujourd'hui marque un pas important dans notre réponse à cette tragédie humaine », a estimé M. Bush. Le président a souhaité une « coopération totale » de toutes les autorités de l'ex-Yougoslavie. Peu avant le vote de l'ONU, le dirigeant des Serbes de Bosnie, M. Radovan Karadzic, avait « averti » qu'une intervention militaire, « pas nécessaire » à ses yeux, risquait de transformer la République en un « enfer ».

Pour passer des déclarations à l'action, les instances régionales « autorisées » par l'ONU à pren-

dre « toutes les mesures nécessaires », se sont réunies jeudi ou devaient se rencontrer vendredi. L'OTAN, qui devait se réunir vendredi à Bruxelles, au niveau des ambassadeurs, semble adopter une position pour le moins prudente. Lors d'une rencontre jeudi à Rome, les experts des neuf pays membres de l'Union de l'Europe occidentale (UEO) ont décidé de créer un « groupe d'étude » chargé d'évaluer les possibilités d'interventions en Bosnie, notamment d'escorter les convois humanitaires. En revanche, les experts de cette organisation ont jugé « hors d'un cadre immédiatement réalisable » la création de couloirs humanitaires.

A Prague, les hauts fonctionnaires des cinquante et un pays (la Yougoslavie ayant été exclue) de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) ont ouvert, jeudi, une session de deux jours sur la crise yougoslave. Un document final devait être adopté vendredi. La « réponse de principe » de la CSCE devrait être

« positive » mais « vague » en raison du manque de moyens de la CSCE, selon des sources diplomatiques.

Sur le terrain, sans escorte militaire, un convoi du Haut-Commissariat aux réfugiés (HCR), transportant 80 tonnes de vivres et de médicaments est arrivé, jeudi 13 août, dans le nord de la Bosnie-Herzégovine, dans la région de Banja-Luka. L'aide est destinée aux quelque 25 000 personnes – des Musulmans en majorité – de quatre localités de la région menacées par les Serbes d'une opération de « nettoyage ethnique », selon le HCR. L'organisation de l'ONU pour les réfugiés compte ainsi « exercer une pression psychologique (...) dans l'espoir de contenir la politique systématique de terreur contre la population ».

Le ministre français de la santé et de l'action humanitaire, M. Bernard Kouchner, est arrivé, jeudi soir, dans le fief serbe de Bosnie de Banja-Luka, a annoncé M. Roland Dumas, le ministre

français des affaires étrangères, qui a tustigé sur TF1 les « boute-feux », les « véritables irresponsables » qui « préconisent une action militaire guerrière complète » dans l'ex-Yougoslavie. M. Kouchner doit visiter des camps de détention, tenus aussi bien par des Serbes que par des Croates ou des Musulmans.

Alors que la visite de jeudi à Sarajevo du premier ministre de la nouvelle Yougoslavie, M. Milan Panic, s'est soldée par un échec politique et le mort d'un journaliste, Belgrade a annoncé dans la journée avoir officiellement reconnu la République de Slovénie. En Bosnie-Herzégovine, les combats se sont poursuivis. Les affrontements ont fait, entre mercredi et jeudi, trente morts et 114 blessés, dont six morts et 33 blessés à Sarajevo, selon la cellule médicale de la République bosniaque. (AFP, Reuters, AP, UPI)

L'OTAN n'est pas prête à prendre des décisions concrètes

BRUXELLES

de notre envoyé spécial

A la veille de la réunion, vendredi 14 août, à Bruxelles, des ambassadeurs des pays membres de l'OTAN, celle-ci ne paraît pas prête à mettre rapidement en œuvre la résolution 770 du Conseil de sécurité autorisant à mots couverts le recours à la force pour assurer l'acheminement de l'assistance humanitaire en Bosnie-Herzégovine.

Réunis en conseil de l'Atlantique nord – la plus haute instance de l'organisation – les diplomates devaient discuter des options d'intervention préparées, au cours des deux dernières semaines, par les responsables militaires. C'est une lettre, le 31 juillet, du secrétaire général des Nations unies au président de la CSCE qui avait donné le signal de cette mobilisation de l'état-major allié. Il s'agissait alors d'étudier la possibilité de placer sous contrôle international les armes lourdes déployées en Bosnie-Herzégovine ; et, à l'initiative de Washington et de Londres, le renforcement de l'embargo naval dans l'Adriatique et la protection militaire d'éventuels corridors de circulation de l'aide humanitaire ont été ensuite inclus dans le champ de réflexion des militaires.

Ces derniers ont présenté, jeudi 13 août, le rapport au comité militaire de l'OTAN – au sein duquel la France a rang d'observateur – qui, s'il semble-t-il, accueilli avec réserve, de source diplomatique continentale, on indique que les chefs des forces alliées ne laisseraient en fait aucun choix aux responsables politiques, préconisant la seule option lourde, qui repose sur l'engagement de plusieurs dizaines de milliers d'hommes.

La perspective d'une mobilisation aussi massive déplaît à au moins deux pays, la Grèce et la Grande-Bretagne, qui ont fait savoir, tandis que les Etats-Unis,

du moins au comité militaire, n'ont pris aucune position. De façon plus générale, aucun pays membre n'a, semble-t-il, encore concrètement indiqué, selon nos informations, quels moyens en matériel ou en hommes il était prêt à engager, le cas échéant, dans une action militaire humanitaire de l'OTAN. Or celle-ci n'a aucune force en propre et le silence des Etats membres à ce sujet la rend elle-même muette.

Pas d'attente irréaliste

Illustration supplémentaire de la prudence prévalant à Bruxelles : le texte de la déclaration que doit faire, à l'issue de la réunion du conseil, le secrétaire général de l'Organisation, M. Manfred Wörner, était toujours en négociation, jeudi soir, la version distribuée plus tôt dans la journée ayant été considérée comme trop univoque par plusieurs délégations. La référence à une « action de maintien de la paix », notamment, a été une source d'objections.

En définitive, les alliés devraient faire part de la « réévaluation » que leur impose la crise yougoslave, exprimant leur « appui sans réserve » aux résolutions de l'ONU, et annoncer « la poursuite de leurs consultations ». Selon un porte-parole de la mission américaine auprès de l'OTAN, la réunion des ambassadeurs ne devrait pas déboucher « sur des décisions concrètes » ni susciter « une attente irréaliste ». Il a précisé qu'elle marquerait « le début d'un processus qui ne se poursuivra, peut-être, pendant une dizaine de jours ». Dans l'attente de la conférence internationale sur la Yougoslavie, prévue à Londres du 26 au 28 août, « si l'indication claire de préparatifs croissants a de l'effet, tout le monde sera content », affirme une source américaine.

CHRISTIAN CHARTIER

Les résolutions 770...

Les « mesures nécessaires » pour assurer l'aide humanitaire

Voici les principaux extraits du texte de la résolution 770 autorisant le recours à la force pour l'acheminement de l'aide humanitaire en Bosnie-Herzégovine (vote par douze voix, la Chine, l'Inde et le Zimbabwe se sont abstenus) :

« Le Conseil de sécurité (...) soulignant une fois encore qu'il est indispensable de trouver d'urgence une solution politique négociée pour remédier à la situation dans la République de Bosnie-Herzégovine afin de permettre à ce pays de vivre en paix et en sécurité à l'intérieur de ses frontières ;

« Agissant en vertu du chapitre VII de la Charte des Nations unies ;

1. - Exige à nouveau que toutes les parties et les autres intéressés en Bosnie-Herzégovine arrêtent immédiatement les combats ;
2. - Exhorte les Etats à prendre, à titre national ou dans le cadre d'organisations ou d'arrangements régionaux, toutes les mesures nécessaires pour faciliter, en coordination avec l'Organisation des Nations unies, l'acheminement par les organisations humanitaires compétentes des Nations unies et d'autres de l'assistance humanitaire à Sarajevo et partout où elle est nécessaire dans d'autres parties de la Bosnie-Herzégovine ;

3. - Exige que soit immédiatement accordée au Comité international de la Croix-Rouge et aux autres organisations humanitaires compétentes la possibilité d'avoir accès sans entrave et en permanence à tous les camps, prisons et centres de détention, et que tous les détenus soient traités humanitairement et reçoivent entre autres des vivres, un abri et des soins médicaux adéquats ;

La sécurité des personnels de l'ONU

4. - Demande aux Etats de faire rapport au secrétaire général sur les mesures qu'ils prennent en coordination avec l'Organisation des Nations unies pour appliquer la présente résolution, et invite le secrétaire général à examiner de manière continue toutes nouvelles mesures qui pourraient être nécessaires pour assurer l'acheminement sans entrave des fournitures humanitaires ;
5. - Prie tous les Etats d'apporter un appui approprié aux mesures prises en application de la présente résolution ;
6. - Exige que toutes les parties et les autres intéressés prennent les mesures nécessaires pour garantir la sécurité du personnel des Nations unies et des autres personnels chargés d'acheminer l'aide humanitaire ;
7. - Prie le secrétaire général de lui faire périodiquement rapport concernant l'application de la présente résolution (...).

(Reuters)

... et 771

L'« émigration ethnique » fermement condamnée

Voici les principaux passages de la résolution 771, concernant les droits de l'homme dans l'ex-Yougoslavie, adoptée, jeudi 13 août, à l'unanimité des quinze membres du Conseil de sécurité :

« Le Conseil de sécurité (...) se déclarant gravement alarmé par les informations qui continuent de faire état de violations généralisées du droit humanitaire international sur le territoire de l'ex-Yougoslavie, en particulier en Bosnie-Herzégovine, et notamment par les informations selon lesquelles il serait procédé à l'expulsion et à la déportation massive et forcées de civils, à l'emprisonnement de civils dans des centres de détention où ils seraient soumis à des exactions, à des attaques délibérées à l'encontre de non-combattants, d'hôpitaux et d'ambulances, qui font obstacle à l'acheminement des produits alimentaires et médicaux destinés à la population civile, et à des actes insensés de sacage et de destruction de biens (...) :

1. - Réaffirme que toutes les parties au conflit sont tenues de s'acquiescer des obligations qui leur incombent en vertu du droit humanitaire international et en particulier des conventions de Genève du 12 août 1949, et que les personnes qui commettent ou ordonnent de commettre des actes constituant de graves violations de ces conventions en portent individuellement la responsabilité ;
2. - Condamne fermement toutes les violations du droit humanitaire international, y compris celles qui impliquent la pratique de l'émigration ethnique ;

3. - Exige que toutes les parties et les autres intéressés dans l'ex-Yougoslavie, ainsi que toutes les forces militaires en Bosnie-Herzégovine, mettent immédiatement fin à toutes les violations du droit humanitaire international (...);
4. - Exige en outre que soit immédiatement accordée aux organisations humanitaires internationales compétentes, notamment au Comité international de la Croix-Rouge, la possibilité d'avoir accès sans entrave et en permanence aux camps, prisons et centres de détention sur le territoire de l'ex-Yougoslavie, et exhorte toutes les parties à faire tout ce qui est en leur pouvoir pour leur faciliter cet accès ;
5. - Demande aux Etats et, le cas échéant, aux organisations humanitaires internationales de rassembler les informations détaillées qu'ils détiennent ou qui leur ont été communiquées au sujet des violations du droit humanitaire (...) commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie, et de les mettre à disposition du Conseil ;
6. - Prie le secrétaire général de rassembler (ou) informations (...) et de lui en présenter un résumé dans un rapport qui contiendra également ses recommandations quant aux mesures supplémentaires qui pourraient être appropriées (...);
7. - Décide, agissant en vertu du chapitre VII de la Charte de l'ONU, que toutes les parties (...) doivent se conformer aux dispositions de la présente résolution, faute de quoi le Conseil devra prendre de nouvelles mesures en vertu de la Charte (...).

(Reuters)

Intimider les Serbes

Suite de la première page

Malgré les protestations énergiques, avant la réunion de jeudi, de certains membres du Conseil contre la « faiblesse » et l'« insuffisance » des mesures prévues par la résolution, les discours sont restés très modérés. Tous les membres ont condamné la détérioration de la situation en Bosnie et exprimé leur indignation à propos de l'« émigration ethnique » dans ce pays.

Pour l'ambassadeur américain, M. Edward Perkins, cette pratique « abjecte » revient à « une extermination ethnique intolérable ». Le représentant du Venezuela, M. Arias, a proposé que les auteurs de ce « crime moyen-âgeux » soient jugés comme criminels de guerre. Le représentant adjoint de la France, M. Jean-Marc de la Sablière, a exprimé son « horreur » et son « indignation ». Quant à l'ambassadeur du Maroc, M. Ahmed Soudani, il a estimé que la résolution « ne règle pas le problème de fond, à savoir la responsabilité serbe dans cette entreprise de destruction en Bosnie-Herzégovine ». Parlant à des journalistes, M. Soudani s'est dit « très sceptique » quant aux résultats de la prochaine conférence de Londres.

Les trois pays qui se sont abstenus au moment du vote de la

« 770 » (Chine, Zimbabwe et Inde) ont soulevé certaines questions pertinentes. Le représentant du Zimbabwe, M. Mumbengezi, a déclaré que « cette résolution donne le pouvoir à des Etats non identifiés d'agir en Bosnie-Herzégovine, au nom des Nations unies mais sans contrôle de l'ONU ». Pour l'ambassadeur chinois, M. Li Daoyu, ce texte équivaut à un « chèque en blanc », ce qui, selon lui, pourrait aggraver la situation. Le représentant de l'Inde a, lui, exprimé sa « profonde préoccupation » concernant la sécurité de la FORPRONU qui pourrait « devenir la cible de batailles entre les barons serbes et leurs 70 000 hommes » et les pays utilisant la force.

Cette préoccupation n'est pas la véritable raison de l'abstention de ces trois pays lors du vote : ils s'abstiennent systématiquement, pour des raisons de politique intérieure, lorsqu'il s'agit de l'utilisation de la force dans des cas de violation des droits de l'homme. Toutefois les objections soulevées dans ce cas précis ne sont pas sans fondement. Les deux résolutions laissent en effet plusieurs questions sans réponse.

La résolution 770 autorise l'usage de la force pour la protection des convois humanitaires.

Elle le fait en « exhortant » les Etats à prendre « à titre national, ou dans le cadre d'organisations ou d'arrangements régionaux, toutes les mesures nécessaires » pour protéger l'acheminement de l'assistance humanitaire.

Premièrement, est-ce que cela veut dire que tout pays désireux d'aider la population de Bosnie-Herzégovine pourrait avoir recours à la force ? Pour les Occidentaux, la réponse est « non ». Pour certains pays membres de l'Organisation de la conférence islamique (OCI), comme la Turquie et l'Iran, la réponse est positive. Ils estiment que la protection armée des convois humanitaires « ne suffit pas à mettre fin aux souffrances de la population musulmane en Bosnie-Herzégovine ». Alors, qui pourrait participer à une éventuelle opération militaire ? Les délégués occidentaux répètent que cette question sera réglée dans le cadre de l'OTAN ou de l'UEO.

Eviter un débat avec les pays islamiques

Deuxièmement, quel sera le rôle de l'ONU ? La résolution mentionne plusieurs fois « la coordination des opérations avec les Nations unies ». Les co-auteurs de la résolution 770 insistent sur l'usage de la force qui est autorisé pour « renforcer » le mandat de la FORPRONU et non pour s'y substituer. Pourtant, avant la réunion du Conseil, M. Boutros Boutros-Ghali avait demandé à être abso-

lument averti par avance « s'ils décidaient d'avoir recours à la force ». A New-York, les diplomates expliquent que, dans un tel cas de figure, le « retrait du personnel de l'ONU n'est pas exclu ».

Troisièmement, la force serait-elle utilisée exclusivement pour protéger les convois humanitaires ou peut-elle être aussi envisagée pour mettre fin à l'« émigration ethnique » ? La résolution 771, adoptée dans le cadre du chapitre 7 de la Charte, menace d'un « recours à de nouvelles mesures » si la pratique de l'« émigration ethnique » continue. Là encore, les interprétations du texte varient. Les uns affirment que la résolution « annonce nettement l'intention du Conseil de prendre des mesures de rétorsion si la pratique de l'émigration ethnique continue ». Les autres confirment que cette même résolution ne fait que condamner cette pratique.

Les représentants de plusieurs pays, y compris la Bosnie-Herzégovine, avaient demandé à prendre la parole au cours de la réunion. Pendant les consultations à huis clos, avant la séance, les co-auteurs des textes ont décidé que seuls les pays membres auraient le droit à la parole. L'explication donnée à l'ambassadeur de Bosnie-Herzégovine, M. Muhamed Sacirbey, est que le représentant de la Fédération yougoslave (Serbie et Monténégro) aurait alors demandé un droit de réponse, ce qui revenait à une reconnaissance de facto de la nouvelle Yougoslavie par le Conseil.

L'autre raison, disent les diplomates, était que les Occidentaux voulaient éviter un débat avec les pays islamiques qui jugent sévèrement la décision du Conseil de se contenter d'une intervention humanitaire en Bosnie-Herzégovine. M. Sacirbey a néanmoins distribué le texte de son discours aux membres du Conseil. Tout en remerciant le Conseil pour ses efforts, l'ambassadeur de Bosnie-Herzégovine affirme que la résolution 770 vise uniquement le « symptôme » de la maladie : l'« émigration ethnique » de son pays par les Serbes.

M. Sacirbey n'est pas seul à craindre que les « bonnes intentions du Conseil de sécurité » n'aient finalement pas beaucoup d'effets. Un diplomate ayant une grande connaissance de la situation en Bosnie-Herzégovine estime que les « prières » des co-auteurs de la résolution seront exaucées car les Serbes n'ont plus besoin de se battre : « Ils ont accompli ce qu'ils voulaient. Ils occupent les trois quarts du pays et la continuation de la violence ne servira plus leurs intérêts ». Il ajoute que « tout ce qui leur reste à faire est de participer à la conférence de Londres pour ratifier leur victoire ». Ce diplomate redoute cependant que, suivant la même logique, les Bosniaques eux-mêmes attaquent les convois humanitaires pour « engager finalement les forces armées occidentales ».

AFSANÉ BASSIR POUR

Un journaliste américain tué à Sarajevo

Un journaliste de la chaîne américaine ABC, David Kaplan, âgé de quarante-cinq ans, a été tué, jeudi 13 août à Sarajevo, alors qu'il accompagnait le premier ministre yougoslave, M. Milan Panic, en visite dans la capitale bosniaque assiégée.

David Kaplan se trouvait dans le convoi suivant le véhicule de M. Panic sur la route reliant l'aéroport au quartier général des « casques bleus » de l'ONU. Il a été blessé d'une balle dans le dos tirée par un franc-tireur et conduit en salle d'opération à l'hôpital militaire des « casques bleus », où des médecins français n'ont pu le sauver.

Selon la Fédération internationale des journalistes, 27 journalistes et photographes yougoslaves et étrangers ont été tués, un vingt-huitième est porté disparu et des dizaines d'autres ont été blessés, depuis le début de la guerre dans l'ex-Yougoslavie. Le premier ministre yougoslave a affirmé que le journaliste américain avait été tué pour saboter sa visite. Le président bosniaque, M. Alija Izetbegovic, a refusé de recevoir M. Panic. (AFP)

EUROPE

La guerre civile en Bosnie-Herzégovine et ses répercussions internationales

Le représentant français met en cause la Serbie à la commission des droits de l'homme de l'ONU

GENÈVE

de notre correspondante

Prenant la parole, vendredi 14 août, devant la session extraordinaire de la commission des droits de l'homme de l'ONU, convoquée à l'initiative des États-Unis pour examiner la situation dans l'ex-Yougoslavie (le Monde du 7 août), M. Bernard Miyet, ambassadeur de France auprès de l'ONU, a tenu à rendre hommage « à la curiosité et au courage des journalistes et des organisations non gouvernementales ».

Ne mâchant pas ses mots, il a, contrairement à d'autres orateurs, désigné nommément la Serbie. Certes, a-t-il dit, « des exactions ont lieu de toutes parts », mais « il faut reconnaître la responsabilité toute particulière que porte la partie serbe dans le déclenchement et le développement de ce conflit ». Il a demandé, au nom de la France, que « le CICR puisse à tout moment, et aussi longtemps que nécessaire, se rendre en tout lieu qu'il choisira souverainement », que « le HCR et les autres organisations humanitaires disposent de toute latitude pour alléger les souffrances des populations civiles, où qu'elles se trouvent, afin de leur redonner espoir et dignité » et que soit assurée « la liberté totale de mouvement, où que ce soit sur tout le territoire de l'ancienne Yougoslavie ».

Il faut, a ajouté M. Miyet, que les droits les plus élémentaires soient rétablis au plus tôt : liberté de vivre tout simplement, de résider dans son foyer, de circuler, de voter et d'être ses représentants (...) d'être respectés dans ses traditions et ses croyances ».

Se demandant si « le monstre du racisme, de l'intolérance, du fanatisme, de l'obscurantisme » n'était

pas en train de resurgir, l'ambassadeur de France a posé la question : « Quand finira-t-on de tuer, de déporter, d'assassiner, de violer, de torturer au nom des grands idéaux : la nation un jour, la race un autre, la religion parfois ? Il a souhaité que « les peuples sachent arrêter le cycle infernal de la violence, car celui-ci devient vite incontrôlable et se nourrit des pires démons : soit de revanche, terrorisme, fanatisme ».

La veille, le représentant américain, M. John Bolton, s'était déclaré « étonné par la sauvagerie sans nom et sans morale qui s'est déchaînée contre les citoyens de ce qui a été la Yougoslavie ». L'un des objectifs de cette session est de garantir que les organisations humanitaires telles que le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) aient un accès immédiat, sûr et sans entrave à toutes les victimes du conflit, notamment à celles qui sont détenues. « Nous posons aux peuples de Serbie-Monténégro (nouvelle Yougoslavie), a conclu M. Bolton, cette question : souhaitent-ils rester dans l'histoire comme les citoyens du dernier État fasciste d'Europe ? »

M. Branko Brankovic, représentant de Belgrade, a, comme il fallait s'y attendre, vigoureusement réfuté les propos du délégué américain. Déclarant qu'il n'y avait pas de camps de détention dans la nouvelle Yougoslavie, il a fait état des mauvais traitements dont les prisonniers serbes seraient victimes dans des camps croates.

L'unanimité s'est faite sur la nécessité de nommer un rapporteur spécial. Une exception peut-être : l'Irak, en qui les Serbes semblent avoir trouvé leur seul soutien.

ISABELLE VICHNIAC

La Croix-Rouge a rendu visite à 8 300 prisonniers

GENÈVE

de notre correspondante

Alors que le CICR dénonçait solennellement, jeudi 13 août, les « traitements inhumains » infligés en Bosnie-Herzégovine (le Monde du 14 août), M. Claudio Caratschi, vice-président du Comité international de la Croix-Rouge, intervenait à la session extraordinaire de la Commission des droits de l'homme de l'ONU pour rappeler l'action du CICR, qui maintient 103 délégués sur le territoire de l'ex-Yougoslavie.

En dépit d'une intense activité diplomatique, notamment de contacts bilatéraux confidentiels avec les divers belligérants et, depuis le mois de juin, des visites à plus de vingt mille prisonniers dont huit mille cents en Bosnie-Herzégovine, « le constat du CICR y est négatif, car les parties au conflit n'ont pas encore réussi à réduire la haine réciproque, à assouvir leur autorité sur leurs troupes, à empêcher l'exclusion de

l'autre et à limiter les déclenchements de violence, ne laissant ainsi aucun espace, ou très peu, au minimum nécessaire à l'humanité ». En dépit des obstacles, le CICR tient à poursuivre sa mission sur le terrain, mais ne saurait le faire que dans des conditions de sécurité satisfaisante et moyennant une « action complémentaire des organismes politiques et des États ».

« Nous sommes tous responsables », a conclu M. Caratschi. Déjà, dans son appel lancé jeudi, le CICR rappelait que « l'ensemble des États porte une responsabilité collective puisqu'ils se sont engagés, en tant qu'États parties, non seulement à respecter, mais également à faire respecter les conventions de Genève en toutes circonstances ». C'est en effet l'article premier des quatre conventions de Genève, basé du droit international humanitaire, qui préconise cet engagement contracté par la quasi-totalité des pays du monde.

I. V.

La France met 1 100 hommes supplémentaires à la disposition des Nations unies

annonce M. Roland Dumas

Le ministre français des affaires étrangères, M. Roland Dumas, a annoncé, vendredi 14 août, sur Antenne 2, que le gouvernement français était prêt à mettre à la disposition de l'ONU des résolutions votées la nuit précédente.

La veille, sur TF1, M. Dumas avait fustigé les « bouffeux », « véritables irresponsables », qui « préconisent une action militaire guerrière complète » en Yougoslavie, « imaginant sans doute, contre l'avis de tous les experts, qu'une campagne de cette sorte serait une fleur au fusil ». La France, a cependant précisé M. Dumas, « est prête dans le contexte actuel, qui est un

contexte d'accompagnement militaire (de convois humanitaires, NDLR), à prendre la aussi ses responsabilités, sa part, et à fournir des moyens en hommes et matériels ».

Évoquant la situation « très critique » dans l'ex-Yougoslavie, le chef de la diplomatie française a souligné qu'il fallait « d'abord porter secours aux populations qui souffrent » et « en même temps donner les moyens de leur protection ». « C'est ce qui va se faire ce soir et demain puisque, a-t-il indiqué, le ministre de la santé et de l'action humanitaire, M. Bernard Kouchner, vient d'envoyer à Banja Luka, au cœur même de la zone serbe en Bosnie ».

M. Dumas a souligné la nécessité de « faire progresser la recherche d'une solution politique, ce que la France a réclamé depuis des mois ». « Nous avons préché dans le désert », a-t-il rappelé, en demandant cette conférence internationale qui finiraient va s'ouvrir dans quelques jours, entre le 26 et le 28 août à Londres.

Le Monde
RADIO TELEVISION

Témoignages sur un cauchemar

Suite de la première page

« Kozjerovo et Drinjac n'existent plus aujourd'hui, poursuit Tina. Les maisons des Musulmans ont été pillées et brûlées ; les femmes ont été violées puis emmenées avec leurs enfants en direction de Tuzla. Les techniciens, conduits par un ancien conseiller municipal de Zvornik, ont emmené de force toute la population musulmane à Drinjac. Les hommes ont été placés dans un préau où ils ont été battus pendant plus de quatre heures tandis que les femmes et les enfants entendaient leurs cris. Il y avait du sang partout sur les murs ».

« Ensuite, les techniciens ont fait sortir trente-cinq hommes (dont le témoin fournit la liste, NDLR), les ont abattus. Ensuite, des femmes ont été violées et torturées. Une douzaine d'enfants de quatorze-quinze ans ont été emmenés vers Zvornik et nous n'avons plus entendu parler d'eux. Le dimanche 31 mai, ils ont emporté cent cinquante femmes et enfants dans deux autobus et nous avons pris la route de Tuzla. Certains d'entre nous, dont moi-même, avons été échangés contre des techniciens capturés ».

Abdulah, cinquante-cinq ans, responsable d'un foyer d'étudiants qui héberge à présent des réfugiés, fait état, lui, d'executions et de massacres commis dans de nombreuses localités (Bosanska Krupa, Bjeljina, Visegrad, Rogatica notamment) par des éléments de l'armée ex-yougoslave et des réserves de Serbie et du Monténégro avec la complicité du Parti démocratique serbe (SDS) de Bosnie.

Meurtre organisé

« Les criminels, dit-il, ont détruit tout ce qui n'était pas serbe. Le premier jour de leur arrivée, ils ont pillé les victimes, emmené leurs biens à bord de camions vers la Serbie et le Monténégro ; ils ont tué des gens avant de les écraser avec leurs chars. Ceux qui ont survécu sont en état de choc et psychologiquement déstabilisés. Dans de nombreuses villes, il n'y a plus aujourd'hui de Musulmans bien que l'avis y aient formé avant la guerre la majorité de la population. Les soldats et miliciens (qui se sont rendus coupables de ces actes) disposaient des armes les plus modernes. Dans de nombreux villages, les mosquées ont toutes été démolies et les cimetières musulmans profanés ».

Sabit, médecin, quarante-trois ans, Musulman, qui vit à Srebrenica, petite ville peuplée à 75 % de Musulmans, à la frontière de la Bosnie et de la Serbie, raconte le 31 mai : « Les forces serbes et l'armée ex-yougoslave ont envahi

Srebrenica le 18 avril 1992. Les premiers à arriver furent les « Vukovariens », les unités (paramilitaires serbes) qui ont démol, volé, tué dans la ville croate de Vukovar. Dès leur arrivée, ils ont brûlé cinq maisons de Musulmans. Les quatre premiers jours, ils ont tué des dizaines de Musulmans pour que la population musulmane quitte la ville. (...) »

Le 21 avril, le meurtre organisé de la population musulmane a commencé, les plus violents étant



les jeunes et les personnalités musulmanes. Des dizaines de personnes ont été tuées, dont les personnes suivantes (suit une liste de noms et prénoms) : Ce jour-là, ils ont brûlé soixante-dix neuf maisons de Musulmans. Mehmed Vojzovic était dans sa maison avec sa femme et ses voisins et ils les ont tous brûlés (...). Dans la ville, nous avons trouvé des dizaines de cadavres que nous n'avons pu identifier. Beaucoup de Musulmans ont été assassinés ou emmenés dans des camps en Serbie près de Ljubovje. Les forces serbes et l'armée fédérale ont brûlé les villages suivants (suit une liste de huit villages). Dans le village de Rogatica, les forces serbes ont enlevé quarante-six personnes dans une maison et les ont brûlés ».

Mustafa, retraité, cinquantehuit ans, Musulman de Zvornik, raconte une journée du début juin. « Mes voisins et moi avons été emmenés dans le cimetière musulman dans lequel (les forces serbes) avaient mis des croix, même si ce sont des tombes musulmanes. Ils m'ont demandé quelles étaient ces

tombes. J'ai répondu que c'était la tombe de mon frère et celle de Kasim Hadzibabic. Ils m'ont dit que je mentais, que c'étaient des tombes de leurs soldats et ils ont commencé à nous frapper avec les croixes de leurs fusils ».

« Puis ils ont ordonné que nous creusions la tombe de Kasim Hadzibabic, enterré dix jours plus tôt. Le major (serbe) Marko Pavlovic nous a ordonné de quitter nos maisons, expliquant que des réfugiés serbes devaient s'y installer. Ils nous ont laissés longtemps sur un terrain de football, où ils ont battu les femmes et les enfants. Puis ils ont laissé partir les vieux, les femmes et les enfants, et ont emmené près de cent quatre-vingts jeunes vers un endroit inconnu ».

Izet, quarante-deux ans, technicien à Zvornik, raconte comment

trainte-cinq ans, le 12 mai, « j'ai été arrêté avec mes voisins par les forces serbes et emmené au camp de Kula, près de l'aéroport, où les civils sont détenus. Il y avait là une cinquantaine de personnes, avec des femmes et des enfants âgés de trois à treize ans. Ils ont immédiatement séparé les Serbes des Croates et des Musulmans. Les Serbes âgés et les femmes serbes étaient aussitôt relâchés tandis que les plus jeunes étaient enrôlés de force ou menacés de mort s'ils refusaient ».

« Dans un deuxième temps, les Croates et les Musulmans ont été séparés en deux groupes et emmenés dans deux salles différentes. Je me suis retrouvé dans une pièce où il y avait huit lits et une trentaine de personnes. Des boîtes de conserve nous servaient de toilettes. On nous servait un repas par jour : une tasse de thé et un morceau de pain. À entendre les voix, je suppose qu'il y avait beaucoup de prisonniers dans ce camp. Et on entendait des tirs d'artillerie lourde à proximité. Nous entendions également des coups de feu, mais il m'est impossible de dire s'il s'agissait d'executions ».

« Chaque jour, (les Serbes) procédaient à des interrogatoires : ils demandaient aux gens où ils avaient leur argent, leur or, leurs bijoux et leurs armes, bien que sachant que nous étions des civils. Indépendamment des réponses, nous étions sévèrement battus. Certains en sont morts. J'en connaissais un : un musicien croate, Dubravko Sincic. (...) J'ai été moi-même interrogé le 18 mai, par deux volontaires serbes dont l'un venait de Serbie, puisqu'il en portait les insignes sur son uniforme. Ils m'ont posé des questions habituelles : mes réponses n'étaient pas satisfaisantes, ils ont commencé à me battre, en soulignant qu'ils pratiquaient le karaté. Au bout de quinze minutes, je me suis évanoui et je n'ai reçu aucune aide médicale. (...) »

« Le 20 mai, nous avons appris que nous allions être déchargés contre des extrémistes serbes capturés par l'armée bosnienne. Ils nous ont fait monter dans des camions, et c'est à cette occasion que j'ai vu un groupe d'une centaine de civils arriver dans le camp. Nous avons été de nouveau battus et obligés d'applaudir la Serbie, et son roi. Nous sommes descendus du véhicule et ils nous ont ordonné de franchir le pont Vicanja où nous attendaient les autorités bosniennes. Il faisait nuit sur une distance de 300 mètres et ils n'ont cessé de tirer sur nous, blessant de nombreuses personnes aux jambes ».

Enfin, selon des témoignages venant de zones occupées par les Serbes, la population croate est tenue de porter un bandeau noir, tandis que la population hongroise doit porter un bandeau bleu.

ALAIN DEBOVE

En France

M. Chirac juge M. Mitterrand « objectivement complice » de la poursuite de la guerre

A l'exception du PCF qui affirme, par la voix de M. Jean-Claude Goyss, membre du bureau politique, qu'il « ne peut qu'approuver le point de vue » de M. Mitterrand et, par celle de l'Humanité, que le chef de l'Etat « a fait entendre la voix de la raison », les dirigeants des partis politiques qui se sont exprimés après la déclaration du président de la République ont critiqué vivement la position adoptée par la France.

M. Jacques Chirac, président du RPR, déclare au Figaro du 14 août que « la non-intervention, sous prétexte de ne pas alimenter la guerre à la guerre », comme dit M. Mitterrand, c'est en l'occurrence se rendre objectivement complice de la poursuite d'une guerre de conquête territoriale et des atrocités qui sont commises jour après jour ». L'ancien premier ministre pense qu'une intervention militaire a dû avoir pour

d'une telle attitude devrait être la perte de leurs bases aériennes, de leurs dépôts d'armements et de leurs principaux points logistiques ».

Cette analyse est partagée par les autres dirigeants du RPR. M. Alain Juppé, son secrétaire général, a déclaré, jeudi 13 août, sur TF1, que « depuis le début du drame yougoslave, la diplomatie française s'est mise dans une logique de compromis pour ne pas dire de compromission ». Partisan d'une intervention aérienne, M. Nicolas Sarkozy, secrétaire général adjoint, a reproché à M. Mitterrand, sur Europe 1, de « plaquer sur ce conflit une lecture historique totalement dépassée » qui le conduit « à soutenir envers et contre tout la Serbie ».

Mme Michèle Alliot-Marie, déléguée générale chargée des affaires étrangères, a accusé le président de la République, dans un communiqué, de choisir « la prudence politique en avançant des arguments techniques militaires » pour « mépriser le régime néo-communiste serbe ».

A l'UDF, M. Alain Lamassouire, porte-parole pour les affaires européennes, s'est dit favorable, dans une déclaration à l'AFP, à « une frappe aérienne sélective et vigoureuse qui aurait un effet politique sur les dirigeants serbes qui ne comprennent que la force », soulignant que le président de la République « est tout à fait isolé sur ses positions en France puisque le PS, l'UDF et le RPR se sont prononcés pour une intervention militaire ».

M. Charles Millon, président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, se demandant, sur Europe 1, si « la France, pays des droits de l'homme, pourrait accorder longtemps que sur le territoire de l'Europe continue à se perpétuer de tels actes », a affirmé que le président de la République « prend une responsabilité historique ». M. Bernard Stasi, premier vice-président du CDS, estimant, sur France Inter, qu'« une opération ponctuelle, aérienne essentiellement, doit pouvoir mettre fin à l'escalade et servir d'avertissement sévère pour les Serbes », a condamné les propos du chef de l'Etat. « Dire qu'il ne faut pas ajouter la guerre à la guerre, a-t-il

déclaré, c'est une belle formule mais c'est une formule creuse, parce que, très souvent, pour mettre fin à la guerre on a été obligé de recourir à la guerre ».

Au Parti socialiste, on indiquait vendredi matin que M. Fabius, qui s'est prononcé le 11 août pour des bombardements aériens, n'avait pas l'intention de commenter la déclaration du président de la République. Le Front national est resté également silencieux.

Le Monde
ÉDITIONS

Album du
FESTIVAL
D'AVIGNON
1991

EN VENTE EN LIBRAIRIE

AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS : nommé secrétaire général de la Maison Blanche

M. Baker est chargé de redonner du tonus à la campagne électorale de M. Bush

WASHINGTON

de notre envoyé spécial

Le président George Bush a annoncé, jeudi 13 août, que M. James Baker allait quitter le département d'Etat pour devenir secrétaire général de la Maison Blanche. M. Baker prendra ses nouvelles fonctions le 23 août, la veille de la reprise à Washington des négociations israélo-arabes dans le cadre du processus de paix entamé en octobre dernier à Madrid. L'actuel secrétaire général, M. Samuel Skinner, est nommé président du comité national républicain, poste largement honorifique. M. Lawrence Eagleburger, numéro deux du département d'Etat, sera secrétaire d'Etat par intérim.

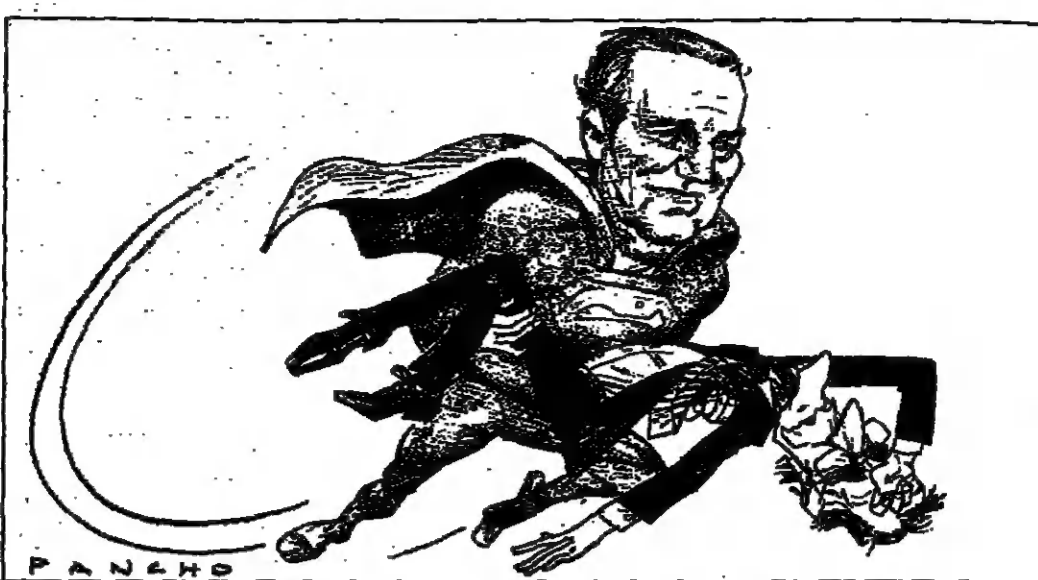
M. Baker arrive à la Maison Blanche avec une grande partie de son équipe. M. Margaret Tutwiler, qui était son porte-parole au département d'Etat, sera chargée de conseiller le président dans ses relations avec la presse, et M. Dennis Ross, qui a joué notamment un grand rôle dans la

préparation de la conférence de Madrid, supervisera les questions de politique intérieure.

Ce renouveau est le signe évident que M. Bush veut redonner du tonus à sa campagne. Ami de longue date du président, M. Baker avait joué un rôle-clé dans son élection, en 1988, et il a la réputation d'être un organisateur hors pair. L'événement peut cependant aussi être interprété comme la preuve du désarroi dans lequel se trouve le président, très largement devancé par son concurrent démocrate. Le dernier sondage Gallup, publié jeudi 13 août, donne 36 % des intentions de vote pour M. Bill Clinton contre 37 % pour M. Bush, avec 7 % d'indécis.

Il est sans précédent qu'un secrétaire d'Etat abandonne son poste pour occuper des fonctions, hiérarchiquement inférieures, à la Maison Blanche.

Ce bouleversement donne également une impression de désordre dans la mesure où M. Skinner avait été nommé seulement il y a huit mois. M. Bush a cherché à dissiper ce malaise en affirmant que M. Baker l'aiderait à formuler



un programme, aussi bien en politique intérieure qu'en politique extérieure, pour son second mandat. Il a rappelé le « rôle unique »

joué par M. Baker dans la mise en place de la coalition contre l'Irak, le lancement du processus de paix au Proche-Orient, l'établissement

de relations d'un type nouveau avec la Russie et les négociations sur le désarmement. M. Clinton a reconnu jeudi les

qualités de M. Baker. « C'est le meilleur politicien dont disposent les républicains. Et je crois qu'il va les aider », a-t-il déclaré. Le candidat démocrate s'attend aussi à quelques coups bas. Jusqu'à présent, ceux-ci avaient été portés plutôt maladroitement, selon M. Clinton, qui craint visiblement que M. Baker ne soit plus subtil.

Ce dernier a fait ses adieux jeudi à ses collègues du département d'Etat avec une émotion qui ne lui est pas coutumière, avouant qu'il avait pris « une des décisions les plus difficiles » de sa vie. Il a affirmé que le président allait accorder aux problèmes intérieurs lors de son second mandat la priorité qu'il avait donnée à la politique étrangère pendant le premier. « Je sais ce qu'il peut faire quand il tend sa volonté vers un but », a-t-il déclaré. Le propos se voulait un éloge. Mais il constituait aussi l'aveu indirect que M. Bush n'avait pas mené jusqu'ici une campagne bien équilibrée.

D. Dh.

Les ambitions de James Addison Baker III

Suite de la première page

Lorsque la première M^{me} Baker a rendu l'âme, son mari était à son chevet avec son partenaire de tennis du Country Club, un certain George Bush. Celui-ci décide de « sauver » James Baker de la dépression qui le menaçait. Ce sera par le biais de la politique. M. Bush propose à l'intéressé d'être son agent électoral dans la circonscription « bourgeoise », voire chic, de Houston. M. Bush, qui est déjà en politique depuis quelques années, a besoin de gagner, cette année-là, cette zone cruciale afin d'obtenir un siège au Sénat. M. Bush est, depuis toujours, républicain.

Des jumeaux antithétiques

James Baker est, par tradition, texan, démocrate. Les Texans votent alors encore pour les démocrates parce que c'est un président républicain, Abraham Lincoln, qui a gagné la guerre de Sécession. On a vu ce grand fils de famille aller à la pêche un jour d'élection présidentielle. Il ne fait pas mystère de ses choix réguliers en faveur du Parti démocrate qui est encore bien tenu en main par l'oligarchie locale, à laquelle il appartient, sans exception. M. Bush échoue en 1970 dans sa course au Sénat, mais il a découvert les formidables qualités d'organisateur et surtout l'énergie indomptable de James Addison Baker III.

Le lien entre les deux hommes est désormais extrêmement fort. Lorsque le président des États-Unis se rend à l'étranger à bord du Air Force One, la coquette habitude est réservée à M^{me} Bush est tout naturellement occupée par... le secrétaire d'Etat. James Baker peut-être au vingtième siècle un président et son ministre des affaires étrangères n'ont été si proches, personnellement et politiquement.

Ils se ressemblent comme des jumeaux antithétiques, si la nature permettait ces aberrations. M. Bush est un patricien de la côte est venu faire fortune dans l'industrie pétrolière au Texas et qui a ensuite tenté sa chance dans la politique, comme l'avait fait jadis son propre père, qui fut sénateur (républicain, bien sûr) du Connecticut. Il a gagné au moins 2 millions de dollars en revendant la petite compagnie d'exploitation pétrolière qu'il avait fondée, et qui a surtout été active dans l'île caribéenne de Trinidad.

M. Baker est un aristocrate du Sud qui a fait d'excellentes études sur la côte est. Il est né dans une famille qui abhorre la politique en général et les politiciens en particulier. Son fils Jamie montre volontiers le portrait du « capitaine » Baker, le grand oncle, qui disait que, pour être un bon avocat d'affaires, il fallait se méfier comme de la peste de tout ce qui ressemble à de la politique.

Jamie Baker (le quatrième de la dynastie) nous reçoit dans son bureau climatisé de Washington, la capitale fédérale. Il a deux ou trois choses à dire à propos de son père. Le portrait qu'il en dresse est conforme à tout ce que l'on nous a dit dans les « bonnes familles » de Houston. Le secrétaire d'Etat est un homme qui sait faire de l'argent et ne déteste pas en profiter (dans la mesure où la fortune familiale,

considérable, n'en souffre pas trop) ; c'est un homme glacé, un mari fidèle (il s'est marié) et un père de famille très distant, sauf lorsqu'il s'agit de sa toute dernière fille, Mary, âgée de quatorze ans.

Il a eu au total, en deux mariages, la responsabilité - surtout financière, car il n'a jamais eu la fibre paternelle très développée - d'élever huit enfants ; ses quatre fils (dont Jamie, l'aîné), les trois enfants issus d'un premier mariage de sa seconde femme et Mary. L'affection qu'il porte à Mary fait un peu sourire Jamie qui a treize ans et n'a pas connu la même chaleur. Pour le reste, Jamie ressemble à James. Il est grand. Il est avocat d'affaires chez - surprise - Baker and Botts, la firme d'avocats créée par le « capitaine » Baker mais dans laquelle son père n'a jamais pu entrer en raison d'une clause anti-népotisme qui n'existe plus.

Une « mauvaise » guerre du Golfe

Tel est l'homme qui a pour plus grand titre de gloire récent d'avoir relancé le processus de paix au Proche-Orient avec quelques chances d'aboutir. Ce n'est pas pour autant un sans-faute que M. Baker a accompli depuis qu'il est « monté » à Washington. Il a certes averti son ami Bush, en 1990, qu'il était temps de cesser ce jeu idiot, et de se rallier au candidat Reagan qui allait manifestement gagner l'investiture républicaine pour l'élection présidentielle de cette année-là. Il a également été, par renvoi d'ascenseur du même Reagan, un excellent secrétaire général de la Maison Blanche lors du premier mandat de l'ancien sœur d'Hollywood.

Mais il n'a pas eu une « bonne guerre du Golfe », comme on dit en anglais. Il était persuadé que l'Irak, qui avait combattu l'Iran lors d'un précédent conflit, nettoierait plus facilement, n'était pas si mauvais qu'on le prétendait. Il n'a pas vu venir la tourmente et il a été passif pendant la plus grande partie de l'opération « Tempête du désert ».

On pourrait en dire autant de son attitude à l'égard de l'ex-URSS. Il en était resté à son amitié avec M. Edouard Chevardnadze, le séduisant Géorgien qui fut ministre des affaires étrangères de Mikhaïl Gorbatchev. Il croyait à la persistance d'une empire capable, dans sa phase agonisante, de résoudre merveilleusement les crises régionales (l'Afghanistan, sans parler de l'Europe centrale, occupée depuis quasiment cinq ans par les Soviétiques) dont on ne pensait pas qu'il était possible de voir la fin.

Tel est le politicien qui a sûrement l'intention de se présenter en 1996 à l'élection présidentielle mais sait, grâce à son expérience de chasseur d'abord, d'avocat d'affaires ensuite, qu'il faut savoir attendre son heure pour emporter le morceau. C'est pourquoi il n'a confié ses ambitions à personne, même pas à M. Bush qui ne sait pas avec certitude si son partenaire de tennis veut lui succéder à la Maison Blanche. En attendant, il a maintenant la lourde tâche d'aider ce dernier à conquérir un second mandat.

DOMINIQUE DHOMBRES

M. Lawrence Eagleburger : un diplomate haut en couleur

WASHINGTON

de notre envoyé spécial

C'est un personnage haut en couleur que le président Bush vient de mettre à la tête du département d'Etat pour remplacer M. James Baker. Souffrant de maux divers, en particulier d'asthme chronique, contraint de s'appuyer sur une canne pour marcher, l'homme invétéré, M. Eagleburger avait réquisitionné un jour à un journaliste du Washington Post qui s'occupait de son allure chamante : « Vous écrivez pour qui ? Pour un magazine médical ? » Il a aussi pour particularité d'avoir donné le même prénom que le sien, Lawrence, à ses trois fils, pour honorer le système de la sécurité sociale, a-t-il dit.

Mais M. Eagleburger peut s'enor-

gueillir d'avoir dans son bureau une photographie dédiée de M. Henry Kissinger sur laquelle ce dernier le décrit comme son « mentor », un compliment rare. Le nouveau secrétaire d'Etat par intérim est en effet un diplomate de carrière, qui a derrière lui trente années d'expérience et a accompli de nombreuses missions de confiance. L'une des plus délicates, qui lui a valu des compliments unanimes, a été celle qu'il a effectuée à Jérusalem en janvier 1991 pour persuader les dirigeants israéliens de ne pas répliquer aux tirs de missiles Soudais.

M. Eagleburger peut cependant prêter le flanc à la polémique. Le secrétaire d'Etat par intérim a en effet été ambassadeur en Yougoslavie de 1977 à 1981. Or, il a quitté la carrière

diplomatique, de 1984 à 1988, pour le secteur privé, et a alors travaillé pour des sociétés yougoslaves. Il a aussi été le représentant aux États-Unis de l'entreprise automobile nationale yougoslave et l'un des directeurs de la filiale new-yorkaise de la banque Ljubljanska, une banque appartenant elle aussi à ce qui était alors l'Etat fédéral.

Agé de soixante-deux ans, originaire de Milwaukee (Wisconsin), M. Eagleburger est entré au département d'Etat en 1957. Sa chance est d'avoir été choisi en 1969 pour succéder M. Kissinger, alors conseiller du président Nixon pour les questions de sécurité nationale. Lorsque ce dernier est devenu secrétaire d'Etat, la carrière de M. Eagleburger a connu une brusque accélération. L'élection de

M. Jimmy Carter en 1976 a interrompu cette ascension, mais le retour des républicains à la Maison Blanche en 1980, avec M. Ronald Reagan, l'a fait repartir de plus belle.

M. Eagleburger a ainsi été nommé en 1981 secrétaire d'Etat adjoint chargé des affaires européennes et en 1982 sous-secrétaire d'Etat pour les affaires politiques, le troisième poste dans la hiérarchie du département. Après son intermède dans le privé, il est revenu en 1988 au département d'Etat en tant que numéro deux, à la demande de M. Baker. « J'ai pensé finalement que ce serait plus intéressant que de faire de l'argent », avait-il alors commenté.

D. Dh.

Nous ne sommes pas encore prêts à vous assister sur la lune, mais dans toute la France, c'est sans problème.

05.05.15.15.

Renault Assistance.

C'EST BIEN D'ÊTRE COMPRIS.



POLITIQUE

La polémique sur le « centralisme démocratique »

Les communistes critiques veulent que le PCF modifie ses pratiques, et pas seulement ses statuts

Les déclarations de M. Georges Marchais, secrétaire général du Parti communiste français, sur un éventuel abandon par le PCF de la notion de « centralisme démocratique » (Le Monde des 13 et 14 août) continuent de provoquer des réactions dans les rangs des contestataires communistes. Ainsi

M. Robert Montdargent, député du Val-d'Oise, affirme-t-il que « le simple abandon formel d'une formule devenue gênante ne saurait être suffisant » et que « c'est l'ensemble des règles et des pratiques de fonctionnement du parti qu'il faut changer ».

Quant à M. Claude Popere, ancien membre du bureau politique du PCF, animateur du mouvement ADS (Alternative, démocratie, socialisme), il rappelle que « des milliers de communistes » ont été « rejetés, sanctionnés, calomniés pour avoir demandé l'abandon du centralisme démocratique ».

Le mot et la chose

Réfléchissant sur le « centralisme démocratique », M. Georges Marchais affirmait, il y a deux ans, dans son livre *Démocratie*, qu'il ne voyait pas de meilleur terme pour désigner le mode de fonctionnement de son parti, où, selon lui, les décisions, quoique prises « centralisées », sont « démocratiquement ».

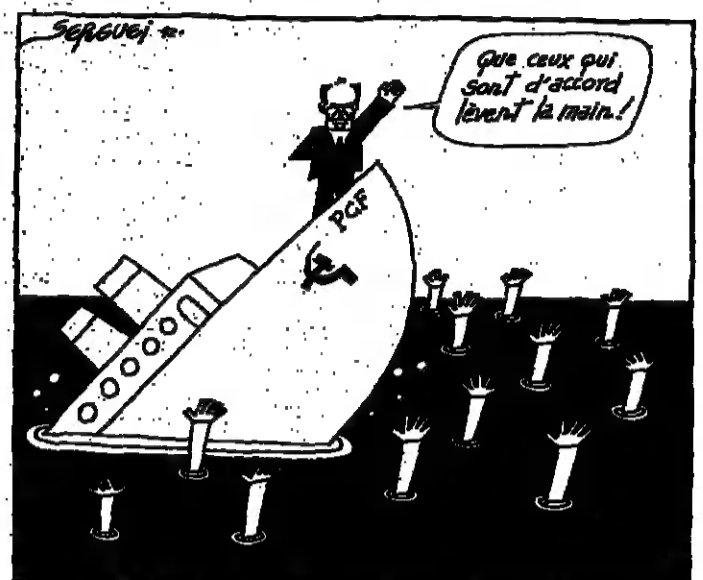
La question est de savoir ce que pourrait entraîner l'abandon de ce « principe fondamental » de l'organisation communiste, non seulement dans les statuts du PCF, mais dans la pratique de ses dirigeants. Car si le « centralisme démocratique » signifie, comme M. Marchais n'a cessé de le proclamer de concert en congrès, que la discussion est libre à l'intérieur du parti, mais qu'une fois les décisions arrêtées à la majorité, elles s'imposent à tous ses membres, il n'y a, à l'évidence, rien à redire.

En réalité, les choses se passent autrement : la structure hiérarchique du PCF, qui soumet le choix de tous les cadres à la ratification des instances supérieures et qui interdit les liaisons horizontales de cellule à cellule, a pour effet de donner en toutes circonstances à la direction le dernier mot, si bien que le « centralisme » l'emporte toujours sur la « démocratie ». Les contestataires en ont fait régulièrement l'expérience : ils ont été marginalisés, faute de pouvoir élargir leur audience dans les diverses instances du parti.

La question est de savoir ce que pourrait entraîner l'abandon de ce « principe fondamental » de l'organisation communiste, non seulement dans les statuts du PCF, mais dans la pratique de ses dirigeants. Car si le « centralisme démocratique » signifie, comme M. Marchais n'a cessé de le proclamer de concert en congrès, que la discussion est libre à l'intérieur du parti, mais qu'une fois les décisions arrêtées à la majorité, elles s'imposent à tous ses membres, il n'y a, à l'évidence, rien à redire.

de responsabilité est assez efficace pour que seuls ceux qui ont l'aval du bureau politique passent sans encombre les filtres successifs. Toute manifestation d'opposition à ces candidats officiels peut être assimilée à une « activité fractionnelle », c'est-à-dire à la constitution de tendances, considérées non seulement comme une caricature de la démocratie, mais aussi et surtout, comme une trahison à l'égard du parti. Elle expose ceux qui s'y risquent à l'exclusion : il est vrai que ces méthodes ne sont ni plus souples ni plus efficaces que les méthodes du parti.

Le tri des postulants aux fonctions



lées à une « activité fractionnelle », c'est-à-dire à la constitution de tendances, considérées non seulement comme une caricature de la démocratie, mais aussi et surtout, comme une trahison à l'égard du parti. Elle expose ceux qui s'y risquent à l'exclusion : il est vrai que ces méthodes ne sont ni plus souples ni plus efficaces que les méthodes du parti.

Seine-Saint-Denis, n'a pas tort de s'interroger, en réponse à M. Marchais, sur « la légitimité des directions actuelles du parti à commencer par le comité central », puisque celles-ci ont été désignées « selon le principe du centralisme démocratique », c'est-à-dire, rappelle-t-il, « qu'aucune direction ne peut être mise en place sans l'accord de l'échelon supérieur ». C'est ce que

M. Brard appelle le « système de l'écrémage ».

Tel qu'il est appliqué par le PCF, le « centralisme démocratique » ne saurait donc s'identifier purement et simplement à la loi de la majorité. Car celle-ci n'a de crédit que si elle fait aussi une place à la minorité. Quelle place? La réponse à cette question sera le test de la volonté démocratique de M. Marchais.

A défaut d'une organisation par courants, comme au PS, qui permettrait d'attendre M. Charles Fiterman, Philippe Herzog et autres minoritaires? Au moins trois possibilités nouvelles. La première serait d'être enfin entendus au sein de leur parti, sans que leurs interventions n'apparaissent comme d'inevitables déclarations de guerre déclenchant en retour de violents tir de barrage. La deuxième serait de pouvoir soumettre au vote, à quelque échelon que ce soit, des contre-projets susceptibles de recueillir un pourcentage appréciable de suffrages, mettant fin à la quasi-unanimité de rigueur. La troisième serait de faire élire à des postes de responsabilité un certain nombre de militants qui ne partageraient pas l'analyse de la direction. Les contestataires ne prendraient peut-être pas le pouvoir. Au moins pourraient-ils mesurer leur audience.

THOMAS FERENCZI

Le Front national de la jeunesse contre Maastricht

« Dites-lui non ! »

MONTPELLIER

de notre correspondant

En cette fin d'après-midi, jeudi 13 août, le soleil tape dur sur Palavas-les-Flots (Hérault). Dans l'entourage de la route qui longe la plage jusqu'à Camon, un cortège de cinq véhicules hérisssés de drapeaux bleu-blanc-rouge et bariolés d'effiches (« J'aime la France, je dis non ! ») s'évertue à secouer le torpévacancière. Entre deux jets de tracts, un mégaphone tonitruant : « Chers concitoyens, Français, Français, ce qu'il faut savoir et qu'on ne vous dit pas sur le traité de Maastricht... »

adjoint du FNJ, un jeune homme volontaire qui a quitté sa petite entreprise de coursiers pour entrer à plein temps dans l'organisation La Pen, met la fraîcheur de cet accueil sur le compte de la mauvaise saison touristique. Après Sète, Valras, Narbonne, Port-Barcarès, la caravane fera halte à Collioure le 20 août. Ce périple méditerranéen bouclé, elle gagnera la Trinité-sur-Mer (Morbihan), où M. Jean-Marie Le Pen conclura par un « grand discours » cette tournée des plages.

Dans la station chère à Dubout, la petite caravane du Front national de la jeunesse (FNJ) ne soulève aucun remue-ménage. A peine si les estivants daignent porter un regard aux passagers, jeunes gens affairés vêtus de T-shirts blancs frappés de la flamme tricolore, emblème de leur parti. En short ou maillot de bain, les estivants continuent de vaquer à leurs plaisirs. Un vacancier sorti d'un bistrot applaudit : « Bravo les jeunes ! »

La veille, les jeunes léninsiens ont sillonné la Grande-Motte sans provoquer la moindre émeute d'insécurité. Le chef du convoi, M. Robert Ottaviani, directeur

Dans l'Hérault comme dans les autres départements méditerranéens, la fédération a assuré le vivre et le couvert des douze jeunes gens - le plupart étudiants et lycéens - qui, depuis Menton, animent le convoi. Mais pas question de se laisser gagner par les délices vacancières. A Palavas comme ailleurs, les militants du FNJ étaient à pied d'œuvre dès le matin, distribuant leur dépliant-choix qui annonce l'apocalypse : « L'immigration massive », « encore plus d'insécurité », « la ruine de l'agriculture », « la dictature des multinationales ». Premier volet, un portrait dessiné de M. Mitterrand désigné d'un index vengeur : « Le 20 septembre, dites-lui non ! » (Interim.)

M. Michel Jobert : « Les dés sont pipés ». - M. Michel Jobert, ancien ministre des affaires étrangères, a déclaré, jeudi 13 août sur RMC, ne pas comprendre que le président de la République « déclare que si c'est « oui », il reste et que si c'est « non », il reste aussi ». « Ce paradoxe va conduire un certain nombre de personnes à se dire : « Puisque ce n'est pas important pour lui, pourquoi est-ce que cela serait important pour moi ? » et le public votera pour ou contre le président de la République. Les dés sont pipés. »

M. Ladislav Poniatowski souhaite que l'UDF donne la parole aux partisans du « non ». - M. Ladislav Poniatowski, porte-parole du Parti républicain, député de l'Eure, souhaite, dans un entretien au *Quotidien de Paris* du 13 août, qu'au cours de la campagne officielle, l'UDF donne la parole, « au prorata du nombre d'élus », à ceux qui, en son sein, sont partisans du « non » au référendum, afin que la démocratie « se fasse entendre ».

La plainte de M. Dominici contre M. Emmanuelli

L'acharnement du justicier d'Angoulême

M. Marcel Dominici, président du Comité d'action économique et social interprofessionnel des chômeurs de Charente (CAE-SICC), a déposé, auprès du tribunal de Mont-de-Marsan (Landes), une plainte pour « recel d'abus de biens sociaux » contre M. Henri Emmanuelli, président de l'Assemblée nationale (Le Monde du 13 août). Souvent présenté comme le « tombeur » de l'ancien maire socialiste d'Angoulême, M. Jean-Michel Boucheron, M. Dominici consacre sa vie, depuis 1986, à accumuler des dossiers accablants contre certains élus. Avec un mélange de générosité et d'ambiguïté.

Marcel Dominici dérange. On pourrait être tenté de le classer prudemment au rayon des agités monomaniques que la seule évocation du mot « socialiste » rend fous. Mais, depuis que l'acharnement de ce chômeur acharné à dénoncer les malversations financières de M. Jean-Michel Boucheron et à déposer plainte contre lui, ont conduit à l'inculpation de l'ancien maire socialiste d'Angoulême, on doit y regarder de plus près.

La genèse de son combat sent un peu trop l'héroïsme de ténacité : un jour, dans le quotidien local *la Charente libre*, M. Dominici découvre, à côté d'une photo du maire d'Angoulême posant tout sourire devant une Bugatti en nongatine, grandeur nature, le récit de l'immolation par le feu d'un chômeur d'une ville voisine. Marcel Dominici est chômeur lui aussi, depuis la fermeture de l'entreprise de bâtiment qui l'employait et l'échec de la coopérative ouvrière, qu'avec quelques-uns de ses collègues, il avait fondée. Dénicoté par l'intéressé, la rumeur veut que l'animosité de M. Dominici à l'égard de M. Boucheron trouve plus prosaïquement son origine dans le refus du maire de lui allouer la subvention promise pour sa coopérative.

Mais à l'heure où M. Dominici

découvre les allocations-chômage, le maire d'Angoulême, lui, est au faite de sa gloire. L'ancien instituteur devenu député affiché, sans pudeur, sa passion dispendieuse pour les belles voitures, construit, aménage, développe sa ville au prix d'un déficit chaque année croissant des finances communales et d'une croissance étrangement parallèle à son train de vie personnel.

M. Dominici commence à enquêter, archive les premiers documents qui, dit-il, « tombent tout seuls » dans sa boîte aux lettres, investit dans une photocopieuse. Peu à peu, le sous-sol de son modeste pavillon, à la périphérie d'Angoulême, abrite des dossiers accablants contre M. Boucheron. Des tracts à en-tête d'un étrange Comité d'action pour les chômeurs de Charente, une association qu'il a créée en 1984 et dont il est le président, commentent à circuler dans les rues d'Angoulême. Sans succès. On ne prête guère attention, dans la cité angoumoisine, à ses propos dénonciateurs que discréditent trop de dérapages verbaux et de jargon pseudo-juridique. M. Boucheron lui-même ne semble pas s'inquiéter de la frénésie obsessionnelle de ce Corse, ancien parachutiste volontaire pendant la guerre d'Algérie.

« Je m'y voyais déjà » et « les Emmerdes »

Mais M. Dominici s'acharne. En 1987, ses accusations s'étaient et s'accompagnent désormais de dépôt de plaintes, dont la plupart seront d'ailleurs classées sans suite. N'empêche, le maire d'Angoulême s'irrite et assigne M. Dominici devant le tribunal correctionnel pour diffamation. Coup de théâtre. Le procès dure plus de six heures et se termine, le 22 juillet, sur une relaxe en faveur de M. Dominici. Mais, surtout, les juges justifient leur décision par une phrase sibylline, en indiquant que l'accusé avait pu « à bon droit » employer les termes de « fausses factures », « détournements de fonds publics » et « escroquerie ».

Sur le « plateau », où vit la bonne bourgeoisie angoumoisine,

on murmure : M. Dominici serait-il dans le juste? Leur maire prodige, familier des palais nationaux, serait-il dangereusement flamboyant?

M. Dominici exulte et pousse le triomphe jusqu'à adresser à M. Boucheron un paquet-cadeau contenant deux disques de Charles Aznavour : *Je m'y voyais déjà* et *les Emmerdes*. Sa boîte aux lettres ne cesse de se remplir et les rayonnages de son sous-sol ploient sous le poids de nouveaux dossiers. Le salon, aux papiers peints en lambeaux, accueille les radios, les télévisions et la presse nationale. Bien sûr, ce nouveau justicier n'est pas tout à fait comme il faut. On comme on voudrait qu'il fût. Don Quichotte d'Angoulême a le physique de Sancho Pança. Le défenseur généreux qui ne manque jamais de mettre en regard de la malhonnêteté des élus la détresse de la mère de famille dont on vient saisir les meubles, parce qu'elle n'a pu acquitter sa facture d'électricité - et qui, à l'occasion, s'acharne à aller lui-même faire obstacle à l'entrée des busiens, - a de malheureux fréquents dérapages. En 1988, il se présente aux élections législatives dans la circonscription de M. Boucheron, avec l'étiquette du Front national, et obtient un peu plus de 6 % des voix.

La chute, un an plus tard, du maire d'Angoulême aux élections municipales, l'insuccès de son inculpation dans plusieurs affaires, ne calment pas M. Dominici, toujours bien décidé à « décaler » le pouvoir socialiste. Partout où il le peut. Décidé à tenter sa chance aux élections législatives de 1993, dans la même circonscription qui sera sans doute abandonnée par M. Boucheron, M. Dominici a déjà annoncé son programme : la lutte nationale contre le gaspillage des fonds publics. Et comme une indemnité de parlementaire est plus confortable que 2 480 F d'allocation mensuelle, il s'achète « une photocopieuse plus performante ».

PASCALLE ROBERT-DIARD

Concert "unplugged" MTV/ Europe 2

EXCLUSIF!

THE CURE & PEARL JAM DEBRANCHERONT LEUR AMPLI EN DIRECT SUR EUROPE 2



RETRANSMISSION DES 2 CONCERTS ACOUSTIQUES LE 17 AOUT DE 20 H À 21 H

SUR

DIFFUSION SIMULTANÉE SUR



VOTRE FREQUENCE EUROPE 2 SUR 36.15 EUROPE 2 ET AU 36 65 78 18

SOCIÉTÉ

ENVIRONNEMENT

Après l'interception en France de camions transportant des déchets médicaux

Un réseau clandestin d'élimination d'ordures est découvert en Allemagne

Après l'interception dans l'est de la France de poids lourds importants, sans autorisation, des résidus médicaux, un vaste réseau clandestin d'élimination de déchets vient d'être découvert en Allemagne. Quelques 350 agents de police ont perquisitionné, jeudi 13 août, dans six Länder. Une cinquantaine d'entreprises spécialisées dans le stockage des déchets ont fait l'objet de ces contrôles effectués à la requête du parquet de Francfort.

Trois responsables de sociétés ont été mis sous les verrous. On les soupçonne d'avoir créé une organisation clandestine de stockage de déchets toxiques et d'avoir eu recours à la corruption et à l'escroquerie pour débarrasser les entreprises de ces ordures dangereuses. Le parquet a ouvert une information contre trente autres personnes, dont un certain nombre de fonctionnaires communaux et fédéraux.

La police est allée jusqu'à visiter systématiquement tous les navires mouillés dans le port fluvial de Francfort. Elle a découvert un cargo chargé de 1 200 tonnes de déchets industriels dangereux en partance pour l'étranger. Au cours de leur enquête, les policiers d'outre-Rhin se sont notamment aperçus que 20 000 tonnes de matières dangereuses finissent déversées ont été répandues dans une forêt bavaroise.

Des gravats toxiques auraient été déversés dans une gravière et

même sur un terrain municipal de Francfort. En France, les camions soupçonnés d'importer illégalement des résidus médicaux venus d'Allemagne - une dizaine ont été contrôlés ces jours derniers dans la Marne et la Haute-Marne - ont été reconduits à la frontière, jeudi 13 août, sous la surveillance de douaniers. Tous les chargements suspects venaient de la région de Berlin et de Leipzig (ex-RDA).

La France poubelle ?

« Nous avons multiplié les contrôles aux approches des décharges privées et des dépôts sauvages, a annoncé M^{me} Segolène Royal, ministre de l'environnement. La chasse a été bonne. Les douaniers ont accompli un travail exceptionnel. Nous n'acceptons plus, parce que ce n'est pas acceptable, que la France devienne la poubelle de l'Europe. » Le ministre a ajouté qu'elle s'entretiendrait de ce problème dès la fin du mois d'août avec son homologue allemand.

Les ministres européens de l'environnement doivent se réunir début septembre. M^{me} Royal souhaite qu'ils se rallient à la position française selon laquelle les déchets ne sont pas des marchandises comme les autres, leur circulation devant dès lors être soit interdite, pour les plus dangereux, soit contrôlée.

JUSTICE

Un arrêt du tribunal administratif de Strasbourg

Une école publique ne peut pas abriter une classe maternelle privée

Une commune n'a pas le droit d'installer dans les salles vides de son école maternelle un jardin d'enfants privé. La cohabitation des élèves dans les parties communes de l'école est en effet contraire à la loi. Ainsi a jugé le tribunal administratif de Strasbourg dans le conflit qui opposait le préfet du Haut-Rhin à la commune de Pulversheim.

STRASBOURG

de notre correspondant

Le conseil municipal de Pulversheim, le 3 octobre 1991, confiait une salle vide de son école maternelle à l'APCM (Association pour le bilinguisme en classe maternelle). Celle-ci y installait une classe bilingue franco-allemande avec treize heures d'enseignement dans chaque langue, comme dans plusieurs autres communes d'Alsace.

Le tribunal administratif de Strasbourg, saisi en novembre par le préfet du Haut-Rhin, M^{me} Hélène Blanc, vient d'annuler cette délibération, après en avoir prononcé le sursis à exécution en janvier. Dans son jugement, il reconnaît à la commune le droit de « désaffecter » ainsi un local scolaire vacant puisque l'inspection académique elle-même avait fermé la classe. En revanche, il considère que l'emploi des parties communes de l'école (salle de jeu, salle de repos, cour de récréation) par les élèves de la classe bilingue est illégal.

En effet, l'article 26 de la loi de décentralisation du 22 juillet 1983 permet aux communes « d'organiser dans les établissements scolaires pendant leurs heures d'ouverture et avec l'accord des conseils et autorités responsables de leur fonctionnement, des activités éducatives, sportives et culturelles complémentaires ». Mais la loi précise que « ces activités sont facultatives et ne peuvent se substituer ni porter atteinte aux activités d'enseignement et de formation fixées par l'Etat ».

Les juges strasbourgeois ont donc déduit que le législateur a entendu exclure la possibilité d'organiser, pendant les heures d'ouverture du bâtiment scolaire, des activités qui ne sont pas complémentaires de l'action de formation et d'enseignement principale assurée par l'établissement concerné dans le cadre du service public.

Donc, si l'emploi de la salle elle-même par cette classe privée - alternative à l'école publique - n'est pas en cause, la cohabitation des élèves dans la cour, et notamment dans la cour, les salles de jeu et de repos, n'est pas possible. Cette déci-

sion intervient alors que le recteur de l'académie de Strasbourg, M. Jean-Paul de Gaudemar, a annoncé l'ouverture de plusieurs classes maternelles bilingues publiques dans d'autres communes alsaciennes.

JACQUES FORTIER

POINT DE VUE

En écho à Pierre Drai

par Olivier Pardo

PAR un propos, au cours d'un colloque tenu à l'Académie de Strasbourg, M. Jean-Paul de Gaudemar, a annoncé l'ouverture de plusieurs classes maternelles bilingues publiques dans d'autres communes alsaciennes.

Difficile de ne pas être séduit par l'harmonieuse ordonnance du projet de loi, où des politiques intègres regarderaient avec respect une machine judiciaire parfaitement huilée ; où des magistrats pétris de sérénité rendraient une justice que seule commanderait leur juste conscience.

Mais lorsque l'on connaît l'état de l'institution on sent bien que cette exhortation est sans prise sur une justice en désespérance ; où les juges n'ont guère d'autre alternative que la tentation de la soumission, ou celle de l'extorsion ; où le pouvoir socialiste n'a de cesse de reporter de septennat en septennat, de session en session une véritable réforme de la justice française.

Et ce n'est pas à quelques mois d'élections annoncées comme perdues que le gouvernement va se lancer dans un vaste projet judiciaire, d'autant qu'en définitive, il n'y tient pas vraiment.

Après plus de dix ans d'exercice des socialistes - à l'esprit décidément plus administratif que juridique - ont en effet démontré qu'ils tenaient pour portion congrue l'insurrection judiciaire et seule le droit malade (mais y avait-il d'autres voies ?) de « petits juges » venant fouiller dans leurs affaires les a obligés à sortir de leur haine indifférence.

Ce qui vaut pour les socialistes vaudrait-il pour l'opposition revenue aux affaires ?

On peut le craindre si l'on s'en tient au passé, mais il me semble que l'expérience est en train de porter ses fruits, et que les res-

Les lettres de change étaient fausses

Des viticulteurs varois escroqués de 40 millions de francs

TOULON

de notre correspondant

Certains vigneron varois ont été victimes d'une escroquerie qui leur a coûté 40 millions de francs. Une quinzaine de caves coopératives et de domaines particuliers

ont été floués. Les policiers de l'antenne toulonnaise du SRPJ de Marseille, à qui l'enquête a été confiée, s'interrogent sur la destination prise par les millions d'écotolles de vin frauduleusement acquis. Pour cela, ils tentent de vérifier, une à une, les lettres de change que les courtiers ou négociants remettaient aux viticulteurs en échange de leur rouge ou de leur rosé.

Le mécanisme de l'escroquerie était simple. Des acheteurs se présentaient dans les caves et passaient commande pour des sommes importantes, dépassant parfois le million de francs. Pas un centime d'acompte n'accompagnait ces commandes, qui constituaient une aubaine en l'état du marché. Il était seulement remis aux viticulteurs une lettre de change correspondant à la somme de l'achat. Des chauffeurs routiers venaient ensuite prendre livraison du vin. Et le tour était joué. Il y a tout lieu de penser que ces carapises ne peuvent pas être toutes les lettres de change sur les pièces justificatives. L'hypothèse la plus souvent avancée est que ces vins faisaient l'objet d'un trafic après avoir été coupés avec des crus provenant d'autres départements ou de l'étranger.

Stratège en différé

C'est en voulant encaisser leurs effets, trente, soixante ou quatre-vingt-dix jours après la signature, que les vigneron ont compris la duplicité. Selon les premiers éléments de l'enquête, il semblerait que ces traites étaient frauduleusement libellées au nom du propriétaire d'un autre domaine viticole à Orange (Vaucluse). Celui-ci se présente aujourd'hui comme une autre malheureuse victime de ce stratagème.

Difficile encore d'établir un bilan de cette escroquerie d'avantage. Les policiers qui tentent de dissocier les vraies pièces comptables des fausses n'ont pas pu que de trafic de vins se soit étendu sur plusieurs départements du sud-est et du sud-ouest de la France. Pour en savoir plus sur les quantités de vin « détourné » et sur leur destination, les enquêteurs espèrent pouvoir bientôt entendre le directeur d'une société de négoce du Languedoc (Var), qui n'est plus apparu au siège de la SOVPRO.

M. Marc Roguier, gros client des caves coopératives varoises, avait fait part récemment à plusieurs de ses fournisseurs de difficultés financières « passagères ».

JOSÉ LENZINI

FAITS DIVERS

Incendies de forêts d'origine criminelle en Corse-du-Sud

Un mort près de Porto-Vecchio

de notre correspondant

Depuis le début de l'été, quelques centaines de foyers d'incendie sont apparus en Corse vide maîtrisée grâce à l'intervention rapide des moyens de lutte. Le débroussaillage entrepris à l'initiative des pouvoirs publics a permis de limiter leur extension. Mais la situation a tout à coup basculé.

Quatre feux - d'origine criminelle selon la préfecture de Corse-du-Sud - ont été allumés simultanément le mercredi 13 août, vers 14 h 30, dont un à proximité

de la commune de Porto-Vecchio, qui a été incendiée. Des feux ont été développés au nord, sur le territoire des communes de Leca et de Sainte-Lucie-Var. Un au sud, dans la zone de Pietravecchia.

Attaqués par un vent parfois violent, ils ont rapidement pris de l'extension. De nombreux campings et des maisons d'habitation ont dû être évacués. Une commerçante de Bonifacio, M^{me} Liliane Mori, qui se rendait à Porto-Vecchio, a péri dans sa voiture lorsque celle-ci a été prise par les flammes qui s'élevaient des deux côtés de la route nationale 198.

P. S.

ESPACE

La fusée chinoise Longue Marche a lancé un satellite de télécommunications australien

La Chine avait pu suivre en direct à la télévision, le 22 mars dernier, l'échec - à la suite d'une défaillance du système de mise à feu - du lancement du satellite australien Optus B1. Cette fois, ses ingénieurs n'ont pas failli : la fusée Longue Marche 2E, la plus puissante de l'arsenal chinois, a décollé sans incident, vendredi 14 août à 1 h 00 (heure française) de la base de Xichang (province du Sichuan), pour mettre en orbite ce satellite de télécommunications, destiné à rejoindre un réseau de trois satellites Optus A déjà en fonctionnement.

Le succès de ce lancement pourrait renforcer le poids de la Chine dans la course qu'elle livre à ses partenaires occidentaux sur le marché mondial de l'espace. Si les Chinois ont lancé leur premier satellite en 1970, il leur a fallu attendre avril 1990 pour honorer leur premier vrai contrat commercial, avec la mise en orbite, par une Longue Marche 3 et pour le compte d'un consortium de Hong-kong, du satellite Asiatel-1.

Construit par la compagnie américaine Hughes Aircraft, Optus B1 est le premier des deux satellites de la société australienne Optus Communications que la Chine s'était engagée à lancer, cette année, pour un prix global de 60 millions de dollars (300 millions de francs, soit environ la moitié de ce que demande Arianeespace pour un service équivalent). - (Reuters, AFP)

EN BREF

Voit de tableaux à Paris. - Les tableaux qui ont décoré des œuvres d'art dans l'appartement d'un particulier, dimanche 9 août, avaient escaladé la façade de l'immeuble, situé près du Champ-de-Mars à Paris, avant de repartir tranquillement par la porte d'entrée. Leur butin, estimé à 15 millions de francs, comprenait notamment trois tableaux signés Chagall, Picasso et Foujita. L'appartement était équipé d'un système d'alarme qui n'a pas fonctionné.

CYCLISME : Jeannie Longo a remporté le parcours du Tour féminin. - La vice-championne olympique, Jeannie Longo a remporté, jeudi 13 août, le prologue du Tour féminin disputé à Paris sur 3,3 km. La Grenobloise, qui court pour l'équipe « Ile-de-France-Régions », a devancé la Finlandaise, Théo Nyman-Viksted de trois secondes et l'Australienne Kathryn Watt, médaillée d'or à Barcelone, de cinq secondes. Le parcours du Tour cycliste féminin, qui conduira soixante-dix-huit concurrentes en neuf étapes de Paris à l'Alpe d'Huez, a été conçu par Jeannie Longo elle-même.

JOURNAL OFFICIEL

Est publié au Journal officiel du jeudi 13 août :

- un décret du 10 août 1992 autorisant la régie nationale des usines Renault à transférer au secteur privé la propriété de la Compagnie financière pour l'Amérique latine.

MUSIQUES

L'âme des arènes

Quelle musique joue-t-on lors des corridas ? A Bayonne, l'éditeur Pierre Meyzenc tente de renouveler le genre

BAYONNE

de notre envoyé spécial

« Pas de corrida sans musique. Vous en voulez la preuve ? Un soir de l'été de Valence, je rencontre Curro Vazquez qui m'invite à le voir toréer dans un village, à Utiel. C'est une drôle de campagne. Les taureaux ne tiennent pas bon. Vagabond inquiet, le muletier et l'âne. Les six taureaux sont de ceux qu'on réserve aux villages, durs, énormes. Je ne suis vraiment pas tranquille, et l'attente est interminable. Cinq minutes d'arrêt, un quart d'heure, une demi-heure. Je vais voir. C'est la banda de musique qui s'est mise en grève pour obtenir une augmentation au dernier moment. On n'a pu démarrer que lorsque la musique a été installée. Vous voyez ? »

Pierre Meyzenc, photographe et producteur de disques (dix-sept disques numéros), est éditeur de musique. Depuis son premier 78 tours, en 1949, il n'a cessé d'enregistrer à Bayonne les chorales locales, les bandas, les pèlerinages, les chanteurs qui n'avaient jamais vu un micro, des sons du pays, et tous les bruits, musique comprise, de la corrida, dans un incomparable document, un 45 tours publié en 1959, *« Les toros »*. Il vient d'inventer Pejo Serbielle, parti pour une grande carrière, et continue son bonhomme de chemin. Sa maison, Agorila, est la première maison de diffusion de pasodobles édité par la trilogie d'outre-Pyrénées (Salvador Pascual, Manuel Carmona), qui constate que, pour l'occasion, la routine est en Espagne et l'initiative en France. Avec le compositeur Abel Moreno, Pierre Meyzenc prétend même contribuer au renouvellement du genre.

« Seguidilla et fandangos, peu de musique aussi ignorée, aussi mal entendue que celle des corridas. Alors qu'on l'exécute : souvent comme un carquois ou au défilé, elle réclame une légèreté pathétique qui ne s'obtient pas du tout. Les toreros s'y mesurent, mais on s'en irrite. » (Ortega Cano). Elle intruse excessivement, certains taureaux qui l'entendent l'ouïe. Les aficionados les plus ombrageux ne l'entendent pas. Le public en voudrait toujours, et il se trouve partout au monde une voix d'homme (tous les hommes, pourquoi ?) pour beugler dans les silences les plus sensibles : *« Masallás »*.

Bergamini, en métaphysicien austère, percevait la musique dans le secret même de l'air de l'été (*« La música callada del verano »*). Marguerite Duras la décline là où elle n'arrive jamais, à la mort : *« L'air est un pasodoble très classique : celui de la phase de la mise à mort dans les arènes d'Espagne »*. Les

chroniqueurs n'en parlent que comme d'un élément d'appréciation supplémentaire : la musique a joué ou n'a pas joué, c'est simple, c'est un signe en soi.

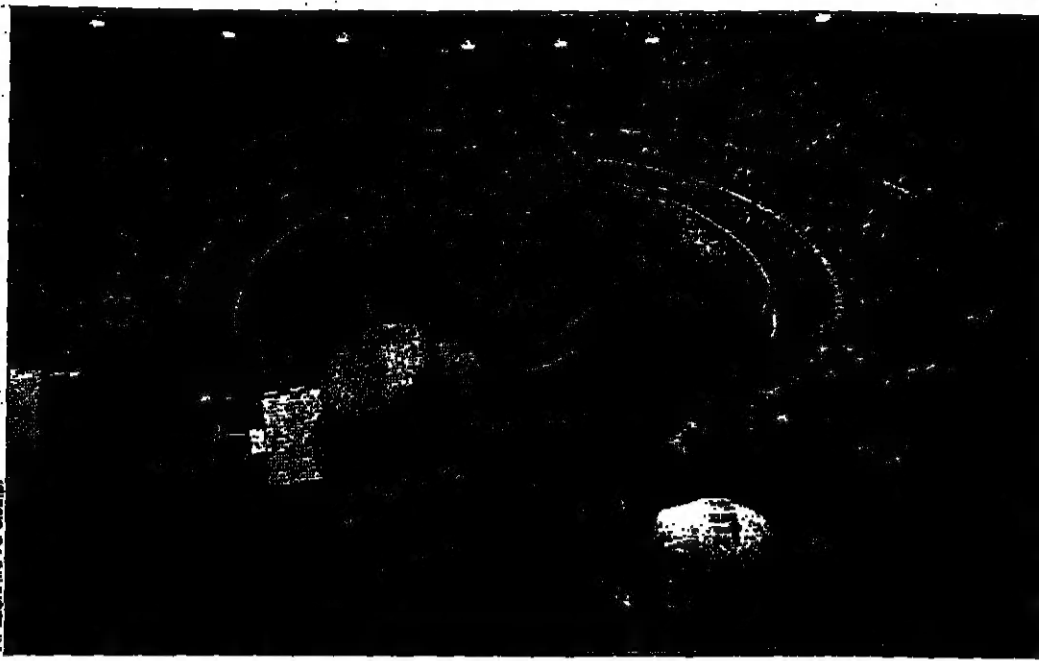
La plupart du temps, elle est joyeusement massacrée par des sonneries pompeuses et avouées ses origines très militaires. Les arènes fauchées font donner maintenant la sono. L'avenir est probablement au synthétiseur manipulé par Jean-Michel Jarre. Cette musique a pourtant ses loix, ses lieux et ses raisons. Mais celles-ci sont peu évidentes malgré les cent pages que le *Cosío*, de Diderot et d'Alembert de la taurinomie, lui accorde dans son tome 7. On se souvient : la musique militaire est à la justice, ce que la justice militaire est à la logique, le pasodoble est à la musique militaire ce que le roman policier est à la bavure du même nom.

Tout commence avec le pasodoble

Car tout commence avec le pasodoble, qui commence patiemment tout seul. Passe-rue croisé de marche binaire, enlevé ou solennel, le pasodoble est une variante ludique et dansante des marches guerrières. Ses antécédents sont bien repérés : cotés sur le tas, infiltrés dans la zarzuela dont il devient un temps fort. Ce n'est qu'à cet art qu'il se flamme pour finir par exister à droite et à gauche, un peu partout, se fiant dans le genre au *pasodoble* 30 (danse populaire), déclinant lentement et sans cesse, réinventant de ses cendres avec des compositeurs comme Abel Moreno, natif d'Andalousie.

Aspirant le répertoire le plus joué s'arrête à une cinquantaine de titres parmi lesquels une poignée de classiques : *« Pan y Toros »*, de Barbiero (1864), *« Suspiros de España »* (Alvarez, 1902), *« Gallo »* (Lope, 1904), *« El Gato montés »* (Penella, 1916), *« El Relicario »* (Padilla, 1918), *« España cini »* (Marquina, 1922), *« Ortega, Marial, etc. »* (Pascual, 1922), *« España de Cádiz »* et *« Rozenstraten »* de Téhéran en 1975 (le *Cosío*, toujours) ou le *« Paso Alegre de Joaquín Rodríguez »* dédié aux toreros rochers subalternes. Le genre, en fait, n'a que des titres de demi-noblesse : en 1889, la *« Gilda »* a été citée à Paris pour l'Exposition universelle par son compositeur Juanruiz (chef de la *Banda del regimiento de ingenieros de Madrid*). De même Abel Moreno vient de présenter sa *« Tarde de feria »*, chorale d'ouverture de l'Expo 92 avec la *Banda de música de la division motorizada Guzman El Bueno*.

Selon la tradition, Abel Moreno compose pour les toreros (Millán, Ojeda, Jesús, Víctor), pour les



Dans les arènes de Nîmes.

lieux (Arles ou Bayonne) ou pour l'esprit. Il n'est pas tout à fait le seul aujourd'hui (Pérez, Pascual, etc.), mais sans doute le plus inspiré. *« On ne joue pas pour Curro Romero ce qu'on joue pour Espartero »*, poursuit Pierre Meyzenc, *« l'évidence. Mais soit les chefs de musique sont aficionados et mauvais musiciens, soit, comme en France, ils sont bons musiciens mais n'entendent pas grand-chose à la corrida. Le plus souvent, ils jouent les deux infirmes. Chaque pasodoble a son style, il colle à la personnalité du torero, au lieu, au moment »*.

C'est vrai : on n'a pas la même conception de la musique à Pampele, dans le Nord, où l'on joue gaillardement *« La jota del sexto toro »*, et à la Maestranza, le temple de Séville. On joue de moins en moins les hymnes avant le défilé. La musique accompagne rituellement le pasodoble solennel d'entrée. Elle joue pendant les intermèdes et après la mort du taureau à l'arabesque, quand on l'emporte. Elle peut intervenir pendant les banderilles, et selon le vœu du public (*« Música callada »*) ou, sur ordre de la présidence, saluer une *« faena »* méritoire.

A Madrid, qui se prend sérieusement pour l'art de l'équilibre, elle ne joue jamais pendant la *« faena »*. Ailleurs, elle aurait tendance à jouer tout le temps. Séville ne fait rien comme tout le monde. Pepin Tristan, le chef de la *Banda musical del Maestro Tejera*, son oncle, dont il a repris le flambeau, décide des interventions en toute

souveraineté. A Séville, *« la musique ne vient pas pour jouer : elle vient pour voir s'il y a lieu de jouer »*. Elle peut saluer un banderillero, se taire, sauf durant les moments liturgiques, pendant toute une corrida, honorer un picador, un taureau (le célèbre Guardiola du 15 avril 1977), un geste « taurin » et n'importe qui dans l'arène, de celui qui porte le coup de grâce par exemple, le fameux *« lebría »*. C'est la musique la plus « taurine » d'Andalousie – donc du monde.

La fausse note qui fait rire

Pepin Tristan s'accorde avec les styles les plus variés, avec l'humour ou la pureté de l'air. Il lance l'orchestre quand bon lui semble, il laisse jouer et l'interrompt brutalement dès que le torero est débordé ou désarmé. Parfois même dès que la *« faena »* perd son intensité. Il doit équilibrer les propres passions avec celles de l'orchestre et du public dont on sait qu'il semble toujours composé de dix mille toreros. Le ménage des silences savants et tend compte le lendemain dans son quartier ou à l'atelier Remanié dont il est mécano.

Les musiciens de *banda* (cuivres, bois et percussions) exercent, comme dit Pepin Tristan, tous les métiers : pas forcément cadres et professions libérales mais plutôt maçons, plombiers, employés de bureau, mécaniciens, de seize ans à l'heure où ils ne peuvent plus souffler. Ils arrivent à la plaza dans

leur uniforme de lifier ou d'amiral, très concentrés, très conscients de leur rôle « taurin ». Transmettre les ordres de la présidence : entrée du taureau, changement de tercio, avis, éventuel changement de taureau.

Une fausse note fausse tout, parce qu'elle fait rire. Les musiciens de l'orchestre ne répètent pas énormément, mais ils savent que leur musique demande un énorme doigté. On doit la jouer en douceur, très lentement. Les basses sonnent comme des coups d'archet, aériennes, douloureuses. Les flûtes ont la pureté d'un cri d'oiseau. C'est toute une histoire de flûtes, avec l'air, avec le défilé des musiques, avec l'acoustique du temple, avec la sueur du torero et l'âme des taureaux.

A Séville, où l'on ne joue plus *« Nerva »* parce que le solo de trompette distrairait l'attention du public, on ouvre toujours le défilé avec *« Plaza de la Maestranza »*, éblouissante comme un rappel à l'ordre : à Bayonne avec la *« Marcha de la Manolera »* – de *« Pan y Toros »* – sur une cadence solennelle, alors que Albacete la joue très vivement ; à Madrid avec un *« paso »* différent chaque fois ; à Nîmes – quelle idée ! – avec l'« *Air du toréador de Carmen* » (ou, celui qui chante le gardien de musée de l'Orfèbre cassée) ; à Dax avec le *« 78 »* de Charpentier (1) ; à Pampelele, enfin.

En moyenne, conte Meyzenc, l'orchestre joue une dizaine d'airs par course, se fait réprimander par

le public ou par les organisateurs et touche des clopinettes. Les choses changent. Il n'est pas si facile de jouer dans un lieu où tout effet de sonorité a son importance : les paroles du torero quand il parle au taureau (il arrive bien sûr que celui-ci réponde), les cris sur le sable, la soie des capes, le harnachement médiéval des chevaux, le coup d'épée et les réactions culbrites du public (ovation, division d'opinions, silence, bronca) lorsqu'elles ne scandent pas l'accablant tragique d'un ôlé qu'il est si difficile d'alléger ou de presser. Quant aux palmas de buerías, ces battements de mains syncopés que les gitans de Jerez installent aux derniers rangs de l'arène adressent à Rafael de Paula (quand la grâce lui vient, il est insaisissable, sauf ridicule, de s'en méfier). Mais le ridicule vaut moins que les coups de corno.

Parfois on rêve d'une corrida, la nuit, dans le même silence que les ténias, ces séances d'entraînement à la campagne qui ont pour cadre de minuscules arènes où le moindre bruit, sauf le chant des coqs au loin, la musique du vent et celle des taureaux, est interdit. On rêve des mots rares que devaient échanger Paula et le vieux Belmonte quand celui-ci invitait le gitan de génie à toréer ainsi pour lui seul dans son élevage. On a vu des corridas muettes et sans public, cette invention si récente « portes fermées » dans les arènes de Sanlúcar de Barrameda. La vérité est probablement ailleurs mais elle est comme toute vérité, impossible.

En séance plénière, la musique s'impose, ne serait-ce que pour adoucir le drame ou servir le lien entre ce qu'on ne devrait pas voir (une mise à mort), et une si longue présence. A tel point qu'on l'annonçait sur les affiches le plus naïvement du monde parfois : *« La fanfare des jeunes pensionnaires démunis de l'hôpital général jouera pendant les intermèdes de la corrida. On souhaite que le public, notant qu'elle n'a que treize jours d'expérience, lui accorde sa meilleure indulgence »*. C'était à Madrid, le 9 avril 1955.

FRANCIS MARMADE

► *Toros y toreros en Sevilla*, Toros toreros en Pamplona, deux CD Ag 15, 16, Agorila : les toros, Nîmes. Du kiosque aux arènes, Orchestre montois, Fiesta en Dax, Plaza de toros (cassettes Agorila Ag 08, 189, 199, 219, 221, 231, 237).

► Agorila partitions et orchestration, 23, rue Montalié, 64100 Bayonne. Tél. : 59-52-39-03.

► Temporada de Bayonne : El-zondo (le 15 août), Miura (le 16), Felipe Bartolomé (le 17), Victorino Martín (le 5 septembre), Fraile (le 6 septembre). Tél. : 59-52-25-98.

PATRIMOINE

L'Olympia sauvé

Un accord entre la Société générale, propriétaire de l'Olympia et d'un grand nombre d'immeubles situés, à Paris, dans le neuvième arrondissement, « boulevard » des Capucines et rue Caumartin, vient d'être conclu. Paulette et Patricia Coquant, exploitantes du célèbre muséum, menacées par la vaste opération immobilière que désire entreprendre la banque vers les années 1995, ont vu leur bail de location prorogé pour une durée de quatorze ans, jusqu'en 2007.

L'Olympia, qui possède une salle de billard inscrite à l'inventaire des monuments historiques et dont la licence de spectacle, exclut tout autre usage des lieux, sauve ainsi son existence.

Une pétition recueillant plus de quatre mille signatures d'artistes et de professionnels avait été lancée aux Francofolies de la Rochelle en juillet dernier, après que le Fonds de Soutien se fut écarté du sort de l'Olympia, et afin d'éviter un nouveau « Bobino ».

Aux termes du tout nouvel accord, soumi « aux possibilités de réaffectation d'un programme de réhabilitation des immeubles constituant l'îlot Edouard-Vaillant, les deux parties se concertent pour toute interruption des programmes des travaux immobiliers nécessaires, tant à l'Olympia que dans le périmètre Edouard-Vaillant ».

CINÉMA

De la piste à l'écran

Nexon, « capitale du cirque », rend hommage, cette année, aux clowns du cinéma

NEXON (Haute-Vienne)

de notre envoyé spécial

Nexon, petite ville limousine de la Haute-Vienne (2 311 habitants), connue depuis le seizième siècle pour ses élevages de chevaux de course, s'ouvre tout les deux ans aux jeux du cirque. Depuis 1987, Annie Fratellini y plante les chapiteaux de son école où environ cent cinquante stagiaires, de cinq à seize ans, viennent s'initier au trapeze, à la danse, au fil de fer, à l'acrobatie au sol, à au travail de voltige. Il y a trois ans, Marc Déhât y a créé les Rencontres cinématographiques des films du cirque, dernière touche d'un ensemble autour de la vie des gens du voyage.

Nexon, capitale du cirque ? « Un titre un peu ronflant, explique Marc Déhât, mais il s'agit d'empêcher l'adhésion d'un conseil municipal essentiellement rural, pas forcément favorable au cirque ! Maintenant, maître en titre, tout le monde est derrière nous. Nexon était connu pour le cheval. Et comme le cheval incarne le cirque moderne – c'est pour cet animal que l'Anglais Philip Astley a inventé, en 1770, la piste réglementaire de onze mètres de diamètre – nous perpétuons la tradition équestre. Nous souhaitons également conserver à la manifestation son côté bon enfant. Toute la journée, les visiteurs peuvent assister à l'apprentissage des élèves ou se ren-

dre aux projections qui ont lieu de 14 heures à 21 heures.

« Le cirque a toujours été une source d'inspiration et de fascination pour les cinéastes. L'un des tout premiers cinéastes comiques est un Français : Gabriel Leuville, plus connu sous le nom de Max Linder. Avec notre programme « Aux sources du comique français », nous rendons hommage à tous les comiques qui ont joué au cinéma, le plus souvent en mettant en scène eux-mêmes : les Marx Brothers, Laurel et Hardy, Jerry Lewis. Hommage à Pierre Etaix, à Annie Fratellini, mais aussi à Coluche qui, dans l'Aile ou la Cuisse, dirigeait un petit cirque ambulancier ».

Mélie le prestidigitateur

La soirée d'ouverture présentait quelques inédits de Georges Méliès. Elle avait lieu au cinéma La Colisée, ouvert pour la circonstance. Laurence Leberrier-Mélie, intimidée, présentait pour la première fois les films courts de son trisaïeul – Sorcellerie culinaire, le Rêve du maître de ballet, Dislocation, les Cartes vivantes – tandis que Jacques Pailhès, musicien aux Folies-Bergère, l'accompagnait au piano. Il régnait dans la salle, surchauffée, une atmosphère qui aurait pu rendre Fellini qui fit jouer Annie Fratellini dans son film *Les Clowns* (1971). La sélection de

courts-métrages mettait en évidence les prodigieux talents du prestidigitateur que fut Méliès : les femmes disparaissent, les hommes retrouvent leurs jambes, les têtes décapitées se recollent, et des poulets caquetants surgissent dans tous les coins. On sait que le cinéaste est mort dans la misère, après avoir connu la gloire et l'argent, notamment avec le *« Voyage sur la Lune »*. Incapable de se plier aux lois d'une industrie naissante, aux nouveaux circuits de distribution, il préféra toujours vendre ses films aux amateurs, le plus souvent sans en garder de copie. Sa famille et l'Association des amis de Méliès ont réussi à retrouver et à restaurer 162 des 600 films répertoriés.

Le renouveau du cirque avec Zingaro, Archéos, la Volière Dromesko, attire un public jeune, désireux de mieux comprendre cet art, à travers ses traditions. « La Vidéo-thèque de Paris prépare pour 1993 un programme important sur le cirque et la capitale, continue Marc Déhât. A Nexon, nous sommes conseillés par des « circologues », comme Adrien, ou des collectionneurs, comme Jean Manieau et Jean Villiers. L'année prochaine, nous nous ouvrirons à la littérature et aux arts plastiques. Cette année, nous avons lancé un concours pour un scénario de vingt minutes sur le thème du cirque. Nous voulons servir également à la promotion du court et moyen-métrage, trop souvent délaissé ».

Le long-métrage, depuis toujours, s'est nourri d'histoires de trapézistes machiavéliques et de clowns au grand cœur. De *« Freaks »*, de Tod Browning, à *« La Nuit des farasins »*, de Bergman, en passant par *« Lola Montès »*, de Max Ophüls, les *« Ailes du Désir »*, de Wim Wenders, ou *« Rosemary et les lions »*, de Jean-Jacques Beineix. « C'est à Nexon que Lila Dahdi, le comédien du Funambule tourné par Papatakis, d'après le roman de Jean Genet, est venu s'entraîner pour son rôle de fildeferiste », rappelle Marc Déhât. Et Pina Bausch, la chorégraphe allemande de Wuppertal, vient de passer plusieurs jours avec les chevaux du cirque équestre Zingaro, que dirige Bartabas. Ensemble, ils préparent un spectacle.

DOMINIQUE FRÉTARD

► *« Nexon, capitale du cirque »*, jusqu'au 28 août, Châteauneuf de Nexon, 87800 Nexon. Tél. : 55-58-34-71.

► RECTIFICATIF. – Contrairement à ce qui était annoncé dans les pages « Arts et spectacles » du Monde daté 13 août, la série de projections organisées durant l'été à Bondy fait partie de la manifestation « Un été au cinéma », à l'initiative de la Fondation de France, et non pas de l'ensemble « Un été au ciné », opération menée sous l'égide du ministère de la culture.

Impasse

BEN ROCK
de Richard Raynal

Une contreplongée au grand angle suivie d'un gros plan lourd de sens, une contreplongée, un gros plan... Richard Raynal semble avoir appris le cinéma en regardant des photos de films de Sergio Leone. Aurait-il vu les films eux-mêmes qu'il se serait rendu compte que Leone faisait du cinéma, alors que lui aligne les plans publicitaires.

Faux chic et vrai toc d'autant plus embarrassants que son histoire se situe dans les corons : la discordance entre l'univers prolétaire qu'il prétend montrer et le pseudo-naturalisme esthétique avec lequel il le filme oscille entre le pathétique et l'antipathique. Centré sur une famille désunie (papa immigré fasciné par l'Amérique rock, maman servante esclave, fiston ado rebelle), son scénario parcourt avec la discrétion d'une grosse cylindre le chemin très fâché de l'ultime réconciliation.

Chacun à son tour, les personnages énoncent une ou deux lignes d'un dialogue tellement lourd de sens qu'il s'écroule au sol avec un bruit mat. Tandis que le cinéaste s'amuse à filmer des reflets dans le pare-choc d'une Cadillac ou sabote une scène de poursuite, on a tout le temps de compatir au sort d'Evelyn. Bonux égare dans cette impasse.

J.-M. F.

AGENDA

THÉÂTRE

SPECTACLES NOUVEAUX

LE BESTIAIRE. Lucernaire Forum (45-44-57-34) (dim.), 21 h 30 (12).
LE THÉÂTRE DE CLARA GAZUL. Pré-Cathédrale, Jardin Shakespeare (43-71-14-28), jeu., ven., sam., dim. 17 h 30 (13).
BATAILLES. Tristan-Bernard (45-22-08-40) (dim.), 21 h (18).

ANTOINE - SIMONE-BERRIAU (42-08-77-71). La Fille sur la banquette arrière, 20 h 45; dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.
ARTISTIC-ATHÉVAINS (48-06-36-02). L'Éloge de la folie, ven., sam., mar. 21 h; sam. 16 h.
BERRY-ZÈRE (43-57-51-55). Les Champions de joie, dim. 20 h 30.
BOBINO (43-27-75-75). Télé-folies, 21 h, rel. dim.
BOULES PARISIENS (42-96-00-24). Sans mensur, 21 h; sam. 18 h; dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.
CAPÉ DE LA GARE (42-78-52-51). Le Graphique de Basco, 21 h. Rel. dim. lun. 19 h 30. Rel. dim. soir, lun. 19 h 30. Rel. dim. soir, lun. 19 h 30. Rel. dim. soir, lun. 19 h 30. Rel. dim. soir, lun. 19 h 30.
COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11). Voltaire's Folies, 21 h; sam. 18 h.
COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (42-73-37-21). Pétauchouk, 21 h. Rel. dim. 15 h 30.

CRYPTÉE SAINT-AGNÈS (ÉGLISE SAINT-EUSTACHE) (47-00-19-31). Les Larmes, dim. 15 h; lun. 20 h; mar., jeu. 18 h 30.
ESPACE MARAIS (48-04-91-55). Le Mariage de Figaro, 18 h; dim. 17 h 30. Rel. dim. soir, lun. 19 h 30. Rel. dim. soir, lun. 19 h 30. Rel. dim. soir, lun. 19 h 30. Rel. dim. soir, lun. 19 h 30.
HUCHETTE (43-26-38-99). La Cantatrice chauve, 19 h 30. Rel. dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun. 19 h 30. Rel. dim. soir, lun. 19 h 30. Rel. dim. soir, lun. 19 h 30.
LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34). Théâtre noir, 21 h. Rel. dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun. 19 h 30. Rel. dim. soir, lun. 19 h 30. Rel. dim. soir, lun. 19 h 30. Rel. dim. soir, lun. 19 h 30.
HOTEL DE BULLY (44-61-21-50). Coup de chance, ven., sam. (dimanche) 21 h 15.
MOULIN DE LA GARE (43-26-38-99). La Cantatrice chauve, 19 h 30. Rel. dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun. 19 h 30. Rel. dim. soir, lun. 19 h 30. Rel. dim. soir, lun. 19 h 30.

LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34). Théâtre noir, 21 h. Rel. dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun. 19 h 30. Rel. dim. soir, lun. 19 h 30. Rel. dim. soir, lun. 19 h 30. Rel. dim. soir, lun. 19 h 30.
HOTEL DE BULLY (44-61-21-50). Coup de chance, ven., sam. (dimanche) 21 h 15.
MOULIN DE LA GARE (43-26-38-99). La Cantatrice chauve, 19 h 30. Rel. dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun. 19 h 30. Rel. dim. soir, lun. 19 h 30. Rel. dim. soir, lun. 19 h 30.
LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34). Théâtre noir, 21 h. Rel. dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun. 19 h 30. Rel. dim. soir, lun. 19 h 30. Rel. dim. soir, lun. 19 h 30. Rel. dim. soir, lun. 19 h 30.
HOTEL DE BULLY (44-61-21-50). Coup de chance, ven., sam. (dimanche) 21 h 15.
MOULIN DE LA GARE (43-26-38-99). La Cantatrice chauve, 19 h 30. Rel. dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun. 19 h 30. Rel. dim. soir, lun. 19 h 30. Rel. dim. soir, lun. 19 h 30.

POCHE MONTMARTRE (45-48-32-97). Salle L. Madama de la Carrière, 21 h; dim. 18 h. Rel. dim. soir, lun. 19 h 30. Rel. dim. soir, lun. 19 h 30. Rel. dim. soir, lun. 19 h 30. Rel. dim. soir, lun. 19 h 30.
PRÉ-CATHÉDRALE, JARDIN SHAKESPEARE (43-71-14-28). 29 degrés à l'ombre, sam., dim. 15 h. Rel. dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun. 19 h 30. Rel. dim. soir, lun. 19 h 30. Rel. dim. soir, lun. 19 h 30.
THÉÂTRE DU TAMBOUR ROYAL (48-06-72-34). Un jeune homme pressé, dim. 15 h; rel. dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun. 19 h 30. Rel. dim. soir, lun. 19 h 30. Rel. dim. soir, lun. 19 h 30.
THÉÂTRE MAUBEL-MICHEL GALABRU (42-23-15-85). Gérard David, 20 h 30. Rel. dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun. 19 h 30. Rel. dim. soir, lun. 19 h 30. Rel. dim. soir, lun. 19 h 30.
TRISTAN-BERNARD (45-22-08-40). Batailles, mar., mer., jeu. 21 h.

RÉGION PARISIENNE
CHATEAU DE THOIRY (34-87-52-28). Les Chasseurs de rêves, mar. 19 h.

PARIS EN VISITES

SAMEDI 15 AOUT
 « La Seine, ses vieux ponts, les remparts, le boulevard », 10 h 30, place du Châtelet, devant la fontaine (Paris autotour).
 « Le quartier chinois de Paris et ses lieux de culte », 11 heures, métro Porte-de-Chaix (M. C. Lasserre).
 « Cité d'artistes et jardins secrets de Montmartre », 11 heures, 15 heures et 17 h 45, métro Abbesses (Connaissance d'ici et d'ailleurs).
 « Le village de Saint-Germain-des-Près, son abbaye, ses jardins, ses rues et ses monuments », 14 h 30, métro Saint-Germain-des-Près (H. Hauser).
 « La montagne Sainte-Geneviève », 14 h 30, métro Clémenceau (Connaissance d'ici et d'ailleurs).
 « Le parc André-Malraux, des couleurs et des odeurs », 14 h 45, RER ligne A, station gare Montparnasse-Préfecture, devant le relais H (Regard).
 « Le parc de Sceaux, domaine de Colbert puis de la duchesse du Maine », 15 heures, grilles d'entrée, dans l'axe de l'abbaye d'honneur (Monuments historiques).
 « Le jardin du Luxembourg et ses sculptures », 15 heures, angle de la rue de Vaugirard et de la rue de Médicis (Monuments historiques).
 « Académie française et Institut », 16 heures, 23, quai de Conti (M. C. Lasserre).
 « Ruelles et jardins du vieux Belleville », 15 heures, 23, quai de Conti (M. C. Lasserre).

CINÉMA

LA CINÉMATHEQUE

PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24)
VENDEDI
 Une histoire du film policier français : Tchéou Pénit (1933), de Claude Berri, 18 h 30; Le Choix des armes (1981), d'Alain Corneau, 21 h.
PALAIS DE TOKYO (47-04-24-24)
VENDEDI
 Le Cinéma américain regarde ses Indes : The Square Man (1931), de Cecil B. DeMille, 18 h 30; The Indian Runner's Romance (1906), de D. W. Griffith, la Captive aux yeux clairs (1952), de Howard Hawks, 21 h.

VIDÉO-THÉÂTRE DE PARIS

2. grande galerie porte Saint-Eustache Forum des Halles (40-78-62-00)
VENDEDI
 Portraits de Paris : L'Amour débauché : Amélie et Collette (1962) de François Truffaut, 18 h 30; L'Amour à mort, Accusé pour l'assassinat (1957) de Louis Malle, 18 h 30; L'Amour à trois : le Misanthrope et le Pédagogue de Jean Eustache, 18 h 30; L'Amour au masculin : Alger la blanche (1965) de Cyrille Collard, Encore (1988) de Paul Verhoeven, 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

L'AMANT (Fr.-Brit., v.o.) : Images d'ailleurs, 5 (45-67-18-09); Grand Pavois, 15 (45-54-46-85); v.f. : Les Montparnasse, 14 (43-27-52-37).
LES AMANTS DU PONT-NEUF (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38); Denfert, 14 (43-21-41-01).
APRÈS L'AMOUR (Fr.) : UGC Biarritz, 6 (46-62-20-40).
AU PAYS DES JULIETS (Fr.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47).
AUX CÉLÈBRES (Fr.-v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38); Denfert, 14 (43-21-41-01).
LES AVENTURES D'UN HOMME INVISIBLE (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-24-12-12); UGC Danton, 9 (42-25-10-30); Gaumont Champs-Élysées, 8 (43-59-04-77); La Bastille, 11 (43-07-48-60); Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40); 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (44-69-76-78); UGC Maillot, 17 (40-69-00-18); v.f. : Rex, 2 (42-36-83-93); UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94); UGC Lyon Beaulieu, 12 (43-43-01-59); UGC Gobelin, 13 (45-61-94-95); Mitral, 14 (45-39-52-43); UGC Convention, 15 (45-74-93-40); Pathé Clichy, 18 (45-22-47-94); Le Gambetta, 20 (46-36-10-98).
BARTON FINK (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38); Saint-Lambert, 15 (45-32-91-88).
BASIC INSTINCT (Fr.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57); UGC Danton, 9 (42-25-10-30); UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94); George V, 8 (45-62-41-48); UGC Normandie, 17 (40-69-00-18); v.f. : Rex, 2 (42-36-83-93); UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94); Paramount Opéra, 9 (47-42-55-51); UGC Lyón Beaulieu, 12 (43-43-01-59); UGC Gobelin, 13 (45-61-94-95); Mitral, 14 (45-39-52-43); UGC Convention, 15 (45-74-93-40); Pathé Clichy, 18 (45-22-47-94); Le Gambetta, 20 (46-36-10-98).
BATMAN, LE DÉFI (A., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57); 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-10-30); Bretagne, 6 (38-65-70-37); Gaumont Ambassade, 6 (43-59-19-08); UGC Biarritz, 6 (45-74-94-94); 14 Juillet Beaulieu, 12 (43-43-01-59); Gaumont Grand Ecran, 13 (45-80-77-00); 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-74-93-40); v.f. : Gaumont Opéra, 9 (47-42-55-51); Rex, 2 (42-36-83-93); George V, 8 (45-62-41-48); UGC Normandie, 17 (40-69-00-18); v.f. : Rex, 2 (42-36-83-93); UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94); Paramount Opéra, 9 (47-42-55-51); UGC Lyón Beaulieu, 12 (43-43-01-59); UGC Gobelin, 13 (45-61-94-95); Mitral, 14 (45-39-52-43); UGC Convention, 15 (45-74-93-40); Pathé Clichy, 18 (45-22-47-94); Le Gambetta, 20 (46-36-10-98).
BEETHOVEN (LA) (A., v.o.) : UGC Biarritz, 6 (45-74-94-94); v.f. : Paramount Opéra, 9 (47-42-55-51); UGC Lyón Beaulieu, 12 (43-43-01-59); UGC Gobelin, 13 (45-61-94-95); Mitral, 14 (45-39-52-43); UGC Convention, 15 (45-74-93-40); Pathé Clichy, 18 (45-22-47-94); Le Gambetta, 20 (46-36-10-98).
BEZNESS (Fr.-Tim.) : Images d'ailleurs, 5 (45-67-18-09); 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-88-00).

Nous publions le vendredi (daté samedi) la liste des spectacles présentés à Paris et en région parisienne. Une sélection commentée figure dans notre supplément « Arts et Spectacles » du mercredi (daté jeudi).

BLUE, L'ORCHIDÉE SAUVAGE II (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38); UGC Danton, 9 (42-25-10-30); UGC Biarritz, 6 (45-74-94-94); v.f. : Rex, 2 (42-36-83-93); UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94); Paramount Opéra, 9 (47-42-55-51); UGC Lyón Beaulieu, 12 (43-43-01-59); UGC Gobelin, 13 (45-61-94-95); Mitral, 14 (45-39-52-43); UGC Convention, 15 (45-74-93-40); Pathé Clichy, 18 (45-22-47-94); Le Gambetta, 20 (46-36-10-98).
BOB MARLEY : TIME WILL TELL (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38); Denfert, 14 (43-21-41-01).
CADENCE (A., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85); v.f. : Paris Ciné 1, 10 (47-02-71-71).
CELINE (Fr.) : Utopie, 5 (43-26-84-85).
LES COEURS (A., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57); UGC Odéon, 6 (42-25-10-30); UGC Biarritz, 6 (45-74-94-94); v.f. : Rex, 2 (42-36-83-93); UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94); UGC Opéra, 9 (45-74-94-94); UGC Lyon Beaulieu, 12 (43-43-01-59); UGC Gobelin, 13 (45-61-94-95); Mitral, 14 (45-39-52-43); UGC Convention, 15 (45-74-93-40); Pathé Clichy, 18 (45-22-47-94); Le Gambetta, 20 (46-36-10-98).
DAISÉ AVEC LES LOUPS (A., v.o.) : Gaumont Gobelin (ex Fautou), 13 (45-61-94-95).
DAR L'INVINCIBLE II (A., v.o.) : Pathé Française, 9 (47-02-73-38); Pathé Wapler, 18 (45-22-47-94).
DEAD AGAIN II (A., v.o.) : Pathé Impérial, 2 (42-36-83-93); Elysees Lincoln, 6 (43-59-36-14).
DELICATESSEN (Fr.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28); UGC Triomphe, 9 (45-74-94-94); Saint-Lambert, 15 (45-32-91-88).
DEVENIR COLETTE (A., v.o.) : Sept Paranaïas, 14 (43-20-32-20); v.f. : Saint-Lazare-Paqueur, 9 (43-57-35-43).
DIEN BIEN PHU (Fr.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85); Saint-Lambert, 15 (45-32-91-88).
LE DIMANCHE DE PRÉFÉRENCE (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-24-12-12); 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-10-30); UGC Danton, 9 (42-25-10-30); Gaumont Champs-Élysées, 8 (43-59-04-77); La Bastille, 11 (43-07-48-60); Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40); 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (44-69-76-78); UGC Maillot, 17 (40-69-00-18); v.f. : Rex, 2 (42-36-83-93); UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94); UGC Lyon Beaulieu, 12 (43-43-01-59); UGC Gobelin, 13 (45-61-94-95); Mitral, 14 (45-39-52-43); UGC Convention, 15 (45-74-93-40); Pathé Clichy, 18 (45-22-47-94); Le Gambetta, 20 (46-36-10-98).
EPOUSES ET CONCUBINES (Fr.-Chin., v.o.) : Lucernaire, 6 (45-44-57-34); La Pagode, 7 (47-05-12-15); Publicis Champs-Élysées, 9 (47-20-76-23); Gaumont Parnasse, 14 (43-20-32-20); Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).
SANGO MALO (CAMEROUNAIS) (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38); Les Trois Luminaires, 6 (45-33-97-77); Les Trois Luminaires, 6 (45-33-97-77).
LA SENTINELLE (Fr.) : Gaumont Opéra, 9 (47-42-55-51); Publicis Saint-Germain, 6 (42-22-72-90); Club Gaumont Publicis Montparnasse, 6 (45-62-41-48); Sept Paranaïas, 14 (43-20-32-20).
LE SILENCE DES AGNEAUX II (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28); Cinoches, 6 (45-33-10-82); George V, 8 (45-62-41-48); Denfert, 14 (43-21-41-01); Saint-Lambert, 15 (45-32-91-88).
LA FAMILLE ADDAMS (A., v.o.) : UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94); George V, 8 (45-62-41-48).
FAUTE DE PREUVES (A., v.o.) : UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94); George V, 8 (45-62-41-48).
FISHER KING (A., v.o.) : Cinoches, 6 (45-33-10-82).
HISTOIRES DE FANTOMES CHINOIS II (HONG KONG, v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-24-12-12); Pathé Impérial, 2 (42-36-83-93); Gaumont Ambassade, 6 (43-59-19-08); 14 Juillet Beaulieu, 12 (43-43-01-59); Gaumont Grand Ecran, 13 (45-80-77-00); Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40); v.f. : Gaumont Aléas, 14 (38-65-70-37); Montparnasse, 14 (43-20-12-08); Pathé Clichy, 18 (45-22-47-94); Le Gambetta, 20 (46-36-10-98).
L'HOMME QUI PLANTAIT DES ARBRES (A., v.o.) : Utopie, 5 (43-26-84-85).
MOON (A., v.o.) : UGC Opéra, 9 (45-62-41-48); UGC Danton, 9 (42-25-10-30); UGC Biarritz, 6 (45-74-94-94); Saint-Lambert, 15 (45-32-91-88).
INDOCHINE (Fr.) : George V, 8 (45-62-41-48); UGC Opéra, 9 (45-62-41-48); Blanche Montparnasse, 15 (45-44-25-02).
IPS (Fr.) : Gaumont Opéra, 9 (47-42-55-51); Gaumont Ambassade, 6 (43-59-19-08); Gaumont Gobelin (ex Fautou), 13 (47-02-73-38); Miremar, 14 (40-24-12-12).
JFK (A., v.o.) : Cinoches, 6 (45-33-10-82).
KAFKA (A., v.o.) : Lucernaire, 6 (45-44-57-34).
LABYRINTHE DES PASSIONS (Esp., v.o.) : 14 Juillet Beaulieu, 12 (43-43-01-59); UGC Danton, 9 (42-25-10-30); UGC Biarritz, 6 (45-74-94-94); UGC Lyón Beaulieu, 12 (43-43-01-59); UGC Gobelin, 13 (45-61-94-95); Mitral, 14 (45-39-52-43); UGC Convention, 15 (45-74-93-40); Pathé Clichy, 18 (45-22-47-94); Le Gambetta, 20 (46-36-10-98).
LES MAMBO KINGS (A., v.o.) : Images d'ailleurs, 5 (45-67-18-09); 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-88-00).

MY GIRL (A., v.o.) : UGC Triomphe, 9 (45-74-94-94); v.f. : Saint-Lambert, 15 (45-32-91-88).
MY OWN PRIVATE IDAHO II (A., v.o.) : Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-08).
LES NERFS A VIF (A., v.o.) : Sept Paranaïas, 14 (43-20-32-20).
NIGHT ON EARTH (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38); Images d'ailleurs, 5 (45-67-18-09).
OMBRAS ET BROUILLARD (A., v.o.) : Reflet Médias Logos salle Louis-Jouvet, 9 (42-54-42-34); Lucernaire, 6 (45-44-57-34); Denfert, 14 (43-21-41-01).
OPENING NIGHT (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-24-12-12); Sept Paranaïas, 14 (43-20-32-20).
LA PÉTITE ARNAQUEUSE (A., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57); George V, 8 (45-62-41-48); v.f. : Rex, 2 (42-36-83-93); UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94); Paramount Opéra, 9 (47-42-55-51); UGC Gobelin, 13 (45-61-94-95); Mitral, 14 (45-39-52-43); UGC Convention, 15 (45-74-93-40); Pathé Clichy, 18 (45-22-47-94); Le Gambetta, 20 (46-36-10-98).
LA PLANÈTE BLEUE (Can.) : La Gléde, 19 (40-08-80-00).
PROSPERO'S BOOKS (Brit.-Hol., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38); Denfert, 14 (43-21-41-01).
RETOUR A HOWARDS END (Brit., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-24-12-12); 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-10-30); UGC Danton, 9 (42-25-10-30); Gaumont Champs-Élysées, 8 (43-59-04-77); La Bastille, 11 (43-07-48-60); Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40); 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (44-69-76-78); UGC Maillot, 17 (40-69-00-18); v.f. : Rex, 2 (42-36-83-93); UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94); UGC Lyon Beaulieu, 12 (43-43-01-59); UGC Gobelin, 13 (45-61-94-95); Mitral, 14 (45-39-52-43); UGC Convention, 15 (45-74-93-40); Pathé Clichy, 18 (45-22-47-94); Le Gambetta, 20 (46-36-10-98).
SAILOR ET JULIA (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38); Studio Gaiety, 6 (43-24-72-71).
SANG CHAUD POUR MEURTRE DE SANG-FROID (A., v.o.) : George V, 8 (45-62-41-48); UGC Danton, 9 (42-25-10-30); Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).
SANGO MALO (CAMEROUNAIS) (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38); Les Trois Luminaires, 6 (45-33-97-77); Les Trois Luminaires, 6 (45-33-97-77).
LA SENTINELLE (Fr.) : Gaumont Opéra, 9 (47-42-55-51); Publicis Saint-Germain, 6 (42-22-72-90); Club Gaumont Publicis Montparnasse, 6 (45-62-41-48); Sept Paranaïas, 14 (43-20-32-20).
LE SILENCE DES AGNEAUX II (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28); Cinoches, 6 (45-33-10-82); George V, 8 (45-62-41-48); Denfert, 14 (43-21-41-01); Saint-Lambert, 15 (45-32-91-88).
LA FAMILLE ADDAMS (A., v.o.) : UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94); George V, 8 (45-62-41-48).
FAUTE DE PREUVES (A., v.o.) : UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94); George V, 8 (45-62-41-48).
FISHER KING (A., v.o.) : Cinoches, 6 (45-33-10-82).
HISTOIRES DE FANTOMES CHINOIS II (HONG KONG, v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-24-12-12); Pathé Impérial, 2 (42-36-83-93); Gaumont Ambassade, 6 (43-59-19-08); 14 Juillet Beaulieu, 12 (43-43-01-59); Gaumont Grand Ecran, 13 (45-80-77-00); Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40); v.f. : Gaumont Aléas, 14 (38-65-70-37); Montparnasse, 14 (43-20-12-08); Pathé Clichy, 18 (45-22-47-94); Le Gambetta, 20 (46-36-10-98).
L'HOMME QUI PLANTAIT DES ARBRES (A., v.o.) : Utopie, 5 (43-26-84-85).
MOON (A., v.o.) : UGC Opéra, 9 (45-62-41-48); UGC Danton, 9 (42-25-10-30); UGC Biarritz, 6 (45-74-94-94); Saint-Lambert, 15 (45-32-91-88).
INDOCHINE (Fr.) : George V, 8 (45-62-41-48); UGC Opéra, 9 (45-62-41-48); Blanche Montparnasse, 15 (45-44-25-02).
IPS (Fr.) : Gaumont Opéra, 9 (47-42-55-51); Gaumont Ambassade, 6 (43-59-19-08); Gaumont Gobelin (ex Fautou), 13 (47-02-73-38); Miremar, 14 (40-24-12-12).
JFK (A., v.o.) : Cinoches, 6 (45-33-10-82).
KAFKA (A., v.o.) : Lucernaire, 6 (45-44-57-34).
LABYRINTHE DES PASSIONS (Esp., v.o.) : 14 Juillet Beaulieu, 12 (43-43-01-59); UGC Danton, 9 (42-25-10-30); UGC Biarritz, 6 (45-74-94-94); UGC Lyón Beaulieu, 12 (43-43-01-59); UGC Gobelin, 13 (45-61-94-95); Mitral, 14 (45-39-52-43); UGC Convention, 15 (45-74-93-40); Pathé Clichy, 18 (45-22-47-94); Le Gambetta, 20 (46-36-10-98).
LES MAMBO KINGS (A., v.o.) : Images d'ailleurs, 5 (45-67-18-09); 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-88-00).

LES GRANDES REPRISES

LES AILES DU DÉSIR (Fr.-All., v.o.) : Espace Saint-Michel, 6 (44-07-20-48); Sept Paranaïas, 14 (43-20-32-20).
LES AMANTS DE LA NUIT (A., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-88-00).
ANNE HALL (A., v.o.) : Les Trois Luminaires, 6 (45-33-97-77).
SASY FACE NELSON POLICER (A., v.o.) : Passage du Nord-Ouest, caféciné, 9 (47-01-81-47).
BOB ET CAROLE ET TED ET ALICE (A., v.o.) : Les Trois Luminaires, 6 (45-33-97-77).
LE CRIME ÉTAIT PRESQUE PARFAIT (A., v.o.) : Action, Christine, 6 (43-29-11-30).
LE DERNIER COMBAT (Fr.) : Gaumont Aléas, 14 (38-65-70-37).
ELPHANT MAN (A., v.o.) : Gaumont Opéra, 9 (47-42-55-51); Reflet Médias Logos, 9 (42-54-42-34).
LE FAUCON MALTAIS (A., v.o.) : Passage du Nord-Ouest, caféciné, 9 (47-01-81-47).
LA FEMME A ABATTRE (A., v.o.) : Action Five Gaudes, 6 (43-29-44-40).
LA FEMME DES SABLES (Esp., v.o.) : Espace Saint-Michel, 6 (44-07-20-48).
GLORIA (A., v.o.) : Racine Odéon, 6 (42-36-18-98).
HARR (A., v.o.) : Les Trois Luminaires, 6 (45-33-97-77).
HELLO DOLLY (A., v.o.) : 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-10-30).
HUSBANDS (A., v.o.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47).
L'IMPOSSIBLE MR. BÉBÉ (A., v.o.) : Action Christine, 6 (43-29-11-30).
INDIA SONG (Fr.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47).
JUSTEMENT A NUREMBERG (A., v.o.) : Les Trois Luminaires, 6 (45-33-97-77).
MINNIE AND MOSKOWITZ (A., v.o.) : Utopie, 5 (43-26-84-85).
MOROCCHO (A., v.o.) : Les Trois Luminaires, 6 (45-33-97-77).
ORANGE MÉCANIQUE (Fr.) : UGC Danton, 9 (42-25-10-30).
PETER PAN (A., v.o.) : Forum Orient Express,

Le Monde

S A N S • V I S A

Barbe-Bleue en appel

**Gilles de Rais, dit Barbe-
Bleue, 1404-1440. Compagnon de Jeanne d'Arc,
maréchal de France et grand
assassin d'enfants. On
croyait l'affaire jugée. Voilà
que des défenseurs se ma-
nifestent ■ organisent, le
26 octobre prochain ■ Paris,
ce qui devrait rassembler à
un procès en réhabilitation.
Dossier.**

[illegible]

dans le **Royaume de la Loire**, il continue
 à se faire la panique à l'approche
 d'un **général** fascinant à la
 culture populaire les **frayeurs** et les
 émois qui lui sont dus. **Il faut**
 peut-être **préciser** médiéval, l'homme
 égorgeur d'enfants, **le** trancheur
 d'Anglais **et** **le** compagne d'un
général une gloire, **et** **le**
 moins une **figure** locale
 secorchée avec énergie **à** un patri-
 que **qui** n'a jamais soulevé
 une prescription ni l'air d'une
 grande **et** **le** rougis par
 exploits. Pour tous, c'est Barbe-
 Bleue - **et** **que** l'on **expli-**
 cation vraiment pourquoi ce fau-
 d'adolescent **devait** finir
 prendre **le** **travail** d'un tueur
 d'épouses pour **le** **travail** - **et** **le**
 sont faits à l'idée de vivre dans
 l'ombre d'un criminel exception-
 exceptionnellement **à** partir
 vers **le** **travail** largement pourvu
 en recommandations, **et**
 prières **à** tout genre.

Or voilà que ces entrepreneurs en costumes se sont mis en tête de faire revoir à la baisse les salaires d'inculpation dont on avait rudement pourvu ceux et celles qui ont une apparence un peu plus humaine que celle qui traîne dans les locaux froids de technologie. Pour la bête noire qu'on a platé, depuis plus de cinq siècles, à l'école, au bureau, au carminé des saufs frais, non, plutôt un pauvre fou, sans de rien dingue, précédemment violent à l'esprit prématurément embaumé par l'hypocrisie, ce vin lourd et sucré qu'on consomme épicé à dont il fait une consommation hors du commun.

Un... sire, certes, mais victime d'un procès « stalinien », mené afin de maitre par un clergé éprouvé à la sainte messe, le processus de travestissement d'un personnage qui avait donné beaucoup de sa personne et de sa sueur pour la libération du monde des manipulations séparées des alchimistes autres, comme toute, de facture assez classique.

Ainsi, le 26 ~~prochain~~ prochain, jour anniversaire ■ la mort du ■
gneur ■ Tiffauges, une dizaine de magistrats ■ trois experts médi-

[illegible]

Sar place, on ■■■■ emballé
par ■■■■. Il faut comprendre
■■■■, ne pourra s' ■■■■ qu'au
bénéfice ■■■■ atténuants
nantes, qui vont l'accabler plus
qu'elles ne ■■■■ fréquenta-
■. Entre celui qui ose ■■■■ en
pleine audience : « Je ■■■■ sous
■■■■ étoile que nul au monde
■■■■ jamais fait ■■■■ ne pourra jamais
faire ce que j'ai fait » et un accusé
« imbécille », réduit au silence
par ses avocats et envoyé aux
galères psychiatriques par des
experts trop sûrs de leur coup, il va
manquer une dimension littéraire
dont ■■■■ grand absent risque
les frai. En attendant le « ver-

dict», les guides des masses, la
capitaine de la VII^e armée
rien n'était et continu-
moudre avec raideur la
périlleuse affaire du homme
qui, jusqu'à l'incon-
suffrait de manière virulente
criarde en blasphème vivant
devant le Créateur. Tel
moins celui que l'histoire présente
le plus communé-
ment admise et que les minutes
son procès confortent... l'on voit
le travail
greffiers et parier sur l'intégrité
juges chargés d'en ordonner

Ce fut l'unique moment où l'abbé Bossard, biographe reconnu du baron de Rais : comment y croire ? L'ampleur de la démesure, l'altitude atteinte dans le monstrueux avaient de quoi effrayer celui qui se voulait le premier des écrivains, rien que de la vérité. Aussi quand l'abbé fait son entrée, le 28 décembre 1855, dans la salle des notables de la *Prison des lettres* de Poitiers, a-t-il eu l'explication avec précision l'origine des *légendes* inédits du procès qui se déroulaient à la prison de la *Prison*, nouvelle tanière, mais laquelle il vient de loger son féroce sujet. Le livre, qui paraît à même année (Gilles de Rais, *marché* France, *Barbe-Bleue*), est *l'œuvre* de tous, Hysmans à Bataille, Planchon à Tournier, Klossowski aux jeunes auteurs créa-

appelera « le foisonnement gluant du mal », mais venus en si grand nombre encore y chercher le grand secret.

Le **blason** de son clan se distingue nettement parmi ceux des familles qui se partagent les terres et les ressources du pays : celui du Rais n'est ni riche, ni pauvre. Il le devient occasionnellement plus lorsque son grand-père, qui le prend en charge à la mort de ses parents (dès ses onze ans), perd lui-même cette année-là, en 1415, son fils Amaury, **hérald**. L'Azincourt par une saignée d'arrières gallois, Jean de Craon a désormais un

dot à d'écouter à quelques res-
tants de la table à nettoyer, d'insou-
mis à résister à quelques tentatives de
violence. « Devant Gilles et son grand-
père, il est possible de songer aux
horreurs des nazis... », murmure
sombrement l'homme.

Mais le temps ne finit d'appartenir qu'à un seul individu, pour remarquables qu'elles fussent. Charles VII, qui n'est encore que le Dauphin, a deux d'épées, et d'hommes et d'argent pour les lui moudre. Finissons par la zone : le duo a proposé ses bons offices, souhaite se retirer et continuer à s'occuper sous les auspices de l'Académie. Gilles part en campagne. Le premier acte patriotique du garçon est homologué au Lude, où le capitaine équestrement en fait le parage, dans la place au plant avec barbe, l'Anglais Blackbuck, l'impression sur le troupé et dans les correspondants de guerre. Jean de Craon avait vu juste en lui donnant quelques-unes de ses lettres dans la salle d'armes de leur tante de Champtocé : engagé sous les drapeaux, son petit-fils pouvait faire des merveilles, et il n'aurait pas à se fonder les quelques années de bonheurs qui manquaient encore à la famille.

Le repère et, tout semble-t-il, a souhaité en faire l'un de ses prétoriens rapprochés. Il n'est pas sûr, à la distinction, l'éducation, de la technique dans le combat et un regard mi-

brille devant les officiers. De plus, il n'est pas mal fait... personne. Deltiel, qui lui vient le coup, peut s'empêcher d'en écrire une longue page : « Fête de Jeanne, fête de Gilles de Rais... Quel joli garçon, cette époque, ce Barbe-Bleue ! Son Jeanne visage rose, ses joues fraîches paraissent nourries de candeur, son air de viande ■■■■ bœuf, » Deltiel jubile. André Breton, qui décidément n'a rien d'affaire intéressée, se fâche : « J'ai dans mes amis un certain nombre d'emmerdeurs parmi lesquels, mon cher Deltiel, j'ai aujourd'hui ■■■■ compter : votre Jeanne d'Arc ■■■■ belle salope... »

Pendant qu'on se chamaillait dans les coulisses, sur scène, on ferrailait, on sacra, on galopait. Le Valois — un vieux d'essuyer — campagne, — avec son *bourgeois* — papotait, dans un *terti* de chantage, vilain fusain. Huguennot — est étonné fait roi. A vingt-cinq ans, Gilles reçoit un bâton de maréchal. — monte au ciel, Jean de Croon, le Carabosse, conte vers les ténébres en laissant à son ancien comparse l'entier du butin rassemblé. Enorme. Mais l'autre héritage — celui de l'enfance soufflée, de l'amour mis en pièces, réduit au seul goût — combat, de la violence et de la conquête — pèsera d'un poids plus lourd que tout cet or qui tombe entre les mains — dévot — qu'on veut déjà disposer — en faire, le premier usage. Le jeune maréchal abandonne la courtoisie d'Etat et prend sa retraite dans son château — les Tiffauges. A lui, reste une petite somme d'années pour porter jusqu'à la fusion d'acier ce qu'il a senti s'effriter en lui — l'homme et d'incompréhensible.

Terrorisme, sa femme et sa fille se sont réfugiés derrière les murs de la Bourgogne. Et toutes les conditions de Gilles préfère Machaout et sa forteresse des bûches de Crème : les deux rideaux rouges de son théâtre d'ombres. Sans doute moins lettré qu'on a pu le dire, plus snob que protecteur des arts, plus crédule et emporté que fin manœuvrier, il est attiré comme une comète par tout ce qui brille, qui écrit, qui chante, qui prie. Il installe une cour où les prêtres croisent des militaires dans des habits d'opéra, où des acteurs se copient contre des peintres, où des écrivains se font des copies avec des stylistes. Mais surtout, où l'on entend, à travers les bureaux de leurs velléités dorées, la voix des rossignols de ses manœuvres, ses chers anges; les intouchables quand viendrait l'heure des grandes fringales. Elle arrive.

L'alcémie n'avait pas encore mauvaise réputation en ce milieu de quinzième siècle, et beaucoup s'y adonnaient sans toujours penser à mal. Il s'agissait de chercher à transformer le plomb en or, à trouver la potion de la jeunesse éternelle ou celle de la sagesse pour tous. Choses innocentes. Pas pour Rais. Mis en mouvement par la cabalistique soufflée de l'exotique Francesco Petrarca, l'esprit de l'alcémie allait alimenter le malin de la recherche à trouver dans les signaux vers le Malin de quoi s'exprimer et monter de plusieurs crans l'absolu dévergement de l'âme. Lui, l'alcéme n'avait fréquenté le diable qu'en se regardant dans la glace, voulant se maintenir à l'équilibre, à l'indifférence, à l'absence de tout exprès dépêche de Rome, afin tout simplement d'être utile à son aide. En attendant la confrontation, Gilles continuait de se débattre avec application.

Le voilà reçu chanoine de Saint-Hilaire à Poitiers, puis, bombardé à Macheconil, sur ses fonds propres et son souhait personnel, membre de la Fondation des Saints-Innocents.

De notre envoyé spécial
Jean-Pierre Quélén
Lire la suite page 13



La riprese di Barbe-Bleue, d'après Gustave Dord

هكذا من الأجل

La Pyramide en vacances

« *I destroyed the picture.* » Terri Palazzolo **se** une nouvelle fois contempler l'objet **de** ses critiques. Enseignante de musique **à** la Michigan, elle emmène chaque année **des** **élèves** **en** Europe. La France en Europe, Paris en France **à** la Louvre, « *the high point* », **à** Paris. Une succession **de** passages obligés l'attire **vers** un aimant vers la Pyramide, porte d'entrée **de** **la** **ville**, **modi-**

Le temps n'est plus à réactions explosives. Un seul pigeon peut poser sur la Pyramide », avait-on entendu quand il s'agissait, au bout d'une course, de donner le signal de départ, par un coup de sabot sur le verre. On critique, on avertit, on se légitime d'un ton sérieux, on s'entraîne à la haute montagne. Trop de paroles l'avaient agrandie démesurément. Fut un temps, où l'on « voyait qu'elle. Certains comptèrent : « C'est bon d'en dénombrer 666, le chiffre de la fin ». L'Apocalypse de saint Jean, signifiant « l'inspiration maçonnique voire satanique » des lieux, « concepteurs mirent en œuvre la transparence, tant « si bien qu'elle disparut du regard. » La Pyramide est d'humeur changeante, l'humeur de Paris. Opaque, elle devient forme, son objet : transparence, elle laisse voir le palais (…). Ce n'est — vraiment de l'architecture. Cela relève plutôt de l'art « de l'illusion » (1). Ce ne fut plus qu'un « puits de

lumière» dans la raison d'être
du film : la lumière intacte le couleur
des bâtiments de la cour Napo-
léon, grâce à un verre spéciale-
ment conçu pour l'occasion.

Voilà que nous allons « *agression majeure* », ou « *circos* », selon le mot d'André Fermigier, l'ami maintenant miroir l'architecte antique ! On va à la minceur des vertèbres, les vertèbres qui dépassaient les vertèbres, de l'épaisseur. Le revirement fut spectaculaire. Avec sentiment un peu brisé d'un nouveau respect, il préféra garder le silence. Ce ne fut plus que « la partie émergée de l'iceberg ». Luxueuse certes, mais simple porte d'entrée. Juste avant de disparaître des gazettes, elle fut... dans un dernier souff...

EN 1988, une étude de l'INSEE révèle que ceux qui avaient toujours leur **pass** à dire ne se bousculaient pas pour pénétrer dans le **club** (38 % de Français pour 62 % d'étrangers, 81 % d'étrangers au mois d'août). Ces étrangers, riverains intermittents du quartier, ne pouvaient-ils pas aussi, chercher les **clés** de cette **porte** d'entrée qu'ils **avaient** **prévue** les **amis** à emprunter ?

La question parut saugrenue ■



plus d'un. Au Louvre, on déclare que le sujet qu'elle n'est plus d'actualité : « La Pyramide est complètement intégrée au musée. Les gens viennent maintenant pour voir le musée, et non la Pyramide », dit-on. Mardi, jour de la fermeture du musée, ils étaient pourtant nombreux à se tremper les pieds dans les bas-

sins qui bordent les trois faces. On y retrouva des touristes étrangers, bien sûr. L'un d'entre eux nous demanda confirmation qu'il y avait bien un **■** au-dessous : « With Mona Lisa, isn't it ? » On apprit **■** une autre que le mardi était son jour de **■** ture. La Pyramide redevenait opaque...

Les quelques touristes interrogés, dont on ne peut pas affirmer la représentativité, ne pas le dernier surpris par la question. « Qu'étranger je me permets de vous poser ces réflexions ; j'ai déjà vu un lecteur. (2). Respectueux, ils nous demandent ce qu'en pensent les Français. Beaucoup semblent loin d'avoir envisagé de donner une réponse. Celle-ci tarde donc à venir.

Certains ne se posent pas de questions, comme Paul Mozzari, un Français de vingt-trois ans, étudiant en informatique, qui n'en avait jamais entendu parler avant cette première. Pour lui, l'objet est tout simplement « fantastique ». « Very nice », dit-il d'autres avec la neutralité de ceux qui n'ont jamais pensé avoir le droit de répondre.

BEAUCOUP évoquent à propos de la juxtaposition d'un art et d'un autre, d'un ensemble architectural classique, certains ne font que... mais qui semble les laisser indifférents. Les Américains seraient-ils plus sensibles à la protection d'un patrimoine qui n'existe pas chez eux ? « Peuple de France » (...) se peut-il qu'il faille importer de New-York, pour faire le travail, un crayonneur de gratte-ciel ? (...) La Pyramide de M. Perrotti... serait-elle à faire à sa place si la construisait à Houston, à

Omaha ■■■ Minneapolis (...) ■■
écrivain ■■ lectrice de Saint-
Paul, Minnesota. ■■ l'ami ■■
■■■ Etats-Unis ■■ sou-
pire Terri Palazzo. ■■ La Pyra-
mide aurait ■■ d'ab- ■■
poursuivait ■■ Les jeunes dol-
lent aimer. Moi je préfère ■■
■■■ à auteur ■■ Déplacer ■■
Pyramide ■■ le thème fut dédié ■■
sur tous les tons. L'imagination ■■
■■■ touristes est fertile ■■ l'ou-
vient bien la déceler. Dans la
cœur Napoléon, ils s'éventraient
à lui trouver na autre emplace-
ment. Arrivèrent en tête de liste
la Défense et le Centre Pompi-
dou, baptisés en son temps du
nom de *caffarineria*. Comme s'il
fallait regrouper et surtout isoler
les plus récents ■■ nos glorieux
■■■ faits du prince ■■ Est-ce
qu'il battait dans la commer-
cialisation d'hélicoptères ? Tou-
jours est-il qu'un touriste anglais
proposa une solution : trans-
porter cette pyramide d'où ■■
■■■ de temps l'autre. On
retrouvait l'idée sous le phéno-
■■■ d'■■■ complotistes : « La
Pyramide ■■ légè-
ment temporaire, comme si l'on
pouvait la remorquer en cas de
besoin » (3).

J. B. de Montralon

- (1) *Jeoh Ming Pei* (entretien avec *Monde*, 31 mars 1989).
- (2) *Le Monde* daté 21-22 avril 1985. Jan Christiaens (architecte, Océano, Belgique).
- (3) *David Gentleman's Paris*, John Curran, Hodder and Stoughton.

TABLE

Célébration du vin jaune

C'EST aucun doute le vin le moins — sinon le plus rare en France. La Franche-Comté nous propose cinq — du vins : rouges, roses, blancs, de paille et enfin — vin jaune jurassien bien particulier. En quoi ? — cépage d'abord, le « savagnin », dont le Larousse — vins — dit qu'il pousse — sève dans — bleues, grises ou noires — lias, qu'il — maturité très tardive (quelquefois la récolte — fait après — premières neiges, d'où — appellation d'autrefois : « vin gelé »). — épaisse.

C'est ce cépage que l'on appelle aussi, là-bas, le « **naturé** », qui donne le célèbre châteauneuf-chalon, premier des vins jaunes. Il leur faut de longs mois de fermentation puis en les laisse vieillir au moins six ans dans des fûts de bois épais. A la surface du liquide se développent alors des levures spécifiques, qui agissent au ralenti, dans l'obscurité, et donnent un vin jaune tout autre talent.

La cuisine de Franche-Comté est « bien » personnelle ». On songe au mot du général Moncey : « Quand je suis ici, j'intends échapper aux fricots parisiens » que l'on ne trouve la brioche traditionnelle et parfaite chez nous ! »

Parmi ces mots originaux, citons les gaudes (sortes de galettes de maïs), le fameux jésu de Morneau, les matefains, etc. Pour terminer par le maquevin (ou macvin), liqueur faite de moût de raisin, sucre, vieux marc, des pommes macérées et aromatisée de girofle, vanille, etc. Enfin l'on trouve, là-bas, écrevisses et morilles qui semblent faites pour le vin jaune.

Les festivals sont l'occasion d'aller découvrir sur place ces lieux d'exception.

Arbois (on de vin plus capital gourmande du Jura. Il y a entendu Jean (9, rue de l'Hôtel-de-Ville, 34-66-05-67) et Jean-Paul Jeuner a succédé à son papa André, lequel avait sélectionné un choix remarquable de vins du pays (on imagine cuire le eau en marmite, sur un trépié de sarments de vigne, la vapeur de vin rouge d'Arbois, merveille !). Mais notez aussi Caveau d'Arbois (3, rue Besan-



con, tel : 84-66-10-70), et la simple cuisine de femme de la patronne. Ici le turbot est « au vin ».

En ~~la~~ ~~la~~ sud,
visitez le ~~la~~ aux
archéologiques de Champagne.
~~la~~ (au Vaudou, tél. :
84-51-60-60). ~~la~~ déguster la
volaille de ~~la~~ aux ~~la~~ et
vin jaune. Plus ~~la~~ voici
les ~~la~~ et, à quelques
tres, La Cure où, en sympathie
on berne campagne. Bernard
Arbez (Chez Arbez, tél. :
84-60-02-20) glorifie le terroir
et, ~~la~~ le civet d'agneau à la
polenta et la terrine de poissons
aux morilles. ~~la~~ propose son
autumnier de ~~la~~ au vin
jaune.

Erfait dans Saint-Claude, siège de la Confrérie des maîtres-pépriers (visitez leur musée !) et, à 3 kilomètres de là, Villars-Sauvageur et un grand rassemblement hôtelier » ■ MONTRE DE ■ bot qui ■ vu via jaune (moins peut-être qu'à Arbois). Il y a plus qu'à « remonter » Lons-le-Sauveur goûter ■ le Sauvageur

gnin ■ Pierre Carpentier (L'Auberge de Chavannes, à Courlaux, tél. : 84-47-05-52) et Dole (visitez la maison natale de Pasteur) ■ tester la cuisine beaucoup moins régionaliste mais bonne des Templiers (35, Grande-Rue, tél. : 84-82-78-78).

De retour à Paris, vous aurez sans doute envie de retrouver l'esprit savoureux de ce vin jaune et de cette cuisine. Alors notez :

Rive gauche : Chez Maître-Paul (12, rue Monsieur-le-Prince, tél. : 43-54-74-59 où « papa » Gauguin partit à l'hôtel en second au piano » et la maison restaurée garde toujours sa cuisine « typique » et savoureuse (filet de sole au châteauneuf).

Rive droite : Le **SAUVAGE D'ARTISAN** (33, **BOULEVARD** de Friedland, tél. : 45-61-02-74) où **ARTISAN** **MORILLON** célèbre son Jura natal en de nombreux plats dont une poularde de Bresse aux morilles et vin jaune après un Jéso de Morteau crème de lentilles. Découvrez également ici un **SAUVAGE** **DE** Jura rouge, le château d'Arlay.

La Revue

La moutarde corrige la digestion. La première recette de la moutarde, nous la l'Almanach des gourmards, celle qui relève rôtis et grillades, date du quatrième siècle : on se doit d'F...ius, fils d'Exuperantius, préfet des Elle atteste caractère antique de cette mure, toujours à base de sinap ou sénévé - Brassica nigra (aujourd'hui juncea) - Sinapis alba, qui désigne la moutarde

[illegible]

« moulardier du pape », la mule, furieuse d'avoir été contrainte de grimper au faîte d'un clocher du palais, se rappelait à son bon souvenir le volatilisant d'un coup de bâton. Tous deux, enfin, qui avaient l'enracinement de la tradition sur la terre gauloise.

De nos jours, les graines
moutarde sont importées
Canada, de l'Inde, du Pakistan
Hongrie et de Roumanie.
Aux techniques anciennes
broyage au ~~mortier~~ de l'eau et
l'huile avec du vinaigre, l'on
substitué l'emploi ~~de~~ verjus
- procédé mis ~~en~~ point ~~je~~
Narbonne au dix-huitième siècle.
Dijon - et bientôt le vin blanc
de ~~la~~ champagne.
On emploie aussi, plus rarement

- c'est l'épandage de la production bordelaise - les moûts raisin, voire ■ la lie ■ vive - c'est la moutarde violette. A trempage, succèdent mixelage tamisage, qui donnent à la pâte sa finesse et son homogénéité. Meaux, on se contente d'un concassage plus grossier de graines aux couleurs différentes, allié aux effets du vinaigre. La moutarde de Dijon est une pâte fine, de couleur vive, claire d'un beau jaune d'or.

Le chef de mouvement aronal
se dit pléthorique, voire mé-
roclite. Grimod de La Reyni-
ère déjà les incommensables vari-
étés de M. Bordin. Autre capi-
toulardière inattendue, Saint-
Brieux, où l'un ~~des~~ des 1800
une «moutarde bellique et
santé» (1). Il y a une vingtaine
d'années, Paul Corpelet fut l'in-
térieur, le couvreur, le
toute les autres bonnes et
fournissent aujourd'hui
de cet éventaire disparait
Moutardes au champagne «
cognac, chez Méné; douce au
olives noires, aux anchois,
tomate | Baumanière: a
piment | Jonaïque: a
Moutardes au vin de
Tour d'Argent. Mais aussi mou-
tardes aux câpres, à la raviola
au paprika, au citron vert, au
oignons | même à la vanille.

Mais bien qu'elle ait la réputation d'être indispendable sur les tables, la moutarde a des rivaux. La moutarde de créme, fruits mûrs en signifiant, n'est guère en deçà. Le célèbre avocat de l'Alpe, Michel Ravier, au *Confi*, en accompagnant son excellent *bolito misto*. Plus sérieuse est la concurrence de condiments issus de graines de moutarde blanche qui — à l'exception de la moutarde d'Alsace — n'appartient pas, en France, à l'appellation d'origine contrôlée. Son intérêt, qui enchante les personnes âgées. Ainsi voyons-nous s'établir de nouvelles coutumes culinaires sur la table française. Le pot de raifort fraternel avec le moutardier. *Chephaleria armoracia* est aussi une cœcile, comme le chou ou le radis noir. C'est la « moutarde » d'

l'Europe centrale et de l'Allemagne, la cuisine juive ashkénaze ne saurait s'en passer. On trouve le raifort chez Florence Finkelshtajn (22, rue des Rosiers, Paris 4^e. Tél. 42 72 78 91).

Mais, comme les poètes, les chefs aussi voyagent et savent accommoder l'antique moutarde aux exigences du goût moderne tout en respectant le canon de la table classique. Le rognon d'veau aux trois moutardes (du Meaux), à l'estragon, au poivre vert) est un classique de l'*Oustau de Baumanière* aux Baux-de-Provence. La sauce moutarde de tête de veau en salade du *Cigognon*, à Ruffres, est une nouveauté. La moutarde est aussi capable d'inspirer des créations authentiques, à l'Hôtel de la Marine, au Fort 50270, Barnerville-Carteret (tél. : 33-53-83-31), le plus bel établissement de la presqu'île de Cotentin, le jeune chef Laurence Cesse a inscrit sur sa carte d'été une remoulade de olier branché et queques de linguistiques à l'huile de noisette et graines de moutarde. On ne saurait trop mériter! toutefois un hommage plus discret à la crème Normande. A. Neully, à Le Truffe-noir (2, place Faramen-tier, Tél. : 46-24-1414), Jenny Jacquet apprête un suprême de turbot, cuit à la perfection, avec une sauce à la moutarde violette, (au moult de raisin, régime moult de graines de moutarde, vinaigre, sel, poivre) que lui procurent les établissements Marceau à Saint-Cloud-Voileux deux chefs dont les efforts retiennent l'attention. Quand bien même, selon Mathieu Varille et Marius Audin (2), « il faut beaucoup de moutarde dans l'existence pour en avoir sans dégoût les innombrables cuillères

Jean-Claude Ribaut

(1) *Les Epices*, Pierre Delavau, Albin Michel, 1987.

(2) *La Mustardographie. L'art du montardier*, Mathieu Varille et Marius Audin, *Aux deux collines*, Lyon 1995, charmante édition que l'on trouve à la Librairie gourmande, 43 rue Dante, 3 Paris-5. Des mêmes auteurs : *Le Nef du parfait vinaigrier*, 1991.

PARCOURS

Barbe-Bleue en appel

Suite de la page 11

Quand il s'acquitte du dernier du culte, le pape lui-même prie pour que jamais ne s'éteigne sa générosité. Chez lui, l'Église est à l'aise, munificente, rutilante. Mais pendant les magnificats, armés de propositions doucereuses de baillons, ses deux valets de sang, Henri et Poitou, battaient la chasse pour leur maître. Des enfants disparaissent.

Malgré la déchéance financière, qui sous les excois, s'accroît, et bientôt le dépôt de bilan qui menace, il est encore trop puissant pour qu'on songe à le défaire de front. C'est l'une de ses saillies qui va le perdre. Le jour de la Pentecôte 1440, ivre et ivre de rage, il vient frapper de ses épous les dalles de l'église de Saint-Etienne-de-Mer-Morte pour réclamer, dans une voix de tonnerre, qu'on lui restitue *illico presto* une propriété qu'il juge avoir été mal vendue. Il s'agit de l'office. L'homme qu'il menace de scalper, Jean Le Ferron, est, malencontreusement pour lui, déjà tonsuré (il venait d'entrer dans la cléricature). On l'embarque tout de même et on va le jeter sur la paille de Tiffauges, en annexant le village de Saint-Etienne au passage. Attaque contre un clerc dans un lieu sanctifié, prise d'une terre par la force : les immunités de l'Église viennent

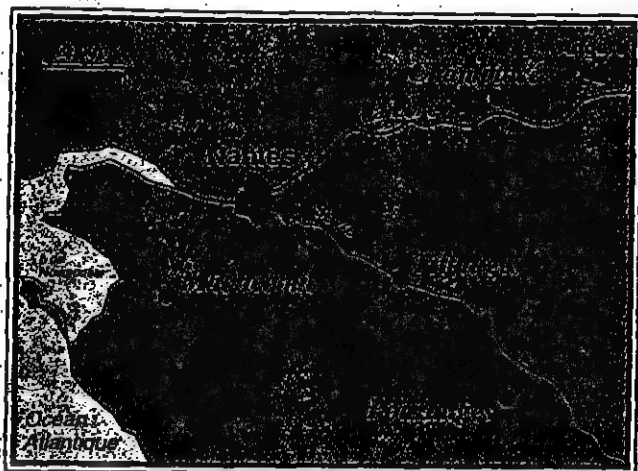
d'être trop sévèrement bafouées et le duc de Bretagne, son suzerain, trop ouvertement défié pour qu'on en restât là...

Il est arrêté à Machecoul sans opposer de résistance, pensant à un simple contrôle de police. Bon moment pour lancer les premières informations de l'enquête menée dans le Maine par l'évêque de Nantes, Jean de Malestroit. Le scandale éclate. Les dents du piège viennent de se refermer sur l'arrogant. Procédure complexe mais menée rapidement. Le vice-inquisiteur et le président de la cour

civile n'auront que peu de jours à attendre pour subir - à côté d'un Christ dont on leur a fait voir la face - les aveux calculés de Gilles de Rais, pures gouttes de mal à verser à la souffrance des hommes. Combien de victimes ? L'acte d'accusation en retiendra près de cinquante. Lui aurait dit davantage, moins. Il ne plus. Mais quelle importance ? Un enfant tourmenté, comme il l'avait tourmenté les autres, suffisait à le rendre dangereux et inquiétant pour toujours.

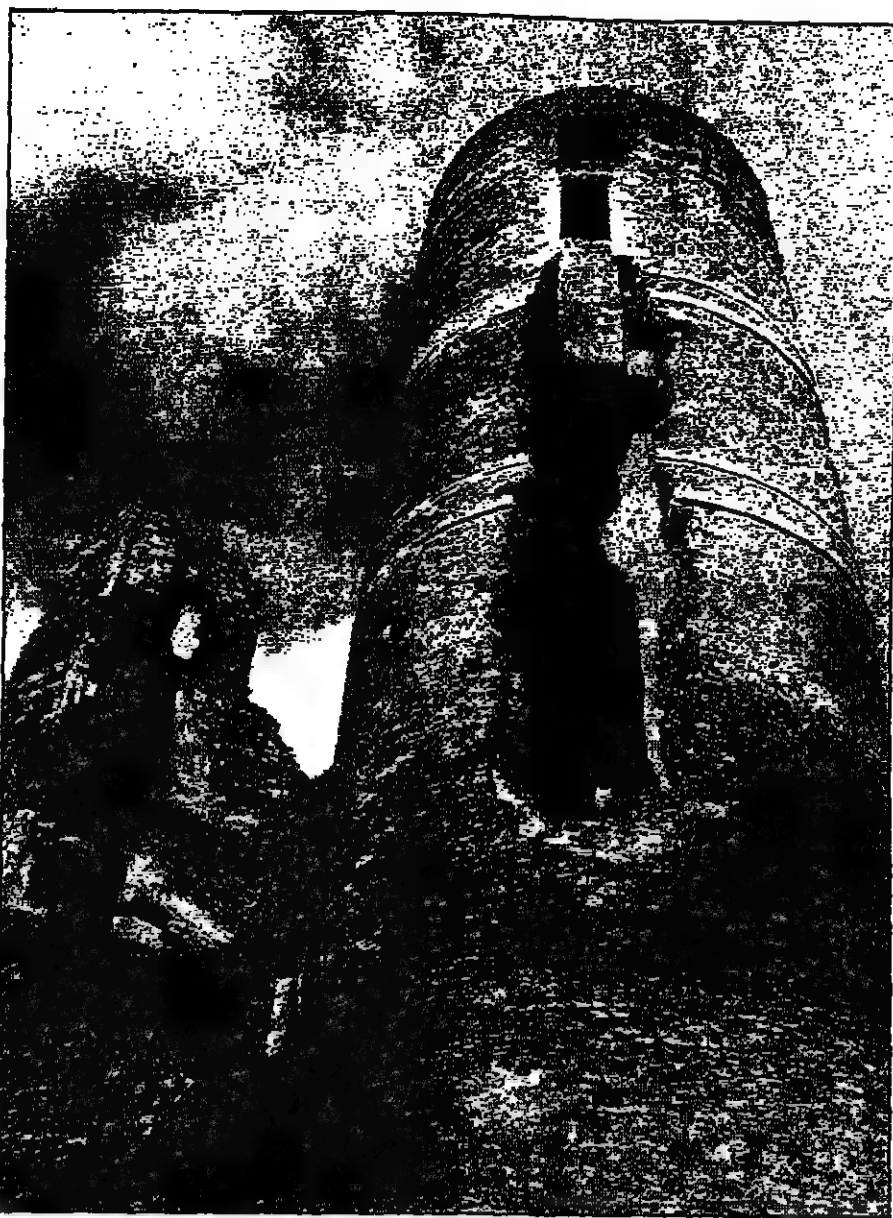
De notre envoyé spécial Jean-Pierre Quélin

Deux livres : le grand anecdotier (façon requête), *Gilles de Rais* par l'abbé Eugène Bossard, éditions Jérôme Millon, 135 F. ; le tour dernier (du de la défense), *Gilles de Rais ou le goule du loup*, par Gilbert Protais, éditions du Rocher, 129 F.



IN SUR LES TRACES DE GILLES DE RAIS, ED. L'ÉTRANGE

Le château de Champtocé, lieu de naissance de Gilles de Rais



ESCALES

Irlande : à l'Ouest du nouveau

Quatre golf de la côte ouest de l'Irlande, regroupés au sein d'une association baptisée West Coast 4, sont à l'affiche d'une brochure *« Golf autour du monde »* des Voyages Galia (12, rue Aubert, 75009 Paris, tél. : 42-66-48-71), spécialiste des circuits voués à la petite balle blanche. Quatre parcours accueillants situés à Ballyconneely (le plus épuré), près de Clifden, capitale du Connemara, dans le comté de Galway, à Ennisrone (le plus bosselé) et à Rosies Point (le plus difficile), dans le comté de Sligo et près de Clifden (le plus vert) dans le comté de Mayo. Les trois premiers sont de purs liens posés sur la dune, au bord de l'Atlantique ; le dernier un parcours boccalier, dont deux trous, dominés par la montagne sacrée de l'Irlande, la Croagh Patrick, sont de toute beauté. De quoi combler débutants et joueurs confirmés, qui apprécieront la qualité de ces parcours moins connus mais plus accessibles que les stars (Waterford, Tralee, Ballyvaughan et Lahinch) de cette côte baïe des golfeurs.

Galia propose des séjours d'une semaine, de 7 215 à 9 565 F par personne selon l'hôtel choisi, en chambre double et petit déjeuner avec l'avion, une voiture en kilométrage illimité et sept *green fees*. On peut également combiner ces séjours et jouer sur les quatre parcours présents, les deux plus éloignés l'un de l'autre, le Connemara Golf Club et Rosies Point, étant distants de 190 km environ. Pour en savoir plus sur la pratique du golf en Irlande, s'adresser à l'Office national du tourisme irlandais, 33, rue de Miromesnil, 75008 Paris, tél. : 47-42-03-36. Signalez aussi le guide *Irlande* (432 p., 150 F) paru récemment aux éditions Arthaud.

P. Fr.

L'Europe des cisterciens

Le pays de Clairvaux rend hommage à saint Bernard et fait connaître sa vie et son œuvre à travers un spectacle mis en scène par Michael Lonsdale, et conçu par les moines de Cîteaux. C'est avant tout *« le rayonnement*

européen d'un moine clairvoyant » qui s'incite l'Association Bernard-de-Clairvaux à présenter, pour la troisième fois cette année, après la célébration en 1990 du 900^e anniversaire, cette évocation par la musique et par la terre, dans le décor de l'abbaye reconstruite à quelques lieues de son site, dans la commune de Ville-sous-la-Ferté (Aube).

En douze tableaux, plusieurs centaines de bénévoles et une centaine de professionnels évoluent selon la chorégraphie d'Ivan Meist Barboff, sur une musique née de la rencontre des compositeurs Daniel Fardès et Gilles Tiney, avec les moines de Cîteaux. Venu sur l'ordre de saint Benoît, au tout début du douzième siècle, construire à Clairvaux la première des soixante abbayes qui seront fondées de son vivant et sous son impulsion, saint Bernard prône le dénuement et la pureté architecturale qui favorisent le recueillement et la prière. Le modèle cistercien qui connaît son apogée à la fin du siècle et comptera alors plus de trois cents abbayes à travers l'Europe, de l'Armorique à la Hongrie et de l'Irlande au Portugal, est aussi, pour les historiens, un modèle économique (four à chaux, forges, pressoirs, celliers, moulins) et un modèle politique (large autonomie à l'intérieur de la fédération).

De ce conseiller des princes et des papes, créateur de l'Ordre des Templiers, qui prêchera à Vézelay la deuxième croisade, les auteurs de l'évocation ont voulu restituer « la vision européenne qui dépasse largement la seule dimension nationale », « l'élan qu'il a su insuffler pour tenter d'unifier la chrétienté » et « l'esprit de tolérance » notamment à l'égard des juifs, que Bernard de Clairvaux a tenté de développer autour de lui. L'actualité du message après neuf siècles d'histoire.

Le spectacle est donné les vendredis et samedis soirs, à la tombée de la nuit, jusqu'à la fin du mois d'août. Par l'autoroute Troyes-Chamont (A 5), emprunter la sortie « Ville-sous-la-Ferté ». Renseignements, réservations : Association Bernard-de-Clairvaux, Mairie de Ville-sous-la-Ferté, 10310 Clairvaux. Tél. : (16) 25-27-88-19. Télécopie : 25-27-83-22.

Le train des maharajas

Le *palace on wheels*, le « palais sur roues », plus prosaïquement, le train des maharajas, fut construit à l'origine pour les princes et les vice-rois de l'Inde, d'où son luxe. On y prend le thé, on y dîne parfois dans l'un des deux restaurants (cuisine indienne et cuisine continentale), et en tout état de cause on y passe toutes les heures d'un voyage très agréable et très confortable. Le train roule et le bruit monotone des roues. On se réveille ailleurs, et ce dépaysement-là est le plus authentique.

Le Rajasthan, ocre, rouge, vert, bleu, est le plus riche en hautes et basses terres. Les hautes ont pour nom Jaipur, Udaipur, Jaisalmer, Jodhpur et Agra, les principales que l'on visite. Seuls les trains multicolores, joliment somptueux, quelquefois abandonnés, plus souvent habillés ou transformés en trains de grand luxe où l'on a un repas. Le Taj Mahal, monument de blancheur et de fidélité conjugale, les domine tous.

Départ tous les mercredis, d'août 1992 à avril 1993, sept jours, 7 700 F par personne en répartition double en août et avril, 8 750 F d'octobre à mars. Demi-tarif pour les enfants de cinq à douze ans. Si le compartiment est occupé par trois personnes : 6 560 F par personne. Ces prix s'entendent de Delhi à Delhi (circuit à bord du palais on wheels, en pension complète, visites guidées et spectacles prévus au programme). Il convient d'y ajouter éventuellement les vols Paris-Delhi-Paris (à partir de 5 600 F aller-retour). Une proposition du Monde de l'Inde de l'Inde (15, rue des Ecoles, 75001 Paris, tél. : 46-34-03-20). On profitera de ce voyage pour relire *Un Barbare en Asie*, d'Henri Michaux.

Sélection établie par Patrick Francis et Danielle Tramard.

Le Monde PUBLICITÉ TOURISME GASTRONOMIE Renseignements : 46-62-73-75

TÉLEX

Musique baroque à Sablé-Soleannes, du 27 au 30 août. À cette occasion, forait *« Baroque »* (cinq nuits en demi-pension, deux concerts, de 1 830 francs à 2 464 francs par personne en chambre double). L'abbé, deux concerts (trois concerts, à 14 h 30, 17 heures et 21 heures et une messe à la ferme, au château ou au château) une journée touristique (visites, déjeuner, un ou deux concerts, de 150 francs à 315 francs) sur le thème des instruments de musique baroque, des parcs et jardins ou de l'édition. Renseignements : Gilles de Rais, 43-93-00-60.

L'Ecosse en voiture individuelle, on aime bien dans les Scotland's Heritage Hotels, des manoirs ou châteaux de caractère. Il y a 4 ou 5 étoiles, exploitées par leur propriétaire, utilisent leur propre production (légumes, poisson, gibier) en cuisine. Parfois on a même un petit déjeuner à la maison. Le Zeebrugge-Hull à bord d'un bateau de croisière des North Sea Lines (transport de la voiture, dîner et petit déjeuner inclus) à partir de 4 230 F. Renseignements : Transports de voyages (1, rue Aubert, 75009 Paris, tél. : 42-66-90-90) et agences de voyages.

Évacuation de France. Au lendemain de la dernière guerre, la France comptait environ près de 1 million de réfugiés de la guerre civile. Ils ont été évacués dans les départements voisins de la France. Par la force des armées ou par manque d'entretien, ce réseau est tombé à 800 000 kilomètres. La Fédération française de randonnée pédestre (9, avenue George-V, 75008 Paris, tél. : 47-23-62-32. Fax : 47-20-00-74), qui entretient 120 km de balisés, a décidé de sonner l'alarme pour défendre ce patrimoine rongé par l'urbanisation et étouffé par les routes de la désertification rurale. Une campagne nationale de sensibilisation « Parcourez la France » a été lancée. Elle recueille 500 000 signatures, dont 100 000 de quatre-vingts parlementaires de tous bords. Elle prendra fin le 11 septembre. Renseignements au 45-45-31-02.

Sauvegarde de Varengeville

Plusieurs lecteurs sont émus des risques que la mer fait courir au site de Varengeville (« Le Monde Sans Visa » du 1^{er} août). Quelles mesures ont été prises pour protéger l'église et le cimetière ? Celles-ci :

Depuis de nombreuses années le site de Varengeville est particulièrement surveillé. La mer érode la partie la plus basse du cimetière. Mais la nature du terrain menace aussi directement la stabilité du lieu. En effet, les spécialistes, les architectes du patrimoine ne sont pas homogènes, et du fait de leur inclination ont tendance à glisser les uns sur les autres. Au point que d'importantes fissures ont été décelées dans les maçonneries du chevet de

l'église, elles-mêmes constituées de matériaux hétérogènes, du grès et du silex.

Pour stopper ce glissement géologique, on a procédé en 1991 à un « clouage » des murs latéraux. L'opération a consisté à enfoncer des pieux de béton jusqu'à 12 mètres de profondeur dans le sol. Depuis, des « inclinomètres », enfouis dans le sol, permettent de mesurer d'éventuels glissements. Ces travaux ont été réalisés par la direction régionale des affaires culturelles, en liaison avec les services de l'équipement, avec la participation financière de la commune de Varengeville et du département de la Seine-Maritime.

R. G.

VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

Côte d'Azur

NICE
HÔTEL VICTORIA***
33, boulevard Victor-Hugo
06000 NICE - Tél. : 93-58-39-60.
Plaisirs, centre-ville, calme.
Grand parking, grand jardin.
Climatisation TV couleur, minibar.
Téléphone direct, minibar.

Provence

MAUSSANE-LES-ALPILLES
Au pied des Alpes de Provence
VAL-BAUSSENC***
Une grande maison provençale en pierre de pays vous ouvre ses portes : 21 chambres tout confort, restaurant, piscine, proximité promenades à cheval, tennis, 122, avenue de la Vallée-des-Baux, 13520 MAUSSANE-LES-ALPILLES. Tél. : 90-54-33-90. Fax : 90-54-33-36.

Paris

SORBONNE
HÔTEL DIANA**
73, rue Saint-Jacques.
Chambre avec bains, w.c.
Tél. direct, TV couleur. De 300 F à 450 F.
Fax : 46-34-24-30.
Tél. : 46-34-24-35.

Italie

VENISE
Hôtel LA FENICE
ET DES ARTISTES***
San Marco N. 1936
Tél. : (41) 52-32-333. Fax : 52-03-721.
et son restaurant
« L'ambiance » bohème »
Tél. : (41) 52-32-333. Fax : 52-03-721.

GUIDE DE L'ANGLAIS MODERNE ÉCRIT

Christiane Tricoit
COPFORMA et les Éditions François-Robert
18, rue Théodore-Deck, 75015 Paris
Tél. : 40-60-05-01 Fax : 45-57-29-41

Bridge

n° 1497

UNE BONNE CONVENTION

Parmi les nombreuses conventions dont on inonde les bridgeurs, les plus simples et les plus utiles ne sont pas toujours utilisées en France. L'exemple le plus frappant est celui du splinter qui est adopté par la plupart des joueurs. Cette application dans une main distribuée au Caven-Club de New-York.

♠ 754
♥ A 10 9 7 6
♦ 6
♣ A D 8

N
O
S

♠ 10 6 3
♥ D 5 3 2
♦ A D V 7
♣ 2

♠ A R D 9 2
♥ R 8
♦ 9 5 3
♣ R 7 4

Ann. : E. don. Pour. vain.

Sud
1 ♠ 4
4 SA
♣

Ouest
4 ♠
5 ♠
pass

Le saut au palier de quatre dans une nouvelle couleur était un splinter, qui promettait un singleton dans la couleur et un solide soutien d'atout.

Ouest a enfilé le valet de Trèfle pour le 2^e d'Est, comment gagner ce PETIT CHAT ? A PIQUE contre toute défense ?

Réponse :
Il y a une solution toute simple qui consiste à couper deux Carreaux. Mais, si un des adversaires a un singleton à Trèfle (ce qui est le cas), la chute sera immédiate car l'adversaire, qui a une longue à Trèfle, prendra et rejouera Trèfle. C'est l'accident qui est arrivé : le déclarant a pris l'entame avec l'As de Trèfle et il a joué le 6 de Carreau sur lequel Est, un champion aux nerfs d'acier (dont je n'ai pas le nom), a fourni le 7 de Carreau dans la main. Tout sur pris, il a fait le 10 de Carreau. Ouest n'a pas eu longtemps à rejouer Trèfle pour la coupe.

Or, il n'avait pas une ligne de jeu plus sûre en jouant sur les Carreaux comme il a proposé le Canadien Kokish : le déclarant prend le 10 de Trèfle, il commence par donner deux coups d'atout. S'ils sont 2-2, il y a plus de problème en coupant deux Carreaux et, si un adversaire a fourni plus, Sud joue une troisième fois Pique, puis il tire le Roi de Cœur en coupant deux Carreaux et ses deux derniers atouts.

DÉFENSE NORVÉGIENNE

C'est d'un championnat de Norvège a permis à Klemensrud de révéler une des plus belles défenses en 1990. Mettez-vous à sa place en Est après avoir vu la main à l'Est (votre partenaire) et le déclarant.

♠ R 8 7 4 2
♥ 7 5
♦ A 10
♣ R V 5 1

♠ A D 6
♥ R 9
♦ R 9 4 3
♣ D 10 9 8 6

♠ 10 9 3
♥ V 8 7 5 2
♦ 7 4

N
O
S

♠ V 5
♥ R D V 1 3 2
♦ D 6
♣ A 2

Ann. : E. don. Pour. vain.

Sud
1 ♠ 4
4 SA
♣

Ouest
4 ♠
5 ♠
pass

Le saut au palier de 7 de Trèfle pour le 3, le 10 de l'As de Sud qui a joué le Roi de Cœur, puis la Dame de Cœur prise par l'As sur lequel Est a défilé un Trèfle. Ouest a alors contre-attaqué le 5 de Carreau (4 de Carreau) prise par l'As du mort. Le déclarant ayant rejoué le 10 de Carreau, Est a mis le Roi. Sud la Dame et Ouest le 2. Comment Klemensrud en Est a-t-il fait chuter QUATRE JEUX ?

Note sur les enchères
Il n'est pas exclu d'ouvrir avec la main d'Est, mais dans ce cas il faut déclarer « 1 Trèfle » sans qu'on joue un système de Trèfle fort où cette main garantit une main d'au moins 17 points (Trèfle Bleu).

COURRIER DES LECTEURS

La Donne préparée de Kantar

Quelques lecteurs ont critiqué la donne préparée de Kantar : « La solution de Kantar est un grand-chose, écrit D. Shuster, car Ouest doit se débarrasser au premier tour de son 10 de Trèfle ». Disons, au contraire, que c'est la solution de Kantar qui est le problème posé par Kantar (« une de mieux » au contrat de 4 Piques) parti précisément du fait que Ouest avait le premier tour de son 10 de Trèfle avec 4. Cette carte est d'ailleurs normale car, si Sud avait eu AV9 (ce qui n'est pas exclu), Ouest aurait automatiquement livré une levée en fournissant le 10 de Trèfle, ce qui n'est pas exclu. Sud peut décider, au second tour, de tirer l'As de Trèfle en espérant que le Roi d'Est va tomber. Mais c'est la critique de Kantar, mais...

Philippe Bregnon



Anacroisés

n° 728

Les anacroisés sont des mots croisés dont les lettres de la grille sont les lettres de mots à trouver.

Les chiffres qui suivent les lettres de la grille indiquent le nombre de lettres de la grille.

Comme au Scrabble, on peut marquer des points en fonction de la position des lettres.

Le mot « ANACROÏSÉS » est la solution de ce jeu.

Le mot « ANACROÏSÉS » est la solution de ce jeu.

Le mot « ANACROÏSÉS » est la solution de ce jeu.

Le mot « ANACROÏSÉS » est la solution de ce jeu.

Le mot « ANACROÏSÉS » est la solution de ce jeu.

Le mot « ANACROÏSÉS » est la solution de ce jeu.

Le mot « ANACROÏSÉS » est la solution de ce jeu.

Le mot « ANACROÏSÉS » est la solution de ce jeu.

Le mot « ANACROÏSÉS » est la solution de ce jeu.

Le mot « ANACROÏSÉS » est la solution de ce jeu.

Le mot « ANACROÏSÉS » est la solution de ce jeu.

Le mot « ANACROÏSÉS » est la solution de ce jeu.

Le mot « ANACROÏSÉS » est la solution de ce jeu.

Le mot « ANACROÏSÉS » est la solution de ce jeu.

Le mot « ANACROÏSÉS » est la solution de ce jeu.

Le mot « ANACROÏSÉS » est la solution de ce jeu.

Le mot « ANACROÏSÉS » est la solution de ce jeu.

Le mot « ANACROÏSÉS » est la solution de ce jeu.

Le mot « ANACROÏSÉS » est la solution de ce jeu.

Le mot « ANACROÏSÉS » est la solution de ce jeu.

Le mot « ANACROÏSÉS » est la solution de ce jeu.

Le mot « ANACROÏSÉS » est la solution de ce jeu.

Le mot « ANACROÏSÉS » est la solution de ce jeu.

Le mot « ANACROÏSÉS » est la solution de ce jeu.

Le mot « ANACROÏSÉS » est la solution de ce jeu.

Le mot « ANACROÏSÉS » est la solution de ce jeu.

Le mot « ANACROÏSÉS » est la solution de ce jeu.

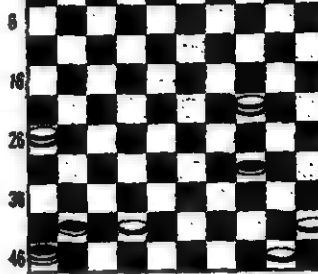
Dames

n° 437

Dans les quatre chroniques précédentes ont été indiquées et illustrées huit des principales règles internationales, codifiées par la Fédération mondiale de dames. Voici, pour les amateurs, souvent en désaccord entre eux sur ces bases du jeu, deux autres règles à appliquer à la lettre.

LE COIN DU DÉBUTANT
• Coup « de la souris »
• Exemple de schéma au XVIII^e siècle

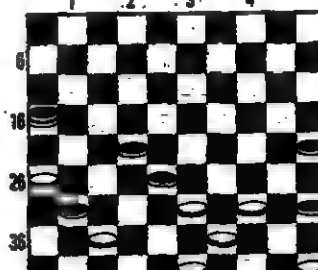
MANOUVRE (1770)



Les Blancs jouent et gagnent.

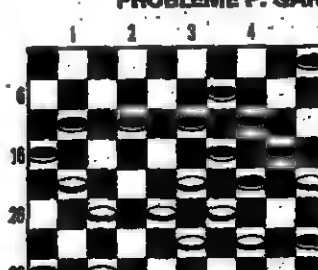
Exemple de cette manœuvre : 42-37 (41x32) 26-37 (32x41) 45-40 (34x45) 24-47 1. Les Blancs jouent et gagnent.

Exemple d'application : R. VANDECK (1935)



Les Blancs jouent et gagnent.

PROBLÈME P. GARLOPEAU (Rochefort) 1983



Les Blancs jouent et gagnent.

Les Blancs jouent et gagnent.

Les Blancs jouent et gagnent.

Les Blancs jouent et gagnent.

Les Blancs jouent et gagnent.

Les Blancs jouent et gagnent.

Les Blancs jouent et gagnent.

Les Blancs jouent et gagnent.

Les Blancs jouent et gagnent.

Les Blancs jouent et gagnent.

Les Blancs jouent et gagnent.

Les Blancs jouent et gagnent.

Les Blancs jouent et gagnent.

Les Blancs jouent et gagnent.

Les Blancs jouent et gagnent.

Les Blancs jouent et gagnent.

Les Blancs jouent et gagnent.

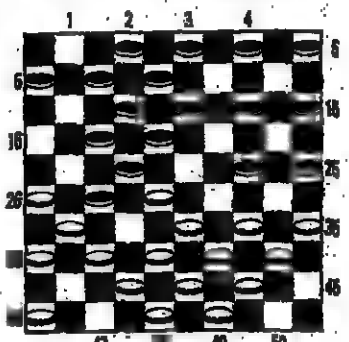
Les Blancs jouent et gagnent.

Les Blancs jouent et gagnent.

• Solution : 46-41 (31x42) 41-36 (16x49) 34-30 (25x43) 36-31 (28x39) 45-40 (35x44) 31-27 (22x31) 26x48 1. + spectaculaire sur un motif final « maison » de la pyramide.

L'UNIVERS MAGIQUE

Tournoi international de Paris, mai 1992 (Espace Jemmapes, qual de Jemmapes). Dans le diagramme ci-dessous, les Blancs viennent de jouer 41-37 face à TRAORE.



Les Blancs jouent et gagnent.

Les Blancs jouent et gagnent.

Les Blancs jouent et gagnent.

Les Blancs jouent et gagnent.

Les Blancs jouent et gagnent.

Les Blancs jouent et gagnent.

Les Blancs jouent et gagnent.

Les Blancs jouent et gagnent.

Les Blancs jouent et gagnent.

Les Blancs jouent et gagnent.

Les Blancs jouent et gagnent.

Les Blancs jouent et gagnent.

Les Blancs jouent et gagnent.

Les Blancs jouent et gagnent.

Les Blancs jouent et gagnent.

Les Blancs jouent et gagnent.

Les Blancs jouent et gagnent.

Les Blancs jouent et gagnent.

Les Blancs jouent et gagnent.

Les Blancs jouent et gagnent.

Les Blancs jouent et gagnent.

Les Blancs jouent et gagnent.

Les Blancs jouent et gagnent.

Les Blancs jouent et gagnent.

Les Blancs jouent et gagnent.

Les Blancs jouent et gagnent.

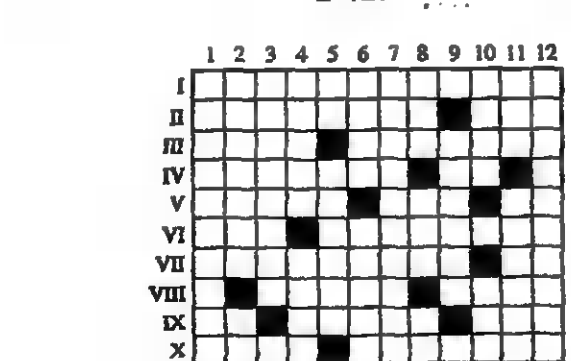
Les Blancs jouent et gagnent.

Les Blancs jouent et gagnent.

Les Blancs jouent et gagnent.

Mots croisés

n° 727



HORizontalement

I. Amoureu... II. Ils nous protègent... III. S'expose au froid. Auténu... IV. L'été pris l'eau. Dans la tradition... V. Supprimait. G... VI. Préte à servir bien qu'ayant perdu sa... VII. Possessif. Centre ou fle... IX. S'exclame... X. Sûrement petit. Il faudra des gros bras pour le tirer de là... XI. Réclamait la brosse à reluire.

VERTICALEMENT

1. Jeu espagnol mais non olympique... 2. L'ancien obligés des révolutions. En Algérie jadis... 3. Sels. Toujours positif... 4. Peintre vénitien. Un sujet pour le Quattrocento... 5. Pronom. On leur a... 6. Fleuve. Tiennent facilement le lit.

7. S'imposent... 8. Un voyage d'une certaine façon. Article. Européen... 9. L'été pris l'eau. Dans la tradition... 10. Sûrement petit. Il faudra des gros bras pour le tirer de là... 11. Réclamait la brosse à reluire.

12. S'expose au froid. Auténu... 13. S'exclame... 14. Peintre vénitien. Un sujet pour le Quattrocento... 15. Pronom. On leur a... 16. Fleuve. Tiennent facilement le lit.

17. S'imposent... 18. Un voyage d'une certaine façon. Article. Européen... 19. L'été pris l'eau. Dans la tradition... 20. Sûrement petit. Il faudra des gros bras pour le tirer de là... 21. Réclamait la brosse à reluire.

22. S'expose au froid. Auténu... 23. S'exclame... 24. Peintre vénitien. Un sujet pour le Quattrocento... 25. Pronom. On leur a... 26. Fleuve. Tiennent facilement le lit.

27. S'imposent... 28. Un voyage d'une certaine façon. Article. Européen... 29. L'été pris l'eau. Dans la tradition... 30. Sûrement petit. Il faudra des gros bras pour le tirer de là... 31. Réclamait la brosse à reluire.

32. S'expose au froid. Auténu... 33. S'exclame... 34. Peintre vénitien. Un sujet pour le Quattrocento... 35. Pronom. On leur a... 36. Fleuve. Tiennent facilement le lit.

37. S'imposent... 38. Un voyage d'une certaine façon. Article. Européen... 39. L'été pris l'eau. Dans la tradition... 40. Sûrement petit. Il faudra des gros bras pour le tirer de là... 41. Réclamait la brosse à reluire.

42. S'expose au froid. Auténu... 43. S'exclame... 44. Peintre vénitien. Un sujet pour le Quattrocento... 45. Pronom. On leur a... 46. Fleuve. Tiennent facilement le lit.

TOURNOI DES GRANDS MAÎTRES DE RENNE

Avril 1992.

Blancs : A. Miles (Angleterre).

Noirs : A. Chirer (Lettonie).

Défaite est-lettonne.

Talman.

1. C2. 2. C3. 3. C4. 4. C5. 5. C6. 6. C7. 7. C8. 8. C9. 9. C10. 10. C11. 11. C12. 12. C13. 13. C14. 14. C15. 15. C16. 16. C17. 17. C18. 18. C19. 19. C20. 20. C21. 21. C22. 22. C23. 23. C24. 24. C25. 25. C26. 26. C27. 27. C28. 28. C29. 29. C30. 30. C31. 31. C32. 32. C33. 33. C34. 34. C35. 35. C36. 36. C37. 37. C38. 38. C39. 39. C40. 40. C41. 41. C42. 42. C43. 43. C44. 44. C45. 45. C46. 46. C47. 47. C48. 48. C49. 49. C50. 50. C51. 51. C52. 52. C53. 53. C54. 54. C55. 55. C56. 56. C57. 57. C58. 58. C59. 59. C60. 60. C61. 61. C62. 62. C63. 63. C64. 64. C65. 65. C66. 66. C67. 67. C68. 68. C69. 69. C70. 70. C71. 71. C72. 72. C73. 73. C74. 74. C75. 75. C76. 76. C77. 77. C78. 78. C79. 79. C80. 80. C81. 81. C82. 82. C83. 83. C84. 84. C85. 85. C86. 86. C87. 87. C88. 88. C89. 89. C90. 90. C91. 91. C92. 92. C93. 93. C94. 94. C95. 95. C96. 96. C97. 97. C98. 98. C99. 99. C100. 100. C101. 101. C102. 102. C103. 103. C104. 104. C105. 105. C106. 106. C107. 107. C108. 108. C109. 109. C110. 110. C111. 111. C112. 112. C113. 113. C114. 114. C115. 115. C116. 116. C117. 117. C118. 118. C119. 119. C120. 120. C121. 121. C122. 122. C123. 123. C124. 124. C125. 125. C126. 126. C127. 127. C128. 128. C129. 129. C130. 130. C131. 131. C132. 132. C133. 133. C134. 134. C135. 135. C136. 136. C137. 137. C138. 138. C139. 139. C140. 140. C141. 141. C142. 142. C143. 143. C144. 144. C145. 145. C146. 146. C147. 147. C148. 148. C149. 149. C150. 150. C151. 151. C152. 152. C153. 153. C154. 154. C155. 155. C156. 156. C157. 157. C158. 158. C159. 159. C160. 160. C161. 161. C162. 162. C163. 163. C164. 164. C165. 165. C166. 166. C167. 167. C168. 168. C169. 169. C170. 170. C171. 171. C172. 172. C173. 173. C174. 174. C175. 175. C176. 176. C177. 177. C178. 178. C179. 179. C180. 180. C181. 181. C182. 182. C183. 183. C184. 184. C185. 185. C186. 186. C187. 187. C188. 188. C189. 189. C190. 190. C191. 191. C192. 192. C193. 193. C194. 194. C195. 195. C196. 196. C197. 197. C198. 198. C199. 199. C200. 200. C201. 201. C202. 202. C203. 203. C204. 204. C205. 205. C206. 206. C207. 207. C208. 208. C209. 209. C210. 210. C211. 211. C212. 212. C213. 213. C214. 214. C215. 215. C216. 216. C217. 217. C218. 218. C219. 219. C220. 220. C221. 221. C222. 222. C223. 223. C224. 224. C225. 225. C226. 226. C227. 227. C228. 228. C229. 229. C230. 230. C231. 231. C232. 232. C233. 233. C234. 234. C235. 235. C236. 236. C237. 237. C238. 238. C239. 239. C240. 240. C241. 241. C242. 242. C243. 243. C244. 244. C245. 245. C246. 246. C247. 247. C248. 248. C249. 249. C250. 250. C251. 251. C252. 252. C253. 253. C254. 254. C255. 255. C256. 256. C257. 257. C258. 258. C259. 259. C260. 260. C261. 261. C262. 262. C263. 263. C264. 264. C265. 265. C266. 266. C267. 267. C268. 268. C269. 269. C270. 270. C271. 271. C272. 272. C273. 273. C274. 274. C275. 275. C276. 276. C277. 277. C278. 278. C279. 279. C280. 280. C281. 281. C282. 282. C283. 283. C284. 284. C285. 285. C286. 286. C287. 287. C288. 288. C289. 289. C290. 290. C291. 291. C292. 292. C293. 293. C294. 294. C295. 295. C296. 296. C297. 297. C298. 298. C299. 299. C300. 300. C301. 301. C302. 302. C303. 303. C304. 304. C305. 305. C306. 306. C307. 307. C308. 308. C309. 309. C310. 310. C311. 311. C312. 312. C313. 313. C314. 314. C315. 315. C316. 316. C317. 317. C318. 318. C319. 319. C320. 320. C321. 321. C322. 322. C323. 323. C324. 324. C325. 325. C326. 326. C327. 327. C328. 328. C329. 329. C330. 330. C331. 331. C332. 332. C333. 333. C334. 334. C335. 335. C336. 336. C337. 337. C338. 338. C339. 339. C340. 340. C341. 341. C342. 342. C343. 343. C344. 344. C345. 345. C346. 346. C347. 347. C348. 348. C349. 349. C350. 350. C351. 351. C352. 352. C353. 353. C354. 354. C355. 355. C356. 356. C357. 357. C358. 358. C359. 359. C360. 360. C361. 361. C362. 362. C363. 363. C364. 364. C365. 365. C366. 366. C367. 367. C368. 368. C369. 369. C370. 370. C371. 371. C372. 372. C

La polémique sur les risques du sida

L'UAP revient sur sa décision de rompre ses contrats d'assurance avec les centres de transfusion

Volte-face

Les compagnies d'assurances sont loin de bénéficier dans l'opinion publique d'une image favorable. Profession oblige, on fait appel à elles quand les choses vont mal. Ce n'est pas la volte-face de l'UAP, en une journée, jeudi 13 août, dans l'affaire du sang contaminé qui va améliorer cette image.

Il aura fallu une intervention de la presse pour que les assurances soient mises en cause. Après avoir annoncé jeudi 13 août dans la matinée la réévaluation de ses contrats avec vingt-cinq centres régionaux de transfusion sanguine, l'assureur national revient sur sa décision, une dizaine d'heures plus tard.

Mais le mal est fait. Plus qu'une volte-face, il s'agit d'une faute politique. Après un procès douloureux où trois anciens ministres ont été pris pour cible, le gouvernement a-t-il vraiment l'intention d'entreprendre une telle démarche ?

D'autant que, même sur le plan juridique, l'argumentation de la compagnie semble contestable. Elle estimait que les contrats liant à des centres de transfusion étaient nuls car ils ne prenaient pas en compte les risques nouveaux que courent les utilisateurs de produits sanguins en 1985. Durant le procès du sang contaminé, le juge Michel Garreta a affirmé avoir émis des doutes sur la validité de ces contrats. Mais, à l'issue de la procédure, il a jugé que les contrats étaient valides. Or, en 1981, le groupe Azur avait déposé pour lui-même la garantie du sang contaminé. Les prévisions jugées « irrévisibles » par la cour d'appel du 9 juin 1992.

Dans cette affaire, compagnie d'assurances, pouvoirs publics et centres de transfusion se rejettent les responsabilités. L'Assemblée avait rejeté le projet initial, qui prévoyait de taxer les contrats d'assurance-dommages. Finalement, un prélevement exceptionnel de 1,2 milliard de francs auprès des compagnies (dont 120 millions pour l'UAP) a été décidé.

Cet épisode peu glorieux met à nouveau en lumière les problèmes que pose l'apparition de nouveaux risques thérapeutiques. Le ministre de la Santé doit prochainement prendre un décret d'un rapport sur la réévaluation de la responsabilité civile dans ce domaine.

DANIEL LEBER

Un groupe de financiers américains propose de racheter l'ensemble immobilier londonien Canary Wharf. Un consortium de financiers américains a présenté un plan de reprise du grand complexe immobilier londonien de Canary Wharf, placé en 1981 sous administration judiciaire après les difficultés de son propriétaire, le groupe canadien Olympia and York, premier promoteur immobilier mondial (le Monde du 4 juin), a-t-on appris jeudi 13 août à Londres de sources bancaires. Dans le même temps, le conglomérat anglo-américain Hanson, candidat potentiel au rachat de Canary Wharf, a annoncé qu'il se retirait des discussions. Les administrateurs et les onze banques créancières se sont rencontrés le 11 août pour discuter d'une offre de quelque 350 millions de livres (3,36 milliards de francs) présentée par MM. Sanford, président du groupe financier américain Primex Corporation, Lewis Ranieri, ancien vice-président de la banque d'affaires Salomon Brothers, et Larry Tisch, qui dirige la chaîne de télévision CBS. (AFP)

L'Union des assurances de Paris (UAP) a suspendu, jeudi 13 août, sa décision, annoncée quelques heures plus tôt, de rompre ses contrats avec vingt-cinq centres de transfusion sanguine (CTS), de dénoncer les contrats qui, avant 1990, lient à ces centres. Selon l'UAP, ces contrats seraient nuls, la compagnie n'ayant pas été informée à temps de l'aggravation du risque transfusional lié à la diffusion de l'épidémie de sida. Plusieurs directeurs de CTS avaient menacé de déposer le bilan de leurs établissements si, n'étant pas couverts, ils devaient prendre leur budget les sommes accordées au titre de dommages et intérêts par différentes juridictions en victimes de contamination post-transfusionnelle par le virus du sida.

La décision d'abord prise par l'UAP de dénoncer les contrats signés avec vingt-cinq CTS, l'émotion suscitée et le revirement de la compagnie d'assurances ont de nouveau ébranlé le bras de fer opposant, depuis 1989, l'UAP aux assureurs à l'égard des contaminations post-transfusionnelles par le virus du sida.

Jusqu'en 1er janvier 1990, les centres de transfusion n'étaient assurés que de manière partielle, selon un contrat type défini par un arrêté du 27 juin 1980. « Cet arrêté fixait les conditions minimales d'assurance des centres de transfusion sanguine, indiquait-il, et ne prévoyait pas de couverture des dommages liés à la contamination post-transfusionnelle par le virus du sida. »

« Mais, à l'issue de la procédure, il a jugé que les contrats étaient valides. Or, en 1981, le groupe Azur avait déposé pour lui-même la garantie du sang contaminé. Les prévisions jugées « irrévisibles » par la cour d'appel du 9 juin 1992.

ÉTRANGER

Les réactions à l'annonce de l'ALENA

L'accord de libre-échange nord-américain devrait stimuler l'économie californienne

L'annonce, dans la nuit de mardi 11 août, de la signature d'un accord de principe sur la création de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) a provoqué des réactions prudentes en Europe et en Asie. Les partenaires des États-Unis, du Canada et du Mexique veulent s'assurer que l'ALENA ne va pas transformer l'Amérique du Nord en un bloc commercial fermé.

La Commission européenne n'a pas pour l'instant réagi officiellement, mais selon certains responsables, les parties contractantes devront s'engager à respecter les règles du commerce international fixées par le GATT (accord général sur les tarifs douaniers et le commerce). Un

ministère officiel du MITI, le ministère japonais du commerce international et de l'industrie, a invité jeudi les instances du GATT à vérifier dans les meilleurs délais la conformité de l'ALENA. La Chine a mis en garde de son côté les pays signataires contre les tentatives protectionnistes. « L'intégration économique, comme la création d'une grande communauté économique incluant Hong Kong, Taiwan, Hongkong et le continent chinois, pourrait constituer un bon moyen de contrer l'ALENA », a déclaré pour sa part le ministre taiwanais de l'économie, M. Vincent Siew. Au Canada, la signature de l'accord a été accueillie avec satisfaction par les responsables gouvernementaux.

LOS ANGELES

correspondance

Nombre d'entreprises américaines, en particulier californiennes, ont réagi avec enthousiasme à l'annonce de l'ALENA (accord de libre-échange nord-américain) pour explorer les marchés mexicains. Les sociétés de technologie californiennes, notamment le secteur informatique de la Silicon Valley, vont profiter de l'ouverture de nouveaux marchés. Ainsi IBM, installé à San José près de San Francisco, guettait l'annonce de l'accord et la suppression progressive des barrières douanières en cinq ans pour s'installer à Guadalajara. Les sociétés d'assurance et les banques sont intéressées en premier lieu par un accord qui va faciliter leur établissement au Mexique et ouvrir totalement le pays à la fin du siècle.

Pour l'économie californienne, déprimée, gravement touchée par les compressions du budget de la défense, l'ALENA pourrait jouer aussi le rôle de stimulant. Le taux de chômage, qui vient de baisser légèrement, atteint encore 9,9 % de la population active. Les exportations vers le Mexique ont baissé de 2,5 à 3,5 milliards de dollars en trois ans (12,5 à 27,5 milliards de francs). Les succès des quinze premières semaines de Blockbuster (une société qui loue des cassettes vidéo), des chaînes de magasins Wal-Mart et de Price Company (une association entre la société de

San Diego et Commercial Mexicana) ont déjà démontré que le marché mexicain n'est pas négligeable, surtout si les barrières douanières tombent.

Côté mexicain, les géants de l'industrie, Vito SA et Cemex, Mexicana SA (CEMEX) sont largement favorables à un traité de libre-échange dont ils vont tirer profit rapidement en augmentant leurs exportations vers les États-Unis. Grâce à l'élan créé par l'ALENA, il est probable que le milliardaire mexicain M. Emilio Azcárraga - dont la famille est propriétaire de la chaîne de télévision Televisa - sera autorisé à prendre le contrôle d'Univision holding, principal groupe télévisé américain en langue espagnole.

La presse mexicaine a bien accueilli l'annonce de l'accord par le président Carlos Salinas de Gortari. Seul l'un des journaux d'opposition, la Jornada, s'est permis de publier des opinions nuancées. Pour le professeur Raul Hinojosa-Ojeda, auteur d'un rapport critique sur les conséquences sociales de l'ouverture du marché mexicain, l'ALENA est la cause de gains des deux côtés, mexicain et américain. Mais avant même de connaître le détail du traité, il est clair que le Mexique est considéré par les négociateurs comme un pays développé alors qu'il ne l'est pas encore. Il est probable que la libéralisation de certains marchés agricoles

concernant l'existence d'un nouveau risque de contamination post-transfusionnelle par le virus du sida ? L'arbitrage est confié à la justice. Un document daté du 16 juin 1985, signé par le docteur Michel Garreta, alors directeur général du Centre national de transfusion sanguine, document cité dans la requête déposée par M. Michel Bernard-Requin, lors du procès du sang contaminé.

Le docteur Garreta écrivait aux directeurs de centres régionaux qu'il était « indispensable de porter une attention toute particulière à la police d'assurance responsabilité civile, afin de l'adapter à l'évolution des risques liés à l'acte transfusional ». Le dépeçage n'est toujours pas achevé en juin 1985 chez les donneurs de sang, le docteur Garreta mettait en garde contre les conséquences, en termes de responsabilité, du risque d'augmentation des contaminations virales à la pratique de la transfusion.

Pas de conséquences pour l'indemnisation

Le 23 septembre 1991, le groupe Azur (assureur jusqu'au 31 décembre 1988 de la Fondation nationale de la transfusion sanguine) avait introduit devant le tribunal de grande instance de Paris, une procédure tendant à se faire déclarer nulle la police d'assurance. L'un des arguments d'Azur était, à l'époque, la déclaration de l'aggravation du risque. Après la décision de l'UAP, publiée par l'un des centres de transfusion concernés, l'intervention de M. Bernard Requin, ministre de la Santé, se déclarait « profondément irritée » et exigeait de l'UAP une expertise juridique et rappelait qu'elle se trouvait en violation de l'économie et des finances.

Le même jour, on confiait dans l'entourage du premier ministre que les victimes des contaminations post-transfusionnelles n'avaient, en toute hypothèse, rien à voir avec la décision d'abord prise par l'UAP. On ajoutait que la procédure d'indem-

son mise en place par la loi de décembre 1991 « n'est absolument pas affectée » et que « les paiements par les centres de transfusion des indemnités dues en vertu de décisions de justice sont, en tout état de cause, honorés ». Un dispositif législatif a fixé, depuis le début de cette année, un cadre d'indemnisation des victimes : celles-ci pouvant recevoir entre 500 000 et 2 millions de francs selon leur âge, leur situation professionnelle ou familiale.

Sont aujourd'hui en cause les rôles respectifs joués par l'UAP, transfuseur et les assureurs lorsque - dès 1981 - il est apparu que l'usage thérapeutique du sang et de ses dérivés pouvait être un facteur de contamination par le virus du sida. Pourquoi le contrat de 1980 n'a-t-il pas alors été révisé ? Pourquoi les transfuseurs n'ont-ils pas au plus tôt alerté leur autorité de tutelle et leurs compagnies d'assurance ? Pourquoi la vulgarisation scientifique était-elle si difficile, les assureurs ne se sont-ils pas immédiatement saisis du problème ?

JEAN-YVES NAU

(1) Depuis le 1er janvier 1992, les centres de transfusion sanguine sont assurés par le Groupement des assurances de la transfusion sanguine, qui réunit l'ensemble des assureurs du marché français et de leur réassurance, la police d'assurance post-transfusionnelle. Les conséquences pathologiques des actes transfusionnels, tels qu'il y a eu, pour une garantie globale plafonnée à 250 millions de francs.

TOURISME

Réapprendre la France

Tandis que les étrangers sont toujours plus nombreux l'été dans l'Hexagone, les Français redécouvrent les charmes de leur territoire

« Partir... » « Êtes-vous déjà parti ? » « Partir-tu bientôt ? » En ces temps de vacances, les Français n'ont que ce mot à la bouche. Mais pourquoi partir, et où ? Ceux qui voudraient que ces rituelles « frénétiques transhumances » restent dans les albums souvenirs autre chose que de simples ruptures dans le rythme du travail, des parenthèses d'oubli du chahut urbain, ou bien une « débauche » boulimique d'un produit appelé « voyages », feraient bien d'écouter le judicieux conseil que donnait Blaise Cendrars, bourlingueur devant l'Éternel : « Quand tu pars, il faut partir... »

Ronchons, critiques et injures, les Français n'ont pas leur territoire à sa juste valeur. Japonais, Allemands, Italiens, Américains, Turques, en revanche, accourent au pays des royaux, des campagnes qui pourraient peindre Corot, des villages perchés sur les promontoires, des campings étagés dans la fraîcheur d'un ruisseau, « d'insolites hôtels » sous-préfectures où le patronne en personne fait la cuisine, divinement, « ça partent » pour venir ici, c'est probablement parce qu'ils aiment déjà - ou convoitent - un pays et une tranche d'histoire qui, en dépit de tout ce qu'on en dit, gardent, aux chapitres si fragiles de la beauté, de la liberté, du goût, du bonheur, encore quelques mérites... aux yeux d'Européen.

Tous les ministres français chargés du tourisme aiment aussi leur pays passionnément. Pas par patriotisme exacerbé ou par chauvinisme, mais parce qu'ils sont les ministres les plus optimistes du gouvernement. Tandis que M. Martine Aubry s'empare devant les courbes du chômage, que son collègue de l'Agriculture doit, à chaque gel, chaque sécheresse, à chaque « crise » de la politique européenne inventer de nouvelles mesures à l'herbe ou au troupeau, le ministre du Tourisme, M. Jean-Pierre Béranger, ne se contente pas de défendre le mot « tourisme » sur tous les modes, que le Quai d'Orsay passe sans transition du somnolent aux horreurs bouillonnantes, M. Jean-Pierre Béranger triomphe : 61 milliards de francs de recettes nettes pour la balance des paiements l'an dernier, probablement 64 à 67 à la fin de cette année, un nombre de nuitées en progression régulière.

Défilé d'autocars à Paris

Défilé, le maire de Paris, où séjournent annuellement 10 millions de visiteurs étrangers, ne peut plus où faire stationner les 1 200 autocars qui défilent chaque jour sur la capitale, et se préoccupent de la multiplication de camping-cars qui transforment les lieux en zones d'habitat munit d'un point d'eau en bordure de campings sauvages... L'abondance répond à l'or et le soleil s'est mis à bruler pour enjoliver l'été. Les Japonais restent peu de temps à Paris, dans le Médoc ou au Mont-Saint-Michel, affirment les statistiques, mais ils devraient laisser cette année dans les caisses de Bercy quelque 4 milliards de francs...

Une vigne sportive au Népal, séjour au bord d'un lac écossais, la Pologne au dos, la traversée de l'Australie ou d'Angkor, les nuits étoilées des Antilles sur les grands paquebots à voiles dessinés pour les croisières, pourquoi pas ? Les voyages ne forment pas que la jeunesse française mais aussi les esprits et les

coeurs. Il faut partir, aurait sans doute convenu le poète, pour chercher à aimer le reste de la Terre et recommencer, ensuite, à apprécier ses péripéties. Mais on peut partir... en restant et rester... d'ailleurs. D'Ouessant à Bonifacio, la France ne manque ni d'espace ni d'atouts. Le dépaysement commence à l'entrée du Hurepoix, à quelques kilomètres de RER. Et, lorsque la route serpente au flanc des monts du Cantal par la vallée de la Jourdane, l'automobiliste part à l'aventure, ne change pas de temps.

Affaire d'argent ? Question de goût ? L'enquête sur les intentions de vacances des Français montre en tout cas que 70 % d'entre eux avaient l'intention de rendre un tour en France uniquement, 11 % à l'étranger, alors que 21 % optent pour une formule mixte... Sociologues, économistes, analystes se rappellent régulièrement : le retour au pays, les retrouvailles des familles et de l'histoire, le tourisme vert, la théâtralisation des campagnes, l'étang, l'angélisme plutôt que la ruse à la mer surchargée, l'intimité et non les tournois fastueux, le confort, le confort, le confort. C'est l'occasion, alors, pour des Français souvent fâchés avec leur géographie, de « réapprendre la France » en faisant un brin d'effort... curieux.

Les mots abstraits décryptés

Tous les chiffres, tous coefficients de corrélation, des devises étrangères, du répit et du repos, ne sont que le moyen de révéler la redécouverte d'une bonne vieille valeur : le lapon de l'été.

Que ne lit-on que n'entend-on à l'annonce d'un accord ? Il paraît que cette abominable politique agricole commune a mené à la ruine les paysans et décliné les troupeaux. Des milliers d'agriculteurs se répandent tout au long de l'année sur l'écologie rurale, les villages abandonnés, les usines qui ferment, les banlieues qui explosent, les rivières qui s'assèchent. Les ports de plaisance de l'Europe ont couvert de béton les landes où coulaient hier les bruyères, et dans la mer les poissons se raréfient, se lamentent les pêcheurs dans les communautés régionales. Ah ! ces statistiques ! Les Verts les comparant à d'ignobles tranches qui blessent le paysage, comme le font ces toiles d'araignées de fils électriques qui enlaidissent les bords ou les champs.

Aménagement du territoire, environnement, urbanisme, déforestation : tous ces mots abstraits, tous ces chiffres décryptés, concrétisés, confrontés aux réalités et analysés par le citoyen-touriste. L'été y invite. Qui ne se souvient des longs débats, des grèves, des arguments pour et contre qui ont marqué la fermeture de la mine d'or pyrénéenne de Salsigne ? Il faut peut-être prendre le temps d'écouter, cette fois-ci, les spécialistes régionaux. Le drame lardé ? Le petit village de Mainat, dans la Creuse, a accueilli plusieurs familles qui ne demandent qu'à parler de leur nouvelle vie. La décentralisation de l'ENA à Strasbourg serait pour certains un non-sens ? Le simple contact avec la flèche rose ou le séjour prolongé en Alsace n'ont-ils, vraiment, d'autre valeur ?

Partir pour voir, écouter, parler, échanger. Partir pour connaître et mieux juger. Le tourisme n'est pas les travaux pratiques intelligents.

FRANÇOIS GROSCHARD

L'eau minérale de Thonon n'appartient pas à Nestlé. - Nestlé ne pourra pas céder l'eau minérale de Thonon. Et pour cause : cette source n'appartient pas à la société Perrier, rachetée par le groupe suisse à l'issue d'une longue bataille, au printemps dernier. Le géant agroalimentaire a confirmé, mercredi 12 août, les informations publiées par la Tribune de Genève, selon lesquelles Perrier n'est pas propriétaire de la source d'eau minérale de Thonon. La source de la Versoix, dont l'eau minérale est vendue sous la marque « Thonon », appartient en effet à la ville de Thonon (Haute-Savoie) et non à

Perrier, qui exploitait cette source depuis 1964 sous concession. Toutefois selon la Tribune de Genève, la source Versoix pourrait réserver la même surprise aux experts du droit. En effet, la source Versoix pose un problème complexe. A la suite du rachat de Perrier, la Commission européenne avait imposé à Nestlé de céder une partie de ses eaux minérales. Pour justifier ses réserves, Nestlé rappelait mercredi qu'il avait été empêché par cette même Commission européenne d'entretenir tout contact avec Perrier, ce qui ne lui avait pas permis de faire un « état des lieux » de la société française.

RÉGIS NAVARRE

BOURSE DU 14 AOUT

Cours relevés à 14 h 00[illegible]**COMPTANT** (sélection)**SICAV** (selection)

13/8

VALEURS	% du sem.	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Emission	Prime incl.	Rachet net	Emission	Prime incl.	Rachet net	VALEURS	Emission	Prime incl.	Rachet net	
Obligations																							
CEP	771	170	Petit Orléans	191 20	200	CEP	771	170	CEP	771	170	CEP	771	170	CEP	771	170	CEP	771	170	CEP	771	170
C.I.M.	810	170	Parisienne Indus.	273	280	C.I.M.	810	170	Parisienne Indus.	273	280	C.I.M.	810	170	Parisienne Indus.	273	280	Parisienne Indus.	273	280	C.I.M.	810	170
C.I.F.R.A.M. 98	2310		Parisienne Indus.	273	280	C.I.F.R.A.M. 98	2310		Parisienne Indus.	273	280	C.I.F.R.A.M. 98	2310		Parisienne Indus.	273	280	Parisienne Indus.	273	280	C.I.F.R.A.M. 98	2310	
Compagnie	481	81	Parisienne Indus.	273	280	Compagnie	481	81	Parisienne Indus.	273	280	Compagnie	481	81	Parisienne Indus.	273	280	Parisienne Indus.	273	280	Compagnie	481	81
10,00% 7/84	100 50	10 18	Parisienne Indus.	273	280	10,00% 7/84	100 50	10 18	Parisienne Indus.	273	280	10,00% 7/84	100 50	10 18	Parisienne Indus.	273	280	Parisienne Indus.	273	280	10,00% 7/84	100 50	10 18
10,00% 13/84	100 50	10 18	Parisienne Indus.	273	280	10,00% 13/84	100 50	10 18	Parisienne Indus.	273	280	10,00% 13/84	100 50	10 18	Parisienne Indus.	273	280	Parisienne Indus.	273	280	10,00% 13/84	100 50	10 18
10,00% 13/84	100 50	10 18	Parisienne Indus.	273	280	10,00% 13/84	100 50	10 18	Parisienne Indus.	273	280	10,00% 13/84	100 50	10 18	Parisienne Indus.	273	280	Parisienne Indus.	273	280	10,00% 13/84	100 50	10 18
10,00% 13/84	100 50	10 18	Parisienne Indus.	273	280	10,00% 13/84	100 50	10 18	Parisienne Indus.	273	280	10,00% 13/84	100 50	10 18	Parisienne Indus.	273	280	Parisienne Indus.	273	280	10,00% 13/84	100 50	10 18
10,00% 13/84	100 50	10 18	Parisienne Indus.	273	280	10,00% 13/84	100 50	10 18	Parisienne Indus.	273	280	10,00% 13/84	100 50	10 18	Parisienne Indus.	273	280	Parisienne Indus.	273	280	10,00% 13/84	100 50	10 18
10,00% 13/84	100 50	10 18	Parisienne Indus.	273	280	10,00% 13/84	100 50	10 18	Parisienne Indus.	273	280	10,00% 13/84	100 50	10 18	Parisienne Indus.	273	280	Parisienne Indus.	273	280	10,00% 13/84	100 50	10 18
10,00% 13/84	100 50	10 18	Parisienne Indus.	273	280	10,00% 13/84	100 50	10 18	Parisienne Indus.	273	280	10,00% 13/84	100 50	10 18	Parisienne Indus.	273	280	Parisienne Indus.	273	280	10,00% 13/84	100 50	10 18
10,00% 13/84	100 50	10 18	Parisienne Indus.	273	280	10,00% 13/84	100 50	10 18	Parisienne Indus.	273	280	10,00% 13/84	100 50	10 18	Parisienne Indus.	273	280	Parisienne Indus.	273	280	10,00% 13/84	100 50	10 18
10,00% 13/84	100 50	10 18	Parisienne Indus.	273	280	10,00% 13/84	100 50	10 18	Parisienne Indus.	273	280	10,00% 13/84	100 50	10 18	Parisienne Indus.	273	280	Parisienne Indus.	273	280	10,00% 13/84	100 50	10 18
10,00% 13/84	100 50	10 18	Parisienne Indus.	273	280	10,00% 13/84	100 50	10 18	Parisienne Indus.	273	280	10,00% 13/84	100 50	10 18	Parisienne Indus.	273	280	Parisienne Indus.	273	280	10,00% 13/84	100 50	10 18
10,00% 13/84	100 50	10 18	Parisienne Indus.	273	280	10,00% 13/84	100 50	10 18	Parisienne Indus.	273	280	10,00% 13/84	100 50	10 18	Parisienne Indus.	273	280	Parisienne Indus.	273	280	10,00% 13/84	100 50	10 18
10,00% 13/84	100 50	10 18	Parisienne Indus.	273	280	10,00% 13/84	100 50	10 18	Parisienne Indus.	273	280	10,00% 13/84	100 50	10 18	Parisienne Indus.	273	280	Parisienne Indus.	273	280	10,00% 13/84	100 50	10 18
10,00% 13/84	100 50	10 18	Parisienne Indus.	273	280	10,00% 13/84	100 50	10 18	Parisienne Indus.	273	280	10,00% 13/84	100 50	10 18	Parisienne Indus.	273	280	Parisienne Indus.	273	280	10,00% 13/84	100 50	10 18
10,00% 13/84	100 50	10 18	Parisienne Indus.	273	280	10,00% 13/84	100 50	10 18	Parisienne Indus.	273	280	10,00% 13/84	100 50	10 18	Parisienne Indus.	273	280	Parisienne Indus.	273	280	10,00% 13/84	100 50	10 18
10,00% 13/84	100 50	10 18	Parisienne Indus.	273	280	10,00% 13/84	100 50	10 18	Parisienne Indus.	273	280	10,00% 13/84	100 50	10 18	Parisienne Indus.	273	280	Parisienne Indus.	273	280	10,00% 13/84	100 50	10 18
10,00% 13/84	100 50	10 18	Parisienne Indus.	273	280	10,00% 13/84	100 50	10 18	Parisienne Indus.	273	280	10,00% 13/84	100 50	10 18	Parisienne Indus.	273	280	Parisienne Indus.	273	280	10,00% 13/84	100 50	10 18
10,00% 13/84	100 50	10 18	Parisienne Indus.	273	280	10,00% 13/84	100 50	10 18	Parisienne Indus.	273	280	10,00% 13/84	100 50	10 18	Parisienne Indus.	273	280	Parisienne Indus.	273	280	10,00% 13/84	100 50	10 18
10,00% 13/84	100 50	10 18	Parisienne Indus.	273	280	10,00% 13/84	100 50	10 18	Parisienne Indus.	273	280	10,00% 13/84	100 50	10 18	Parisienne Indus.	273	280	Parisienne Indus.	273	280	10,00% 13/84	100 50	10 18
10,00% 13/84	100 50	10 18	Parisienne Indus.	273	280	10,00% 13/84	100 50	10 18	Parisienne Indus.	273	280	10,00% 13/84	100 50	10 18	Parisienne Indus.	273	280	Parisienne Indus.	273	280	10,00% 13/84	100 50	10 18
10,00% 13/84	100 50	10 18	Parisienne Indus.	273	280	10,00% 13/84	100 50	10 18	Parisienne Indus.	273	280	10,00% 13/84	100 50	10 18	Parisienne Indus.	273	280	Parisienne Indus.	273	280	10,00% 13/84	100 50	10 18
10,00% 13/84	100 50	10 18	Parisienne Indus.	273	280	10,00% 13/84	100 50	10 18	Parisienne Indus.	273	280	10,00% 13/84	100 50	10 18	Parisienne Indus.	273	280	Parisienne Indus.	273	280	10,00% 13/84	100 50	10 18
10,00% 13/84	100 50	10 18	Parisienne Indus.	273	280	10,00% 13/84	100 50	10 18	Parisienne Indus.	273	280	10,00% 13/84	100 50	10 18	Parisienne Indus.	273	280	Parisienne Indus.	273	280	10,00% 13/84	100 50	10 18
10,00% 13/84	100 50	10 18	Parisienne Indus.	273	280	10,00% 13/84	100 50	10 18	Parisienne Indus.	273	280	10,00% 13/84	100 50	10 18	Parisienne Indus.	273	280	Parisienne Indus.	273	280	10,00% 13/84	100 50	10 18
10,00% 13/84	100 50	10 18	Parisienne Indus.	273	280	10,00% 13/84	100 50	10 18	Parisienne Indus.	273	280	10,00% 13/84	100 50	10 18	Parisienne Indus.	273	280	Parisienne Indus.	273	280	10,00% 13/84	100 50	10 18
10,00% 13/84	100 50	10 18	Parisienne Indus.	273	280	10,00% 13/84	100 50	10 18	Parisienne Indus.	273	280	10,00% 13/84	100 50	10 18	Parisienne Indus.	273	280	Parisienne Indus.	273	280	10,00% 13/84	100 50	10 18
10,00% 13/84	100 50	10 18	Parisienne Indus.	273	280	10,00% 13/84	100 50	10 18	Parisienne Indus.	273	280	10,00% 13/84	100 50	10 18	Parisienne Indus.	273	280	Parisienne Indus.	273	280	10,00% 13/84	100 50	10 18
10,00% 13/84	100 50	10 18	Parisienne Indus.	273	280	10,00% 13/84	100 50	10 18	Parisienne Indus.	273	280	10,00% 13/84	100 50	10 18	Parisienne Indus.	273	280	Parisienne Indus.	273	280	10,00% 13/84	100 50	10 18
10,00% 13/84	100 50	10 18	Parisienne Indus.	273	280	10,00% 13/84	100 50	10 18	Parisienne Indus.	273	280	10,00% 13/84	100 50	10 18	Parisienne Indus.	273	280	Parisienne Indus.	273	280	10,00% 13/84	100 50	10 18
10,00% 13/84	100 50	10 18	Parisienne Indus.	273	280	10,00% 13/84	100 50	10 18	Parisienne Indus.	273	280	10,00% 13/84	100 50	10 18	Parisienne Indus.	273	280	Parisienne Indus.	273	280	10,00% 13/84	100 50	10 18
10,00% 13/84	100 50	10 18	Parisienne Indus.	273	280	10,00% 13/84	100 50	10 18	Parisienne Indus.	273	280	10,00% 13/84	100 50	10 18	Parisienne Indus.	273	280	Parisienne Indus.	273	280	10,00% 13/84	100 50	10 18
10,00% 13/84	100 50	10 18	Parisienne Indus.	273	280	10,00% 13/84	100 50	10 18	Parisienne Indus.	273	280	10,00% 13/84	100 50	10 18	Parisienne Indus.	273	280	Parisienne Indus.	273	280	10,00% 13/84	100 50	10 18
10,00% 13/84	100 50	10 18	Parisienne Indus.	273	280	10,00% 13/84	100 50	10 18	Parisienne Indus.	273	280	10,00% 13/84	100 50	10 18	Parisienne Indus.	273	280	Parisienne Indus.	273	280	10,00% 13/84	100 50	10 18
10,00% 13/84	100 50	10 18	Parisienne Indus.	273	280	10,00% 13/84	100 50	10 18	Parisienne Indus.	273	280	10,00% 13/84	100 50	10 18	Parisienne Indus.	273	280	Parisienne Indus.	273	280	10,00% 13/84	100 50	10 18
10,00% 13/84	100 50	10 18	Parisienne Indus.	273	280	10,00% 13/84	100 50	10 18	Parisienne Indus.	273	280	10,00% 13/84	100 50	10 18	Parisienne Indus.	273	280	Parisienne Indus.	273	280	10,00% 13/84	100 50	10 18
10,00% 13/84	100 50	10 18	Parisienne Indus.	273	280	10,00% 13/84	100 50	10 18	Parisienne Indus.	273	280	10,00% 13/84	100 50	10 18	Parisienne Indus.	273	280	Parisienne Indus.	273	280	10,00% 13/84	100 50	10 18
10,00% 13/84	100 50	10 18	Parisienne Indus.	273	280	10,00% 13/84	100 50	10 18	Parisienne Indus.	273	280	10,00% 13/84	100 50	10 18	Parisienne Indus.	273	280	Parisienne Indus.	273	280	10,00% 13/84	100 50	10 18
10,00% 13/84	100 50	10 18	Parisienne Indus.	273	280	10,00% 13/84	100 50	10 18	Parisienne Indus.	273	280	10,00% 13/84	100 50	10 18	Parisienne Indus.	273	280	Parisienne Indus.	273	280	10,00% 13/84	100 50	10 18
10,00% 13/84	100 50	10 18	Parisienne Indus.	273	280	10,00% 13/84	100 50	10 18	Parisienne Indus.	273	280	10,00% 13/84	100 50	10 18	Parisienne Indus.	273	280	Parisienne Indus.	273	280	10,00% 13/84	100 50	10 18
10,00% 13/84	100 50	10 18	Parisienne Indus.	273	280	10,00% 13/84	100 50	10 18	Parisienne Indus.	273	280	10,00% 13/84	100 50	10 18	Parisienne Indus.	273	280	Parisienne Indus.	273	280	10,00% 13/84	100 50	10 18
10,00% 13/84	100 50	10 18	Parisienne Indus.	273	280	10,00% 13/84	100 50	10 18	Parisienne Indus.	273	280	10,00% 13/84	100 50	10 18	Parisienne Indus.	273	280	Parisienne Indus.	273	280	10,00% 13/84	100 50	10 18
10,00% 13/84	100 50	10 18	Parisienne Indus.	273	280	10,00% 13/84	100 50	10 18	Parisienne Indus.	273	280	10,00% 13/84	100 50	10 18	Parisienne Indus.	273	280	Parisienne Indus.	273	280	10,00% 13/84	100 50	10 18
10,00% 13/84	100 50	10 18	Parisienne Indus.	273	280	10,00% 13/84	100 50	10 18	Parisienne Indus.	273	280	10,00% 13/84	100 50	10 18	Parisienne Indus.	273	280	Parisienne Indus.	273	280	10,00% 13/84	100 50	10 18
10,00% 13/84	100 50	10 18	Parisienne Indus.	273	280	10,00% 13/84	100 50	10 18	Parisienne Indus.	273	280	10,00% 13/84	100 50	10 18	Parisienne Indus.	273	280	Parisienne Indus.	273	280	10,00% 13/84	100 50	10 18
10,00% 13/84	100 50	10 18	Parisienne Indus.	273	280	10,00% 13/84	100 50	10 18	Parisienne Indus.	273	280	10,00% 13/84	100 50	10 18	Parisienne Indus.	273	280	Parisienne Indus.	273	280	10,00% 13/84	100 50	10 18
10,00% 13/84	100 50	10 18	Parisienne Indus.	273	280	10,00% 13/84	100 50	10 18	Parisienne Indus.														

Président du Centre national des indépendants

Yvon Briant se tue dans un accident d'avion

Yvon Briant, président du Centre national des indépendants (CNI), député européen, a trouvé la mort avec son épouse Nathalie, directeur général de la station de radio NRJ, et leur fils Hugues, âgé de huit ans, dans un accident d'avion survenu jeudi soir 13 août, près de Calvi (Haute-Corse). Cet accident a fait une quatrième victime, le pilote, David Valler. Yvon Briant devait tenir dans la soirée, à Ajaccio, une réunion publique sur le traité de Maastricht dont il prévoyait la ratification.

Le Cassa-172 de l'aéroport d'Ajaccio, qui avait rejoint Calvi dans l'après-midi pour prendre en charge le président du CNI et sa famille, avait décollé vers 20 h 30 de l'aéroport de Santa-Catalina de Calvi. Peu après, un fort vent rabattant a précipité l'appareil sur les flancs d'une colline culminant à 300 mètres, à proximité du col de Marcolino, et situé à une dizaine de kilomètres au sud de Calvi. A la suite du choc, l'avion a pris feu et ses quatre occupants ont péri carbonisés.

De l'armée à la politique

L'armée, l'entreprise, la politique : Yvon Briant, né le 5 mai 1954 à Lesneven (Finistère), avait mené carrière dans les trois domaines. Après avoir suivi sa scolarité au Prytanée militaire de La Flèche, ce fils d'un modeste ouvrier breton était passé du 1^{er} régiment de chasseurs parachutistes de Pau à la base des sapeurs de combat d'Aspretto. C'est dans ce corps d'élite, dont il a été le plus jeune breveté, qu'il avait croisé M. Alain Maffrand, devenu célèbre avec l'affaire Greenpeace. La solidarité avec le faux «époux Thuringe» l'avait conduit à rallier le Centre national des indépendants et paysans dont le président d'alors, M. Philippe Malaud, avait créé un comité de soutien aux deux officiers français arrêtés après le sabotage du Rainbow Warrior, en juillet 1985.

Ayant opté pour la vie civile à vingt-quatre ans, il avait fondé alors une entreprise de travaux publics sous-marins, à Dunkerque. Sept ans plus tard, il était président de France Protection, société spécialisée dans la surveillance, le gardiennage et la sécurité.

En désaccord avec le mouvement chiraquien, jugé trop mou face à la gauche, et son chef de file dans le Val-d'Oise, M. Jean-Pierre Delalande, il avait quitté, après les municipales de 1993, le RPR où il était entré en 1978. Il avait finalement adhéré en 1979 au Club de

l'Horloge où il était devenu le directeur-gérant-rédacteur en chef de la revue trimestrielle, *Contre-poin*.

C'est en 1985 qu'Yvon Briant avait rejoint le parti créé en 1949 par René Coty et Roger Duchet qui tira, sous la IV^e République, tout son poids de la popularité de M. Antoine Pinay. Non sans mal ni grincements de dents mais avec une solide détermination, Yvon Briant passera du stade d'«espoir» à celui de dirigeant de la vieille formation.

«Récupérer les déçus du chiraquisme»

Avant de convaincre les «indépendants et paysans», Yvon Briant était, sous le chef de file de la liste investie par le Front national pour les législatives de mars 1986 dans le Val-d'Oise, S'étant fixé comme objectif de «récupérer les déçus du chiraquisme», Yvon Briant, devenu secrétaire général adjoint du CNI, était apparu comme un rival pour les lepidistes. En juillet 1986, il était exclu du groupe parlementaire de M. Le Pen. Siégeant parmi les non-inscrits aux côtés d'autres transfuges du mouvement d'extrême droite, il poursuivait son ascension au sein de son propre parti : secrétaire général en titre en janvier 1987 avec le soutien de M. Malaud, il s'était opposé avec

succès à ce dernier qui, en décembre, était écarté de la présidence. Partisan de la candidature de M. Jacques Chirac à l'élection présidentielle de mai 1988, Yvon Briant avait perdu, le 5 juin, le mandat de député qu'il avait tenté de conserver en se présentant en Haute-Savoie.

L'année suivante, le CNI optait pour le soutien et la participation à la liste conduite par M. Valéry Giscard d'Estaing aux élections européennes, ce qui permettait à Yvon Briant d'entrer au Parlement de Strasbourg.

Président du CNI depuis le 24 novembre 1989, élu conseiller régional d'Ile-de-France dans le Val-d'Oise en mars dernier, Yvon Briant, qui voulait concilier conservatismisme et libéralisme, s'était vu opposer une fin de non-recevoir à ses demandes d'entrée au sein de l'Union pour la France, structure de l'union UDF-RPR.

Partisan d'une intervention militaire pour mettre un terme au conflit yougoslave, Yvon Briant menait campagne pour le «oui» au référendum du 20 septembre, persuadé que «plus nombreux seront les électeurs de l'opposition à se prononcer pour la ratification, et moins François Mitterrand sera en mesure de revendiquer pour lui-même le bénéfice du oui».

ANNE CHAUSSEBOURG

En Russie

Le lobby industriel conservateur rate sa démonstration de force

Les tenants d'une ligne économique conservatrice, regroupés au sein de l'Union industrielle, ont tenté d'engager l'épreuve de force avec le gouvernement russe au cours d'une réunion, jeudi 13 août à Moscou.

MOSCOU

de notre correspondant

Les représentants du lobby industriel attachés aux traditions de l'économie soviétique se sentent décidément le vent en poupe : réunis jeudi 13 août à Moscou, leur première initiative a été d'exiger des excuses du premier ministre en exercice, M. Egor Gaidar, copable de n'avoir pas assisté à des travaux en cours desquels sa politique réformatrice a été descendue en flammes.

Passant par dessus la tête de l'intéressé, les membres de «l'Union industrielle» ont directement adressé à M. Boris Eltsine un télégramme demandant au président russe qu'il ordonne à M. Gaidar de venir leur présenter des excuses. Son absence n'était-elle pas un défi à l'autorité du président, qui, à en croire un fac-similé circulant dans la salle, lui aurait donné instruction écrite d'assister à leur conférence?

La démonstration de force des «industriels» n'a pourtant pas été aussi impressionnante que prévu : outre M. Gaidar et ses proches, c'est l'ensemble du gouvernement qui brillait par son absence, à l'exception du ministre de l'Industrie, M. Alexandre Titkine, qui s'est bien gardé d'ouvrir la bouche. Et de manière beaucoup plus surprenante, le président du Parlement, le très actif Rousslan Khasboulatov, qui manque rarement une occasion

de mettre en difficulté M. Gaidar, a lui aussi fait faux bond.

L'Union industrielle avait peut-être poussé le bouchon un peu loin en publiant à la veille de sa réunion un programme en forme d'ultimatum tout imprégné de dirigisme conservateur : fixation autoritaire des prix, crédits sans limites aux grandes entreprises, indexation des salaires, protectionnisme et interdiction pendant dix ans de vendre les terres acquises en propriété. M. Boris Eltsine a certes donné depuis plusieurs mois de multiples signes qu'il était disposé à écouter la voix des «hommes d'expérience» pour équilibrer le programme libéral de M. Gaidar, mais de là à se laisser imposer un virage à 180 degrés, il y a une marge.

Des mesures

«d'élites»

La première journée de la conférence, à laquelle assistaient, outre six cents directeurs d'entreprises, près de deux mille représentants des pouvoirs locaux ou symboliques de l'ancienne nomenclature, n'a d'ailleurs pas été particulièrement stimulante pour l'esprit, certains orateurs intervenant pour expliquer que les mesures prises par M. Gaidar étaient «manifestement défectueuses». Des divisions sont rapidement apparues entre les participants, les directeurs de l'industrie pétrolière de la région de Tchernomorie quittant la salle à grand fracas, et les velléités de voter une motion de défiance au gouvernement et de nommer un «cabinet fantôme» n'ont pas eu de suite.

Surtout, M. Arkadi Voloki, «l'homme qui monte» et qui dirige pour sa part une organisation quasi homonyme mais différente, l'Union des industriels et des

entrepreneurs, a tenu à marquer ses distances à l'égard d'un programme trop ouvertement conservateur pour celui qui se veut l'incarnation d'un centrisme raisonnable. Cela dit, M. Voloki n'a pas manqué de décocher quelques flèches à l'actuel gouvernement devenu selon lui «une société par actions à responsabilité limitée». Il a aussi qualifié de «totale absurdité» le programme de privatisation qui doit prendre la forme d'une distribution à chaque Russe — y compris ceux qui n'auront d'ici au premier octobre prochain — de bons de propriété d'une valeur nominale de 10 000 roubles. On s'attend pourtant à ce que M. Eltsine lui-même présente ce programme lors d'une intervention télévisée le soir même de son retour de vacances, samedi 15 août.

De son côté, dans un entretien au *Wall Street Journal*, M. Gaidar, que la plupart des commentateurs présentent comme un véritable ministre en surris, s'est déclaré convaincu que les réformes lancées par son équipe étaient irréversibles, tout en ajoutant qu'il n'attendait rien de la part des «industriels» pour payer «le prix politique», irréversibles ou pas, les réformes et la libéralisation de l'économie ont subi un nouveau contretemps imposé par les nécessités de l'heure : le gouvernement a ainsi fixé un prix d'achat des céréales par l'Etat à un niveau qui devrait suffire à satisfaire les kulaks et les novices de vendre leur production (12 000 roubles la tonne pour le froment). Mais il s'ensuivra une très forte hausse du prix de revient du pain, qui sera à son tour essentiellement compensée par des subventions de l'Etat.

JAN KRAUZE

SOMMAIRE

LES FINS D'EMPIRES

23. — Les steppes de Michel Strogoff 2

ÉTRANGER

La guerre civile en Bosnie-Herzégovine et ses répercussions internationales : l'OTAN n'est pas prête à prendre des résolutions concrètes ; la Commission des droits de l'homme de l'ONU condamne la «nettoyage ethnique» ; la Croix-Rouge a rendu visite à 8 300 prisonniers en Bosnie ; en France, M. Chirac juge M. Mitterrand «objectivement complice» de la poursuite de la guerre 3 et 4
Etats-Unis : nommé secrétaire général de la Maison Blanche, M. Baker est chargé de redonner du tonus à la campagne électorale de M. Bush 5
La Syrie refuse le report des élections législatives au Liban 6
Afrique du Sud : l'ANC a rejeté l'offre d'une amnistie générale 6
Kenya : scission au sein de l'opposition 6

POLITIQUE

La polémique sur le «centralisme démocratique» au sein du PCF : les communistes critiques veulent que leur parti modifie non seulement ses statuts, mais aussi ses pratiques 7
Le Front national de la jeunesse en campagne contre le traité de Maastricht 7
Portrait de Marcel Dominici, «le justicier d'Angoulême» 7

SOCIÉTÉ

Un réseau clandestin d'élitisme d'ordures découvert en Allemagne 8
Le PMU et les sociétés de courses en crise 8
Incendies criminels en Corse 8

CULTURE

Musiques : l'âme des arènes 9
Cinéma : Nixon, «capitale du cirque», rend hommage aux clowns de l'écran 9

SANS VISA

Barbe-Bleue en appel • La Pyramide en vacances • Célébration du vin jaune • Condamnés : moutards • Escapes 11 à 14

ÉCONOMIE

L'UAP revient sur sa décision de rompre ses contrats d'assurance avec les centres de transfusion sanguine 15
Les réactions à l'accord de libre-échange nord-américain 15
Tourisme : les Français redécouvrent les charmes de l'Hexagone 15
Le conflit entre M. Aysche et le Livre CGT 15
Un décret et une circulaire limitent les abus des contrats de qualification 16

Services

Abonnements 10
Annonces classées 6
Cartes 18
Jeux 14
Loto, Tac-o-tac 19
Marchés financiers 18 et 17
Météorologie 18
Philatélie 18
Radio-télévision 19
Spectacles 10
Week-end d'un chineur 18

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du «Monde» daté 14 août 1992 a été tiré à 453 470 exemplaires.

Demain dans le «Monde»

«Heures locales» :

les Lavezzi, archipel «protégé»

A l'extrême sud de la Corse, plusieurs îlots granitiques ont séduit les amoureux de mer et de soleil. Le plus grand, Cavallu, est devenu un paradis pour riches italiens, alors que les autres demeurent sauvages.

«Chez les peintres» :

l'euphorie de Claude Viallat

Philippe Degen a rendu visite au peintre voué à une forme aussi unique qu'une signature, dans son immeuble-atelier de films empli par une œuvre profrique vouée à toutes les joies de la couleur, sous le signe de la nouveauté et de la découverte.

Un diplomate russe est retrouvé en Angleterre

Un conseiller de l'ambassade de Russie à Paris, disparu depuis plus de deux semaines, a été retrouvé, jeudi 13 août, en Angleterre, en compagnie de sa femme et de sa fille cadette. Viktor Ochotchenko, ancien membre des services extérieurs de renseignement russe, devait quitter la France le 8 août après huit ans de séjour. Le lundi 27 juillet, il ne s'était pas présenté à son bureau. Dès le lendemain, l'ambassade russe avait alerté la police française.

Après l'annonce de la fuite de ce diplomate, qui souhaiterait rester au Royaume-Uni, M. Yury Rykov, ambassadeur de Russie en France, a fait le commentaire suivant : «La Russie renonce aux activités d'espionnage sous couvert de différentes organisations, y compris diplomatiques. Elle a fait des pas énormes vers la réalisation pratique de cette politique, y compris en France».

A la faveur du programme de privatisation

L'américain International Paper rachète l'une des plus grosses papeteries de Pologne

Les mega-investissements sont-ils à nouveau d'actualité dans l'industrie papetière ? A la faveur du programme de privatisation en Pologne, le numéro un mondial du papier, le géant américain International Paper, vient de signer son retour sur le front des acquisitions. Le groupe américain a emporté l'appel d'offres international pour la reprise de la firme papetière de Kwidzyn, l'une des plus modernes du pays, a annoncé mardi 11 août le ministre polonais des privatisations, M. Janusz Lewandowski.

L'investissement est important. Il s'agit de la plus grosse opération de privatisation menée, à ce jour, en Pologne. Et c'est en tout cas le premier rachat opéré par «IP» en Europe de l'Est. International Paper a ainsi acquis pour 120 millions de dollars, 50 % du capital de l'entreprise polonaise et s'est engagé à y investir 175 millions de dollars supplémentaires pour la moderniser et développer la production. «IP» s'est engagé par ailleurs à maintenir pendant dix-huit mois les 3 600 emplois concernés.

à Kwidzyn. Très actif en Europe à la fin des années 80 - «IP» avait pris successivement le contrôle du britannique Hord, du papeter français Aussedat-Rey et de l'allemand Zanders - le groupe américain avait débuté la phase des acquisitions au début de 1990. La dégradation de la conjoncture papetière en 1991, particulièrement sévère pour les producteurs nord-américains, l'a visiblement conforté dans cette voie. La seule opération notable au cours des douze derniers mois reste le rachat du distributeur néerlandais Scania, à la fin de 1991, rattaché au réseau d'Aussedat-Rey.

S'ils ont toujours manifesté, en paroles, un intérêt marqué pour les entreprises papetières de l'Est de l'Europe, les industriels américains et ouest-européens se sont dans les faits cantonnés dans une réserve prudente. Le coût de remise à niveau des machines, les dépenses à engager en matière de lutte contre la pollution, l'état de décadence temporaire du marché mondial dans de nombreuses spécialités étaient considérés jusqu'à présent comme autant d'obstacles.

Les combats dans le Caucase

Stepanakert est la cible d'attaques à la roquette

La capitale du Haut-Karabakh, Stepanakert, a été la cible d'attaques à lance-roquettes de la part des forces azerbaïdjanaises, vendredi 14 août. Plusieurs personnes ont été tuées et blessées, selon le correspondant sur place de l'agence Itar-Tass.

Les autorités arméniennes de l'enclave du Haut-Karabakh, située à l'intérieur du territoire de l'Azerbaïdjan, ont déclaré, jeudi, la mobilisation de tous les hommes de dix-huit à quarante-cinq ans et l'état d'urgence dans l'enclave (nos dernières éditions). Cette mesure semble surtout d'ordre psychologique, alors que l'Azerbaïdjan paraît déterminé à poursuivre sa contre-offensive pour reprendre aux Arméniens les positions qu'ils avaient acquises plus tôt cette année. Les forces de Bakou ont enregistré plusieurs succès ces dernières semaines, en particulier dans le nord du Haut-Karabakh. Elles se sont également emparées d'une petite enclave arménienne de 46 kilomètres carrés autour du village d'Arstachan.

En Géorgie, M. Edouard Chevardnadze a décidé d'employer la même force contre les partisans du président déchu Zviad Gamsakhourdia qui déclenchent dans l'ouest du pays le ministre de l'Intérieur et plusieurs autres hauts responsables. Après l'expiration d'un ultimatum pour leur libération, jeudi 13 août au matin, quelque cinq mille policiers et soldats, appuyés par des blindés et chars, ont le commandement du ministre de la Défense, M. Tengiz Kiziyev, ont été déployés dans la région de Zugdidi, fief des hommes de Zviad Gamsakhourdia.

Les autorités géorgiennes ont, d'autre part, demandé à la Russie de mener une action contre ce qu'elles ont qualifié de «centre terroriste» dirigé par M. Gamsakhourdia depuis Gromy, capitale de la République caucasienne de Tchétchénie, qui dépend de la Fédération de Russie bien qu'elle s'en soit déclarée indépendante. (AFP, Reuters, Itar-Tass.)

EN BRIEF

■ BANGLADESH : cent étudiants blessés lors d'affrontements avec la police. — Une centaine d'étudiants ont été blessés, jeudi 13 août, devant le restaurant de Dacca, au cours d'affrontements avec la police qui tentait de disperser plusieurs milliers de jeunes gens venus consulter les résultats de leurs examens, rapportent des témoins. Les incidents ont duré plusieurs heures, pendant lesquelles la police a chargé à coups de matraque et de grenades lacrymogènes. Le ministre de l'Éducation a ouvert une enquête sur ce «malescontentement» (Reuters).

■ GRANDE-BRETAGNE : saisi d'explosifs de l'IRA. — Scotland Yard a affirmé, jeudi 13 août, avoir saisi une «très large quantité» d'explosifs de l'Armée républicaine irlandaise (IRA) à Londres et intercepté plusieurs suspects dans le cadre d'une vaste opération antiterroriste. (AFP.)

■ ISRAËL : M. Ariel Sharon soupçonné de détournement de fonds. — L'ancien ministre du logement, M. Ariel Sharon, soupçonné d'avoir détourné des fonds destinés aux colonies nécessaires pour financer des colonies de peuplement à Jérusalem-est, pourrait faire l'objet d'une enquête criminelle, a déclaré, jeudi 13 août, le ministre israélien de la Police, M. Moshe Shaleh.

■ KOWEÏT : dénonciations de multiples viols. — Plusieurs milliers d'employés de maison, venues des Philippines, d'Inde, du Bangladesh et d'autres pays asiatiques, ont été violées par leurs employeurs koweïtiens ont affirmé, jeudi 13 août, dix organisations humanitaires américaines, Middle East Watch et Women's Rights Projects. Selon celles-ci, les autorités de l'émirat n'ont rien fait pour empêcher ces crimes, ni donné suite aux plaintes.

■ NIGER : report du référendum constitutionnel. — Le gouvernement a annoncé, jeudi 13 août, le report à une date indéterminée du référendum sur le projet de nouvelle Constitution, qui était prévu pour le 4 octobre. Le secrétaire d'Etat à l'Intérieur, M. Badroum Moudou, a expliqué que cette décision avait été prise en raison du retard dans le vote du nouveau code électoral et l'établissement des listes électorales. Ce report met en cause le respect de la durée de la période de transition, qui doit s'achever en janvier, après des élections législatives et présidentielles.

le journal mensuel de documentation politique après-demain

Forcé par la Ligue des droits de l'homme (trouvent dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

L'ENVIRONNEMENT

Envoyer 40 F (francs) à 2 F (francs) de port et de frais de manutention à l'adresse suivante : 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 100 F pour l'abonnement annuel (60 % d'économie), qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.

DEMANDEZ NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde

RADIO TELEVISION